

SÉNAT DE BELGIQUE

SESSION DE 2010-2011

14 JUIN 2011

Proposition de résolution relative aux mouvements de démocratisation au Maghreb et au Moyen-Orient

RAPPORT

FAIT AU NOM DE LA COMMISSION
DES RELATIONS EXTÉRIEURES ET
DE LA DÉFENSE
PAR

**M. ANCIAUX
ET MME ARENA**

I. INTRODUCTION

La commission a examiné la proposition de résolution qui fait l'objet du présent rapport au cours de ses réunions des 5 avril, 17, 25 et 31 mai et 14 juin 2011.

BELGISCHE SENAAAT

ZITTING 2010-2011

14 JUNI 2011

Voorstel van resolutie betreffende de democratiseringsbewegingen in de Maghreb en het Midden-Oosten

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE VOOR
DE BUITENLANDSE BETREKKINGEN EN
VOOR DE LANDSVERDEDIGING
UITGEBRACHT DOOR

**DE HEER ANCIAUX
EN MEVROUW ARENA**

I. INLEIDING

De commissie heeft dit voorstel van resolutie besproken tijdens haar vergaderingen van 5 april, 17, 25 en 31 mei en 14 juni 2011.

Composition de la commission / Samenstelling van de commissie :

Président / Voorzitter : Karl Vanlouwe.**Membres / Leden :**

N-VA	Piet De Bruyn, Patrick De Groote, Luc Sevenhans, Karl Vanlouwe.
PS	Marie Arena, Philippe Mahoux, Olga Zrihen.
MR	Armand De Decker, Dominique Tilmans.
CD&V	Sabine de Bethune, Rik Torfs.
sp.a	Bert Anciaux, Marleen Temmerman.
Open Vld	Rik Daems.
Vlaams Belang	Jurgen Ceder.
Écolo	Jacky Morael.
cdH	Vanessa Matz.

Suppléants / Plaatsvervangers :

Frank Boogaerts, Inge Faes, Lieve Maes, Elke Sleurs, Helga Stevens
Hassan Boussetta, Fatiha Saïdi, Louis Siquet, Muriel Targnion.
Jacques Brotchi, Christine Defraigne, Richard Miller.
Jan Durnez, Cindy Franssen, Peter Van Rompuy.
Ludo Sannen, Guy Swennen, Frank Vandenbroucke.
Nele Lijnen, Bart Tommelein.
Filip Dewinter, Anke Van dermeersch.
Zakia Khattabi, Claudia Niessen.
André du Bus de Warnaffe, Dimitri Fourny.

*Voir :***Documents du Sénat :****5-829 - 2010/2011 :**

N° 1 : Proposition de résolution de MM. Vanlouwe et De Bruyn.
N°s 2 à 6 : Amendements.

*Zie :***Stukken van de Senaat :****5-829 - 2010/2011 :**

Nr. 1 : Voorstel van resolutie van de heren Vanlouwe en De Bruyn.
Nrs. 2 tot 6 : Amendementen.

Avant d'entamer la discussion, la Commission a décidé d'organiser une audition en présence du professeur Eric David (Centre de droit international — ULB), de l'ancien journaliste de la VRT Jef Lambrecht et du professeur Sami Zemni (Faculté des sciences politiques et sociales — UGent). Cette audition a eu lieu le 5 avril 2011.

II. AUDITION DU 5 AVRIL 2011

A. Exposé du professeur Eric David du Centre de droit international (ULB)

L'orateur déclare que, dans une large mesure, il ne peut qu'approuver la proposition de résolution relative aux mouvements de démocratisation au Maghreb et au Moyen-Orient (doc. Sénat, n° 5-829/1). Il croit cependant que son préambule qui renvoie à la résolution 1970 du Conseil de sécurité, devrait se référer aussi à la résolution 1973 de ce Conseil, laquelle a précisé davantage le mandat conféré aux États prêts à intervenir en Libye, d'une part, pour assurer le respect de la zone d'exclusion aérienne, d'autre part, pour protéger les civils.

L'orateur renvoie au § 4 de la résolution 1973, qui prévoit, notamment, que le Conseil autorise les États membres à prendre toutes les mesures nécessaires pour protéger les populations civiles et les zones civiles menacées d'attaques en Libye. Le texte de la résolution exclut toutefois «le déploiement d'une force d'occupation étrangère, sous quelque forme que ce soit, et sur n'importe quelle partie du territoire libyen». Cette formulation recèle une ambiguïté. En effet, qu'entend-on par «une force d'occupation étrangère, sous quelque forme que ce soit»?

Deux interprétations sont possibles.

Soit le Conseil de sécurité interprète restrictivement l'exclusion de toute «force d'occupation étrangère», en limitant l'occupation à celle visée par l'article 43 du règlement de La Haye de 1907, à savoir le cas d'un État qui occupe le territoire d'un autre État et y établit une administration pour gérer ce territoire. Cela renvoie à une occupation de type classique comme on en a connu lors de la Première ou de la Seconde Guerre mondiale ou, plus récemment, comme l'occupation de l'Irak par les États-Unis, entre 2003 et 2009.

On peut au contraire avoir une vision plus large de l'occupation visée par le Conseil de sécurité. Ainsi, en droit international humanitaire, la 4^e Convention de Genève de 1949, protège les civils dès lors qu'ils se trouvent, ne fût-ce qu'une seconde, au pouvoir d'une force étrangère.

Alvorens de bespreking aan te vatten, heeft de commissie beslist een hoorzitting te houden met professor Eric David (Centrum voor Internationaal Recht — ULB), gewezen VRT-journalist Jef Lambrecht en professor Sami Zemni (Faculteit Politieke en Sociale Wetenschappen — UGent). Deze hoorzitting vond plaats op 5 april 2011.

II. HOORZITTING VAN 5 APRIL 2011

A. Uiteenzetting door de heer Eric David, professor, Centrum voor Internationaal Recht (ULB)

Spreeker verklaart dat hij het voorstel van resolutie betreffende de democratiseringsbewegingen in de Maghreb en het Midden-Oosten (stuk Senaat, nr. 5-829/1) voor het grootste deel alleen maar kan toejuichen. Hij meent echter dat de verwijzing naar resolutie 1970 van de Veiligheidsraad in de considerans moet worden aangevuld met een verwijzing naar resolutie 1973 van de Raad, die het mandaat van de Staten die bereid zijn op te treden in Libië nader toelicht, enerzijds om het vliegverbod te doen naleven en anderzijds om de burgers te beschermen.

Spreeker verwijst naar § 4 van resolutie 1973, die onder meer bepaalt dat de Raad de lidstaten de toestemming geeft om alle nodige middelen aan te wenden om de door aanvallen bedreigde burgerbevolking en -zones te beschermen. De tekst sluit echter uit dat een buitenlandse bezettingsmacht wordt opgesteld, onder welke vorm ook en waar ook op Libisch grondgebied. Wat bedoelt men echter met een «een buitenlandse bezettingsmacht, onder welke vorm ook»?

Er zijn twee interpretaties mogelijk.

Ofwel interpreteert de Veiligheidsraad de uitsluiting van een «buitenlandse bezettingsmacht» restrictief, door «bezetting» te interpreteren in de zin van artikel 43 van het Reglement van Den Haag, dat het geval betreft van een Staat die het grondgebied van een andere Staat bezet en er een bestuur vestigt om dit grondgebied te besturen. Het gaat dus om een klassieke bezetting zoals men gekend heeft tijdens de Eerste en de Tweede Wereldoorlog, of zoals de bezetting van Irak door de Verenigde Staten tussen 2003 en 2009.

Er is echter een ruimere interpretatie mogelijk van het door de Veiligheidsraad gebruikt begrip bezetting. In het internationaal humanitair recht beschermt de vierde Conventie van Genève van 1949 burgers vanaf het ogenblik dat zij, al was het maar één seconde, in handen van een buitenlandse macht vallen.

Selon la première interprétation, l'interprétation étroite de la « force d'occupation », la résolution 1973 n'interdirait pas une intervention terrestre des forces étrangères en Libye; selon la seconde, l'interprétation large, la résolution interdirait une telle intervention.

L'orateur n'a, à cet égard, pas de réponse juridique stricte, mais ses convictions de pacifiste, non-violent et humaniste le conduisent à préférer l'interprétation large qui exclut une intervention terrestre.

Dans le cas de la Libye, il ne fait aucun doute que le conflit armé présente un caractère international. Au regard des Conventions de Genève de 1949, la Belgique est en guerre avec la Libye, puisque nos F16 y interviennent.

Aujourd'hui, on peut, bien sûr, se demander, puisque l'OTAN a repris le commandement de la force internationale, s'il s'agit bien d'un conflit entre la Belgique et la Libye, ou entre l'OTAN et la Libye.

Juridiquement, dès lors qu'il y a un affrontement armé entre deux sujets majeurs de droit international, qui ont des personnalités juridiques distinctes (la Libye, même si la communauté internationale conteste, aujourd'hui, la légitimité de son gouvernement, et les États étrangers, soit individuellement, soit fédérés au sein d'une organisation internationale dotée d'une personnalité juridique propre, à savoir l'OTAN), le conflit armé est international.

À la lecture de la proposition de résolution du Sénat, l'orateur se dit qu'il importerait, peut-être, que le Sénat invite le gouvernement à demander aux Nations unies d'être plus précises lorsqu'elles parlent d'exclure « tout déploiement d'une force d'occupation étrangère, sous quelque forme que ce soit », vu les deux interprétations possibles de cette formule.

B. Exposé de M. Jef Lambrecht, ancien journaliste (VRT)

La révolution est arabe parce qu'elle touche l'ensemble du monde arabe, réuni autour d'une même langue et d'un même passé, en dépit de grandes différences culturelles, démographiques et historiques locales. La révolution arabe s'opère dans l'urgence, le timing est donc un facteur crucial. Il n'est pas certain qu'elle atteindra son objectif idéaliste, qui est la généralisation des démocraties, mais le succès relatif des bouleversements intervenus dans les États-pilotes, surtout en Tunisie, et aussi en Égypte, puissance plus importante mais dont l'avenir est plus incertain en raison de la présence d'un pouvoir reposant sur une base relativement large et de nombreux partisans des Frères musulmans, continuera d'influencer les évolutions que connaît l'ensemble du monde arabe, à la condition qu'un système parlementaire parvienne à s'y enraciner et à s'y développer. Nous voyons dans le

Volgens de eerste, enge, interpretatie van « bezettingsmacht » zou resolutie 1973 een grondaanval van buitenlandse troepen in Libië niet uitsluiten; volgens de tweede, ruime, interpretatie zou zij dat wel verbieden.

Spreker heeft hierop geen strikt juridisch antwoord, maar zijn pacifistische, geweldloze en humanistische overtuigingen brengen hem ertoe de ruime interpretatie, die een grondaanval uitsluit, te verkiezen.

In het geval van Libië lijkt het geen enkele twijfel dat het gewapend conflict van internationale aard is. Volgens de Conventies van Genève van 1949 is België in oorlog met Libië, aangezien onze F-16's er aanvallen uitvoeren.

Sinds de NAVO het bevel over de internationale troepenmacht heeft overgenomen kan men zich natuurlijk afvragen of het gaat om een conflict tussen België en Libië, dan wel tussen de NAVO en Libië.

Wanneer er een gewapend conflict ontstaat tussen twee belangrijke internationale rechtssubjecten met verschillende rechtspersoonlijkheid (in dit geval Libië, al betwist de internationale gemeenschap momenteel de legitimiteit van zijn regering, en de buitenlandse Staten, ofwel individueel, ofwel verenigd in een internationale organisatie met een eigen rechtspersoonlijkheid, met name de NAVO), is het gewapend conflict juridisch gezien internationaal.

Bij het lezen van het voorstel van resolutie van de Senaat, meent spreker dat de Senaat de regering zou kunnen vragen de Verenigde Naties te verzoeken meer duidelijkheid te geven over het uitsluiten van « iedere opstelling van een buitenlandse bezettingsmacht, in welke vorm ook », gelet op de twee mogelijke interpretaties van deze woorden.

B. Uiteenzetting door de heer Jef Lambrecht, gewezen journalist (VRT)

De revolutie is Arabisch omdat ze de hele Arabische wereld aanspreekt, verenigd door een taal en een verleden, ondanks grote culturele, demografische en plaatselijk historische verschillen. De Arabische Revolutie vertoont een hoogdringendheid waardoor *timing* een cruciale factor is. Het is onzeker of de Revolutie haar idealistisch einddoel van een algehele democratisering bereikt maar de relatief succesvolle omwentelingen in de pilootstaten, Tunesië vooral, en Egypte, groter machtiger maar met een meer onzekere toekomst wegens de aanwezigheid van een relatief brede gevestigde macht en de grote aanhang van de Moslimbroederschap, zullen de ontwikkelingen binnen de hele Arabische wereld blijvend beïnvloeden op voorwaarde dat een parlementair systeem er wortel schiet en tot ontwikkeling komt. In de uitslag van het referendum over de Egyptische grondwetsherziening

résultat du référendum sur la révision de la Constitution égyptienne la préfiguration d'une large coalition entre l'ancien régime et les Frères musulmans et une première défaite écrasante pour les libéraux-démocrates de Tahrir, y compris El Baradei et Amr Moussa. La genèse de la démocratie en Irak a été sanglante et le système présente de graves dysfonctionnements, typiques de tout début, mais le risque d'un retour vers un régime autoritaire s'amenuise avec le temps. Les chances de survie des pouvoirs totalitaires établis en Syrie, au Yémen et même dans les monarchies du Golfe et ailleurs diminuent si un pays de référence tel que l'Égypte et une puissance régionale telle que l'Irak parviennent à asseoir des démocraties stables. À terme, la Tunisie pourrait devenir un pays-pilote et servir de laboratoire, mais cela ne se fera pas dans l'immédiat.

La Révolution est dans une phase transitoire, elle vit des moments où sa dynamique est en jeu. C'est la raison pour laquelle l'intervention en Libye doit aboutir rapidement. Dans le monde arabe, l'importance démographique et historique de la Libye est limitée mais son poids économique est relativement important. En raison de son étendue, la Libye représente en outre pour l'Europe un filet important pour retenir les migrations massives en provenance d'Afrique noire. Le pétrole trouvé en 1958 a fait de la Libye un pays riche dont la prospérité dépend presque totalement de l'or noir. Kadhafi a utilisé les pétrodollars pour développer des services sociaux mais aussi pour soutenir une multitude d'organisations révolutionnaires internationales, parmi lesquelles le Centre révolutionnaire mondial opérant dans les environs de Benghazi, surnommé l'université Harvard & Yale de militaires et dictateurs africains. Une chute rapide de Kadhafi était incertaine depuis le début. Il n'a laissé aucun doute sur son intention de ne jamais suivre l'exemple de Ben Ali ou de Moubarak de s'éclipser en douce. Il allait se battre. Bien que le prestige de Kadhafi soit limité, y compris dans la région, d'autres régimes assiégés, et même certains de ses ennemis, voient un intérêt dans sa survie. La Libye est un laboratoire pouvant fournir de précieux enseignements pour la survie des uns et des autres. En Libye, l'issue de la guerre est incertaine parce que Kadhafi se défend avec une imagination fertile. Plus le conflit s'enlisera longtemps et plus le colonel risque de rester au pouvoir, au besoin en qualité de chef de la guérilla. Le bombardement d'un convoi de rebelles par la coalition montre les limites d'une intervention aérienne, qui s'avère contre-productive parce qu'elle donne l'impression que la Révolution est aux mains de l'Occident, qui l'encourage. Cela donne aux régimes assiégés un argument de propagande important, peut-être même décisif. L'Occident ne perçoit pas comme l'Orient ce qui est entre-temps devenu un conflit militaire. Pour l'Orient, l'absence de grandes puissances arabes dans la coalition et la position ambiguë de pays tels que les Émirats, qui font partie aussi bien de la coalition que

lezen we de voorafschaduw van een brede coalitie van het *ancien régime* met de Moslimbroeders en een eerste verpletterende nederlaag voor de liberaal-democraten van Tahrir, inclusief El Baradei en Amr Moussa. De genese van de democratie in Irak is bloedig geweest en het systeem vertoont ernstige kinderziekten maar de kans op een terugkeer naar een autoritair regime wijkt met de tijd. De overlevingskansen van de machtmonopolies in Syrië, Jemen en zelfs de monarchieën in de Golf en elders, verkleinen wanneer een richtinggevend land als Egypte en een regionale mogendheid als Irak stabiele democratieën zouden worden. Tunesië kan op termijn pilootland en laboratorium blijven. Maar dat is toekomstmuziek.

De Revolutie is in een overgangsfase, een moment waarop haar dynamiek op het spel staat. Daarom is een snel en succesvol einde van de interventie in Libië aangewezen. Het gewicht van Libië in de Arabische wereld is demografisch en historisch beperkt, maar het is economisch relatief groot. Wegens zijn uitgestrektheid is Libië voor Europa bovendien van belang als stop op een massamigratie uit zwart Afrika. De olie die er in 1958 werd gevonden heeft van Libië een rijk land gemaakt dat voor zijn welvaart vrijwel volledig van de olie afhankelijk is. Kadhafi gebruikte het geld voor de uitbouw van sociale voorzieningen maar ook voor steun aan een waaier van internationale revolutionaire organisaties onder meer via het Wereld Revolutionair Centrum in de omgeving van Benghazi, bijgenaamd de Harvard en Yale van Afrikaanse krijgsheren en dictators. Een spoedige val van Kadhafi was van meet af aan onzeker. Op geen enkel ogenblik liet hij er twijfel over dat hij niet van plan was om het voorbeeld te volgen van Ben Ali of Moebarak en stilletjes te verdwijnen. Hij zou vechten. Ofschoon het aanzien van Kadhafi ook in de regio beperkt is, hebben andere belaagde regimes en zelfs sommige van zijn vijanden belang bij zijn overleving. Libië is een laboratorium dat belangrijke lessen kan opleveren voor de eigen overleving. De krijgskansen in Libië wisselen doordat Kadhafi de strijd met veel verbeelding voert. Hoe meer tijd verstrijkt hoe groter de kans dat de kolonel blijft, desnoods in de hoedanigheid van guerrillaleider. Het bombardement door de coalitie van een rebellenkonvooi toont de limieten van een luchtmachtinterventie. Die interventie is contraproductief waar ze de indruk wekt dat de Revolutie een Westerse en door het Westen bevorderde aangelegenheid is. Dat speelt de regimes die belaagd zijn een belangrijk, misschien wel beslissend propaganda-argument in handen. De Westerse perceptie van wat intussen een militair conflict is, verschilt van die in het Oosten. Daar blijven de afwezigheid van Arabische zwaargewichten in de coalitie en de dubbelzinnigheid van bijvoorbeeld de Emiraten, die zowel deel uitmaken van de coalitie als van de interventietroepen in

des troupes d'intervention au Bahreïn, ne passent pour le moins pas inaperçues. Les réserves émises par les Arabes, également formulées par Amr Moussa, secrétaire général de la Ligue arabe, adhèrent à la conception populaire selon laquelle l'Occident mène dans la région une politique qui masque ses propres intérêts et qui applique toujours deux poids deux mesures, au détriment de la population locale. Ces réserves sont également présentes au sein de l'Union africaine, qui a retiré son soutien à l'opération *Odyssee Dawn* après les premiers bombardements, et aussi au sein de pays qui se sont abstenus lors du vote de la résolution 1973, et même parmi des membres de l'OTAN et des pays de l'UE. Les populations émettent également des réserves, comme ce fut le cas en France et au Royaume-Uni, où il y a eu des désaccords au sein de la coalition au sujet de la direction de l'intervention en Libye et de ses objectifs. Encore aujourd'hui, des déclarations contradictoires sont formulées à cet égard. La politique «de réaction à chaud» appliquée par l'Occident, selon la formule de Carl Devos, fait preuve d'impulsivité, semble animée par les shows télévisés et le sentimentalisme télévisuel et est encore moins bénéfique au Moyen-Orient que dans le reste du monde. Les raisons de cette nouvelle intervention dans un pays arabe ont beau être honorables et sincères, elles seront inévitablement expliquées d'une autre manière.

La réaction finale, et quelque peu confuse, de l'Occident à la révolution arabe est compréhensible et peut s'expliquer. Cette révolution se caractérise par l'effet de surprise du renversement de tous les belligérants et par la vitesse inattendue de sa propagation. Le suicide du marchand tunisien de légumes ambulants, Mohammed Bouazizi, le 17 décembre dernier, a apparemment fait vibrer une corde sensible dans l'ensemble du monde arabe, et cette sensibilité est le résultat de nombreuses années d'administration autoritaire et dictatoriale par quelques privilégiés au-dessus des lois, se revendiquant du pouvoir. La révolution est un cri authentique lancé pour réclamer l'égalité de droits, la dignité et la liberté. Elle a connu un précédent en Iran, un pays non arabe dont le sort est indissociablement lié à celui des Arabes. L'Iran est conscient que la révolution arabe recèle des opportunités et des risques. Pour l'Occident, cette révolution implique des risques et des opportunités comparables. Les soulèvements pourraient réussir à introduire les conceptions occidentales de la liberté et de la démocratie dans une zone volatile proche de l'UE. Mais il n'est pas certain que les choses évolueront de la sorte. Les évolutions constatées en Égypte, un mois après la chute de Moubarak, ne nous autorisent pas à faire preuve d'un optimisme inconditionnel. La chute de Saleh, au Yémen, pourrait avoir de graves conséquences sur l'un des plus importants itinéraires maritimes au monde. La révolution au Bahreïn ne pourra triompher qu'à condition qu'un pouvoir majoritaire chiite éventuel ne devienne pas le satellite de

Bahreïn, allerminst onopgemerkt. Er is een Arabisch voorbehoud dat ook wordt verwoord door secretaris-generaal Amr Moussa van de Arabische Liga. Het sluit aan bij de populaire opvatting dat de Westerse politiek in de regio eigenbelang camoufleert en er altijd twee maten en twee gewichten hanteert in het nadeel van het volk. Dat voorbehoud is er ook in de Afrikaanse Unie dat zijn steun aan *Odyssee Dawn* na de eerste bombardementen introk, het is er ook bij de landen die zich bij de stemming over resolutie 1973 onthielden en zelfs bij NAVO-lidstaten en landen van de EU. Er is ook voorbehoud bij de bevolking. Dat bleek in Frankrijk en in het Verenigd Koninkrijk. Er was onenigheid binnen de coalitie over de leiding en het doel van de interventie in Libië. Nog altijd worden daarover tegenstrijdige verklaringen afgelegd. De westerse «steekvlampolitiek» — het woord is van Carl Devos — doet impulsief aan, lijkt gedreven door televisiemomenten en -sentimenten en is in het Midden-Oosten nog minder heilzaam dan elders. De motieven voor deze nieuwe interventie in een Arabisch land mogen eervol en oprecht zijn, ze zullen onvermijdelijk anders worden uitgelegd.

De uiteindelijke, ietwat verwarde reactie van het Westen op de Arabische Revolutie is begrijpelijk en verklaarbaar. De Revolutie kenmerkt zich door de verrassing waarmee ze vriend en vijand heeft geslagen en door de onverwachte snelheid waarmee ze uitbreiding nam. De zelfmoord van de Tunesische groente-venter Mohammed Bouazizi op 17 december 2010, bleek een zeer gevoelige snaar te raken in heel de Arabische wereld, een gevoeligheid die verband houdt met de gevolgen van langdurig autoritair en dictatoriaal bestuur en uitbuiting door bevoorrechte en boven de wet verheven groepen die aanleunen bij de macht. De revolutie is een authentieke kreet voor gelijkberechtiging, waardigheid en vrijheid. De omwenteling heeft een voorloper in Iran, een niet-Arabisch land waarvan het lot onlosmakelijk verbonden is met dat van de Arabieren. Iran beseft dat de Arabische Revolutie kansen en gevaren inhoudt. Vergelijkbare risico's en opportuniteiten zijn er voor het Westen. De omwentelingen kunnen de westerse opvattingen over vrijheid en democratie introduceren in een volatiel gebied dat grenst aan de EU. Maar of dat gebeurt is onzeker. De ontwikkelingen in Egypte, een maand na de val van Moebarak, wettigen geen onvoorwaardelijk optimisme. De val van Saleh in Jemen kan kwalijke gevolgen hebben voor de veiligheid van een der belangrijkste vaarroutes ter wereld. Bahreïn wordt enkel een succes als een mogelijk sjiitisch meerderheidsbewind geen satelliet wordt van het ondemocratisch Iran dat de revoluties toejuicht als islamitische omwentelingen maar een harde repressie voert tegen

l'Iran non démocratique, qui applaudit aux révolutions qui imposent l'islamisme, mais qui réprime brutalement l'opposition sur son propre territoire. Seule une démocratisation de l'Iran permettra aux États méridionaux du Golfe d'emprunter la voie de la démocratie sans subir de grands dommages et rencontrer une forte opposition. En cas de succès éventuel d'une révolution au Bahreïn, la région chiite d'Arabie saoudite, théâtre de troubles, pourrait envisager de faire sécession et de conclure un partenariat avec l'Iran, faisant basculer dans l'autre camp un des gisements pétrolifères les plus riches au monde. Soutenir des tendances séparatistes comporte des dangers. Les tentations sont réelles en Libye et peut-être bientôt aussi au Yémen. Les conséquences d'une autodétermination en Arabie saoudite sont imprévisibles.

Il est frappant de constater que pendant les manifestations, la composante religieuse est demeurée en retrait. Les Frères musulmans égyptiens hésitaient à peser de tout leur poids sur la révolution et étaient aussi surpris que le reste du monde. Les effets de la révolution sur le jihadisme notamment d'Al Qaïda suscitent des discussions. Les opinions divergent. Certains affirment que la démocratisation supprimera une cause importante de radicalisation. D'autres soutiennent en revanche que le chaos et l'instabilité politique font le jeu du terrorisme. Il est vrai que la révolution a également surpris Al Qaïda et le mouvement islamiste. De nombreux indices révèlent également que l'immobilisme autoritaire des dernières décennies a facilité l'émergence de radicalismes qui disparaîtront en même temps que les despotes. Mais le déroulement imprévisible et l'issue incertaine de la révolution ouvrent également des perspectives pour Al Qaïda. L'intervention militaire de l'Occident fait le jeu des extrémistes qui dénoncent une guerre menée contre l'islam. L'affaiblissement des services de sécurité peut conduire à un regroupement des organisations interdites. Même si Al Qaïda joue un rôle marginal dans les bouleversements en cours, dans certains pays sur le point de basculer, l'organisation terroriste dispose d'atouts importants. C'est vrai jusqu'à un certain point pour l'Égypte et même pour la Tunisie, mais surtout pour la Libye et le Yémen. Ben Laden est originaire du Yémen et le Nord-Est de la Libye est le fief du Groupe islamique combattant libyen, très proche d'Al Qaïda. Dans cette région, la ville de Derna est par exemple défendue par un commandant du Groupe qui, selon ses propres dires, a envoyé des volontaires en Irak pour combattre dans les rangs d'Al Qaïda. Au Niger, au Mali et au Tchad, l'on apprend que la composante maghrébine d'Al Qaïda s'approvisionne en armes dans les dépôts militaires de la zone libyenne aux mains des rebelles. D'après le président tchadien Driss Deby Itno, Al Qaïda est même en passe de devenir l'armée la plus puissante de la région. Le conflit libyen peut aussi bien s'enliser que s'internationaliser. Un autre scénario cauchemardesque serait que dans la péninsule arabique, le

de l'opposition in eigen land. Enkel mits een democratisering van Iran kan een democratisering van de zuidelijke Golfstaten zich voltrekken zonder grote averij en zwaar verzet. Mocht het onrustig sjjiitisch gebied van Saoedi-Arabië, na een mogelijk succesvolle omwenteling in Bahrein, aan afscheiding denken en partnerschap met Iran, dan neemt het een van de rijkste olievelden ter wereld mee naar het andere kamp. Het ondersteunen van separatistische tendensen houdt gevaren in. De verleiding is reëel in Libië en straks wellicht in Jemen. De consequenties van zelfbeschikking in Saoedi-Arabië zijn niet te overzien.

De religieuze component bleef tijdens de demonstraties opvallend op de achtergrond. De Egyptische Moslimbroeders aarzelden om hun grote gewicht in de Revolutie te gooien en waren even verrast als de rest van de wereld. Er is discussie over het effect van de Revolutie op het jihadisme van onder meer Al-Qaïda. De meningen lopen uiteen. Er is de theorie dat democratisering een belangrijk motief voor radicalisering wegneemt. Daar tegenover staat de stelling dat chaos en politieke onduidelijkheid in de kaart spelen van het terrorisme. Het is waar dat de Revolutie ook al-Qaïda en de islamitische beweging heeft verrast. Er is ook veel voor te zeggen dat het autoritair immobilisme van de voorbije decennia het radicalisme in de hand heeft gewerkt en dat het met de despoten zal verdwijnen. Maar het onvoorspelbare verloop en de onzekere uitkomst van de Revolutie houdt ook kansen in voor Al-Qaïda. De wijze waarop het Westen betrokken is geraakt speelt in de kaart van de extremistische boodschap dat een oorlog wordt gevoerd tegen de Islam. De verzwakking van de veiligheidsdiensten kan leiden tot een hergroepering van verboden organisaties. Al speelt Al-Qaïda een marginale rol in de omwenteling, in sommige wankelende landen beschikt de terreurorganisatie over belangrijke troefkaarten. Dat geldt tot op zekere hoogte voor Egypte en zelfs Tunesië, maar vooral voor Libië en Jemen. Bin Laden is uit Jemen afkomstig en het noordoosten van Libië is de basis van de Libische Islamitische Strijdende Groep die nauw aanleunt bij Al-Qaïda. Daar wordt bijvoorbeeld de stad Derna verdedigd door een commandant van de Groep die eerder naar eigen zeggen vrijwilligers stuurde naar Irak om te vechten in de rangen van Al-Qaïda. Vanuit Niger, Mali en Tsjaad komen berichten dat Al-Qaïda in de Maghreb zich bevoorraadt in legerarsenalen in Libisch rebellegebied. Volgens president Driss Deby Itno van Tsjaad is Al-Qaïda zelfs op weg om het sterkste leger van de regio te worden. Het Libisch conflict kan zowel verzanden als internationaliseren. Een ander mogelijk nachtmerriescenario is dat de Somalische Shabab en Al-Qaïda op het Arabisch Schiereiland beide oevers in

Shabab somalien et Al Qaïda occupent les deux rives du golfe d'Aden et que l'organisation terroriste prenne ainsi le contrôle d'une des plus importantes routes maritimes au monde, la Mer rouge et le canal de Suez.

Notre dépendance vis-à-vis de sources d'énergie incertaines nous a été rappelée non seulement par le tremblement de terre au Japon, et le tsunami et la catastrophe nucléaire qu'il a provoqués, mais aussi par la révolution arabe dont les enjeux sont énormes : nous pensons d'abord à l'issue proprement dite de ces soulèvements, qui conditionne les relations futures de l'Occident avec le monde arabe, et aussi à l'approvisionnement en pétrole, à l'avenir de l'islamisme et au devenir des richesses culturelles de ces régions.

Au début de la révolution arabe, l'influence des nouveaux systèmes de communication n'est pas passée inaperçue. L'internet, les émetteurs satellites, les GSM et leurs caméras numériques ont eu un impact considérable et mobilisateur. Ce phénomène avait déjà été observé lors de la révolution verte iranienne. Les moyens de répression classiques n'en sont pas maîtres, si bien que plusieurs pays arabes suivent l'exemple de l'Iran, qui tient les médias internationaux à l'écart. L'ensemble du secteur des communications a été placé sous le contrôle de la Garde révolutionnaire, bras armé du régime iranien. L'intimidation, le contrôle des anciens et des nouveaux médias et la violence restent des moyens efficaces pour maintenir la population sous domination. En Occident, les évolutions constatées au sein des médias provoquent des mobilisations basées sur des arguments émotionnels et irrationnels plutôt que sur la logique et la raison, et entraînent des réactions prématurées, peut-être précipitées. L'on ne réfléchit qu'après coup à l'impact des médias sur le processus décisionnel et sur le fil des événements. Dans cette révolution arabe, l'on n'éclaire pas suffisamment les éléments fondamentaux que sont l'approvisionnement en pétrole de l'Europe et de l'Occident, le contrôle du canal de Suez, Israël et la problématique de la Palestine, les flux migratoires, l'islamisme et l'Iran. L'on ne peut se défaire de l'idée après les interventions en Irak et en Afghanistan, Washington fait désormais preuve de retenue et qu'aux dires de certains, elle a été gagnée par la lassitude. Paris et Londres ont pris la direction des opérations en Libye, et l'Europe est — comme toujours — divisée. Même l'OTAN ne parle pas d'une seule voix.

Le sommet de Paris et ensuite celui de Londres ont montré l'importance accrue d'institutions supranationales telles que la Ligue arabe et l'Union africaine. Mais l'on peut se demander si cet intérêt n'est pas un trompe-l'oeil car ici aussi, les dissensions ont révélé que le soutien hésitant de la Ligue arabe et de l'Union africaine devait plutôt servir d'alibi à une intervention militaire occidentale.

handen krijgen van de Golf van Aden en dat de terreurorganisatie daarmee de controle verwerft over een van de belangrijkste vaarroutes ter wereld, de Rode Zee en het Suezkanaal.

Zowel de aardbeving, annex vloedgolf, annex nucleaire ramp in Japan, als de Arabische omwenteling wijzen op onze afhankelijkheid van onzekere energiebronnen. Er staat veel op het spel bij de Arabische Revolutie : de afloop van de omwentelingen zelf in de eerste plaats en daarmee samenhangend de toekomstige betrekkingen van het Westen met de Arabische wereld, de oliebevoorrading, de toekomst van het islamisme en van de rijkdom aan culturen in de regio.

In een vroeg stadium van de Arabische Revolutie is de invloed opgemerkt van de nieuwe communicatiesystemen. Het internet, satellietzenders, gsm en digitale camera's hebben een diepgaande en mobiliserende invloed. Dat was al opgemerkt tijdens de groene revolutie in Iran. De oude repressiemiddelen zijn er niet op berekend, maar naar het voorbeeld van Iran houden verschillende Arabische landen de internationale media buiten. De hele communicatiesector is onder de controle gebracht van de Revolutionaire Garde, de sterke arm van het Iraanse regime. Intimidatie, controle over de oude en nieuwe media en geweld blijven probate middelen om de bevolking in bedwang te houden. In het Westen leiden evoluties binnen de media tot mobilisatie op grond van emotionele en irrationele argumenten in plaats van logica en rede, en tot haastige, misschien overhaaste reacties. Over de greep van de media op de besluitvorming en het verloop van de gebeurtenissen wordt pas *post factum* nagedacht. Onderbelicht in deze Arabische Revolutie, maar fundamenteel zijn de oliebevoorrading van Europa en het Westen, de controle over het Suezkanaal, Israël en de Palestijnse problematiek, migratie, islamisme en Iran. Men ontkomt niet aan de indruk dat Washington terughoudend is geworden door de interventies in Irak en Afghanistan, en in de ogen van sommigen vermoed is. Parijs en Londen hebben de leiding genomen van de interventie in Libië maar Europa is —zoals steeds— verdeeld. Ook de NAVO is niet eensgezind.

De top van Parijs en daarna die van Londen tonen het toegenomen belang van supranationale instellingen als de Arabische Liga en de Afrikaanse Unie. Maar de vraag rijst of dat belang meer dan cosmetisch is want ook hier blijkt een verdeeldheid die suggereert dat de aarzelende steun van de Arabische Liga en de Afrikaanse Unie weinig meer was dan een alibi voor een Westers militair ingrijpen.

Alain Juppé, le ministre français des Affaires étrangères, a eu raison de déclarer devant le Conseil de sécurité des Nations unies que ces révolutions étaient en train de changer le cours de l'histoire, mais la proposition de son président d'imposer une interdiction de vol au-dessus de la Libye est passée pour de l'improvisation. La confusion des agendas intérieurs et extérieurs joue des tours à de nombreux pays occidentaux et sème le doute sur leurs motivations. L'on soupçonne le président Sarkozy d'avoir été inspiré par de mauvais sondages. La focalisation sur la Libye plutôt que sur le Yémen ou sur le Bahreïn, associée au silence sur le Bahreïn, laisse supposer, à tort ou à raison, que la réaction des Occidentaux est mue par des intérêts militaires et pétroliers dissimulés.

Autant ici que dans le monde arabe, l'opinion publique est influencée par la télévision. Chez nous, le Bahreïn a disparu de l'actualité au lendemain de l'adoption de la résolution 1973. Le Yémen n'est réapparu dans les médias que lorsque le massacre de plus de 50 manifestants a entraîné la désertion générale de hauts militaires, de hauts fonctionnaires, de diplomates et de chefs de tribu, et alors que la chute du président Saleh était imminente. Ensuite, le calme est revenu, bien que le Yémen reste extrêmement agité et préoccupe fortement les États-Unis. Le soutien des opinions publiques nationales à des interventions militaires est incertain. Au Royaume-Uni, la Chambre des Communes a approuvé l'opération en Libye par 557 voix contre 13, alors que d'après des sondages, seulement un citoyen sur trois y était favorable.

La révolution arabe se trouve actuellement à un tournant crucial. Si l'intervention en Libye aboutit rapidement et s'achève donc par la voie démocratique, rien n'est encore perdu et les autres dominos pourront tomber dans une sécurité relative, provoquant la naissance d'un bloc arabe réellement démocratique, avec une Libye transformée en voisin et partenaire raisonnable, capable de faire preuve de sagesse, mais adulte et agissant avec assurance et peut-être même avec détermination. Si, au contraire, les opérations s'enlisent et perdent du crédit à la suite d'erreurs malheureuses, comme le bombardement d'objectifs erronés, ou si l'on entrevoit des signes de partialité ou d'intérêt personnel marqué, non seulement l'opération *Odysee Dawn* risque d'être discréditée mais l'intervention arrêtera dans le sang l'onde révolutionnaire. Un regard en arrière sur les trois dernières décennies montre qu'il n'est pas rare que les ennemis de l'Occident soient ceux qui tirent finalement profit des interventions occidentales.

De Franse minister van Buitenlandse Zaken, Alain Juppé, heeft gelijk wanneer hij voor de VN-Veilighedsraad zei dat de geschiedenis nieuwe banen zoekt, maar het voorstel van zijn president tot een vliegverbod boven Libië leed aan improvisatie. De vermenig van binnen- en buitenlandse agenda's speelt veel Westerse landen parten en zaait twijfel over hun motieven. In het geval Sarkozy is er de verdenking dat slechte peilingen hem hebben geïnspireerd. Dat de focus op Libië is gericht en niet op Jemen of Bahrein, gecombineerd met het stilzwijgen over Bahrein, wekt terecht of onterecht het vermoeden dat onuitgesproken militaire en oliebelangen de Westerse reactie sturen.

De publieke opinie, zowel hier als in de Arabische wereld, wordt bepaald door de televisie. Bij ons verdween Bahrein uit het nieuws de dag na resolutie 1973. Over Jemen werd pas weer bericht toen een slachtpartij onder de betogers met ruim 50 doden leidde tot een algemene desertie van topmilitairen, hoge functionarissen, diplomaten en stamhoofden, en de val van president Saleh immanent was. Daarna werd het weer stil, al bleef het in Jemen uiterst onrustig en maakten de VS zich grote zorgen. De steun van de eigen publieke opinie voor militaire interventies is onzeker. Het Britse Lagerhuis keurde de operatie Libië goed met 557 stemmen tegen 13, maar volgens peilingen is er maar steun bij een derde van de bevolking.

Op dit ogenblik bevindt de Arabische Revolutie zich in een fase die beslissend is voor haar welslagen. Kan de Libische interventie snel, succesvol en dus democratisch worden voltooid, dan is nog niets verloren en kunnen de andere domino's min of meer veilig vallen en ontstaat er een waarlijk democratisch Arabisch blok, een redelijke en voor rede vatbare maar volwassen en zelfbewuste, misschien zelfs eigenzinnige buur en partner. Slaat de operatie aan en wordt ze besmet met ongelukkige blunders zoals bombardementen op foute doelwitten, of ontstaat er een teken van partijdigheid of uitgesproken eigenbelang, dan riskeert *Odysee Dawn* niet alleen diskrediet maar zet de interventie een dodelijke rem op het elan van de omwentelingsgolf. De voorbije dertig jaar leren dat de uiteindelijke vruchten van Westerse interventies niet zelden worden geplukt door de vijanden van het Westen.

C. Exposé de M. Sami Zemni, professeur, Faculté des Sciences politiques et sociales (UGent)

Un vent nouveau souffle sur le monde arabe; de toutes parts, des voix s'élèvent pour réclamer la liberté, l'indépendance et le changement. Avec le départ forcé du président tunisien Ben Ali, le mécontentement social, qui grondait déjà depuis plusieurs années, a repris vigueur dans tout le monde arabe. En Égypte, après dix-huit jours de contestation pacifique mais résolue, le président Moubarak a été contraint à la démission. En Jordanie, en Algérie et au Yémen, des civils se sont immolés par le feu, comme l'avait fait Mohammed Bouazizi, l'homme par qui tout a commencé en Tunisie. Au Maroc, en Algérie et en Syrie, les autocrates locaux ont été contraints de faire plusieurs concessions majeures. Au Bahreïn, au Yémen et en Libye, l'appel à la liberté a été réprimé. Il est clair que ce que veulent les leaders arabes et leurs acolytes, après les événements de Tunisie et de Libye, c'est, au même titre que les Occidentaux, sauvegarder leurs intérêts: l'invasion du Bahreïn par l'Arabie Saoudite (opération conduite, officiellement, sous mandat du Conseil de Coopération du Golfe) vise, au nom de la stabilité et de la sécurité, à réprimer le mouvement de protestation démocratique de la population et l'intervention menée en Libye sous l'égide du Conseil de sécurité des Nations unies n'a d'autre objectif que de chasser Kadhafi du pouvoir, sous couvert d'imperialisme humanitaire.

Nul ne sait comment ces mouvements de protestation évolueront et la probabilité qu'ils aboutissent à l'instauration de régimes démocratiques varie d'un pays à l'autre. Malgré cela, il est possible de discerner d'ores et déjà plusieurs facettes importantes des changements en cours dans le monde arabe. Si le projet qui prévoyait d'importer la démocratie en Irak a échoué, c'est parce qu'il ne reposait sur aucune légitimité politique. Aujourd'hui, les choses sont différentes. Le relatif affaiblissement des États-Unis dans la région — qui résulte en grande partie du « délire » néo-conservateur et de l'émergence des pays du BRIC — a permis cette fois-ci qu'un appel à la démocratie, lancé par la population locale et porté par elle, puisse prendre forme.

L'intervenant déclare qu'il n'a pas l'intention ici d'analyser les différents scénarios susceptibles de se produire dans les pays concernés, ni d'aborder spécifiquement la question des intérêts internationaux, européens ou belges. Il précise qu'il approfondira le thème de l'islam (qui est le plus souvent surmédiatisé) puis qu'il décrira le contexte économique de la révolte (thème généralement sous-médiatisé) et qu'il clôturera son exposé par une brève réflexion sur les problèmes de l'intervention internationale.

C. Uiteenzetting door de heer Sami Zemni, professor, Faculteit Politieke en Sociale Wetenschappen (UGent)

Er waait een nieuwe wind door de Arabische wereld en overal weerklinkt de roep naar vrijheid, onafhankelijkheid en verandering. Met de verdrijving van de Tunesische president Ben Ali herwon het sociaal protest, dat al enkele jaren woedde, doorheen de hele Arabische wereld aan kracht. In Egypte werd president Moebarak na 18 dagen van vreedzaam maar vastberaden protest, gedwongen af te treden. In Jordanië, Algerije en Jemen staken mensen zichzelf in brand in navolging van Mohammed Bouazizi, de man met wie alles begon in Tunesië. In Marokko, Algerije en Syrië werden de lokale autocraten verplicht enkele belangrijke toegevingen te doen. In Bahrein, Jemen en Libië lijkt de roep naar vrijheid gefnuikt te worden. Het is duidelijk dat zowel Arabische leiders en hun acolieten alsook het Westen, na Tunesië en Egypte, hun belangen willen veiligstellen: een Saoedi-Arabische inval in buurland Bahrein (officieel onder mandaat van de *Gulf Cooperation Council*) moet de democratische opstand van de bevolking de kop indrukken in naam van « stabiliteit en veiligheid » en een door de VN-veiligheidsraad goedgekeurde interventie in Libië moet onder het mom van humanitair imperialisme Kadhafi's macht breken.

De toekomst van deze protesten ligt allesbehalve vast en de kansen om naar een democratie te evolueren verschillen van land tot land. Toch kunnen we nu reeds wijzen op enkele belangrijke facetten van de veranderingen die de Arabische wereld ondergaat. In tegenstelling tot de mislukte « importdemocratie » in Irak, want zonder enige politieke legitimiteit, heeft de relatieve verzwakking van de VS in de regio — grotendeels het gevolg van de neoconservatieve waanzin en de opkomst van de BRIC's — het nu mogelijk gemaakt dat een autochtone, door het volk gedragen roep naar democratie, vorm krijgt.

Spreker heeft niet de bedoeling om in te gaan op specifieke scenario's voor de verschillende landen, noch specifiek op de internationale, Europese of Belgische belangen. Spreker zal wel de islamfactor (meestal overbelicht in onze berichtgeving) enigszins nuanceren en ook de economische achtergrond van de opstand (meestal onderbelicht in onze berichtgeving) bespreken. Ten slotte volgt een korte reflectie over de problemen van de internationale interventie.

L'appel à la liberté, à la démocratie et à l'autodétermination des peuples arabes

Il ne fait plus aucun doute aujourd'hui que de Rabat à Bagdad (mais aussi en Iran et, de plus en plus, dans les républiques d'Asie centrale), les peuples arabes descendent dans la rue pour réclamer davantage de liberté, de démocratie et d'autodétermination. Le slogan qui a vu le jour en Tunisie, « *al-shaab yurid isqat al-nidham* » (qui signifie « le peuple exige la chute du régime »), et qui, passant par Tripoli, Benghazi, Alger, Rabat, Casablanca, Bagdad, Manama, Sana'a, a abouti au Caire pour être ensuite entendu à Beyrouth et même jusqu'à Damas, Riyad et Djedda, est la preuve que l'objectif des peuples n'était pas uniquement de chasser les dictateurs ou les autocrates du pouvoir. Les aspirations des peuples arabes allient à la fois le désir de liberté au plan politique et une soif d'égalité, de justice et d'indépendance au plan économique. L'allégation selon laquelle les populations tunisienne, égyptienne ou libyenne ne seraient descendues dans la rue que pour exprimer leur colère contre les dictateurs qui se sont trop longtemps agrippés au pouvoir ou qui se sont, de même que leur entourage proche, enrichis à l'excès et avec ostentation, nous empêche de saisir la nature profonde des protestations.

Alors que dans les années '60, ils étaient encore portés aux nues pour leur potentiel révolutionnaire, les peuples arabes ont été dépeints ces dernières décennies comme une masse passive et inculte qui est entravée dans son développement par sa « culture » ou sa « religion » et qui doit être dirigée par des « despotes éclairés ». Dans le monde arabe, les défenseurs de la démocratie ne constituaient qu'une petite élite occidentalisée qui prêchait dans le désert parce que le peuple restait passif et ne descendait tout au plus dans la rue qu'à l'appel d'agitateurs islamiques réactionnaires désireux de semer le trouble. C'est donc à des dictateurs éclairés, entretenant des liens avec le monde occidental, qu'il incombait de moderniser, séculariser et démocratiser leur pays et de fixer, pour leur peuple, le cap à suivre. Lorsque, du jour au lendemain, les peuples arabes sont descendus en masse dans la rue afin de revendiquer haut et fort leurs droits politiques et sociaux, les observateurs occidentaux ont été frappés de stupeur. La population arabe n'était donc pas cette masse passive en proie à une histoire qui la dépasse, mais constituait un acteur politique à part entière qui aspire à connaître la démocratie et à mener une vie digne avec la même ardeur que les peuples occidentaux au XIX^e siècle ou les Européens de l'Est lors de la chute du Mur.

Réduire les protestations actuelles au dilemme « stabilité ou fondamentalisme » revient à ignorer que ce sont les peuples arabes eux-mêmes qui choisissent leurs orientations politiques. Les islamistes, initialement soutenus par l'Occident pour contre-

De roep naar vrijheid, democratie en zelfbeschikking van de Arabische volkeren

Er kan vandaag geen enkele twijfel meer bestaan dat van Rabat tot Bagdad (maar ook in het Perzische Iran en steeds meer in de centraal Aziatische republieken) de Arabische volkeren op straat komen voor meer vrijheid, voor democratie en voor meer zelfbeschikking. De slogan die in Tunesië ontstond « *al-shaab yurid isqat al-nidham* » (het volk eist de val van het regime) en die dan van Cairo over Tripoli, Benghazi, Algiers, Rabat, Casablanca, Bagdad, Manama, Sana'a naar Beiroet en zelfs Damascus, Riyadh en Jeddah reisde, is een bewijs dat het voor de volkeren niet alleen ging om het verdrijven van dictators of autocraten. De aspiraties van de Arabische volkeren verenigen politieke eisen voor meer vrijheid en economische verlangens voor meer gelijkheid, rechtvaardigheid en onafhankelijkheid. De claim dat de Tunesische, Egyptische of Libische bevolkingen enkel op straat kwamen tegen dictators die zich te lang aan de macht vastklampten of zichzelf en hun naaste omgeving te veel en te duidelijk hebben verrijkt, verhinderen ons de dieperliggende aard van de protesten te vatten.

Terwijl in de jaren '60 de Arabische volkeren nog geprezen werden voor hun revolutionair potentieel, werd het gedurende de laatste decennia afgeschilderd als een passieve en onwetende massa — gehinderd in haar ontwikkeling door haar « cultuur » of « religie » — die geleid moest worden door « verlichte despotten ». De Arabische pleitbezorgers voor democratie waren slechts een kleine, verwesterde elite die in de woestijn riep, omdat « het volk » passief bleef en hoogstens aangespoord door reactionaire islamitische agitatoren op straat komt om keet te schoppen. Modernisering, secularisering en democratisering zijn bijgevolg de taak van een verlichte dictatuur die door zijn banden met de Westerse wereld de juiste koers voor het volk uitzet. Wanneer de Arabische volkeren plots massaal op straat komen en hun politieke en sociale rechten met luide en zelfverzekerde stem opeisen, zijn Westerse commentatoren met stomheid geslagen. De Arabische volkeren blijken geen passief object te zijn van een geschiedenis die zich boven hun hoofden ontplooft, maar een actief politiek subject dat net zo sterk om democratie en een menswaardig bestaan smacht als de Westerse massa's in de 19e eeuw of de Oost-Europeanen bij de val van de Muur.

De huidige protesten reduceren tot het dilemma « stabiliteit of fundamentalisme » komt neer op het ontkennen dat Arabische volkeren zelf hun politieke koers kiezen. Islamisten — oorspronkelijk ondersteund door het Westen om seculiere en progressieve

carrer les forces laïques et progressistes, jouent certainement un rôle dans les protestations aux côtés des libéraux, des nationalistes et des socialistes, mais ne les dominent pas du tout. Des groupes violents tels qu'Al-Qaida, au demeurant l'ennemi juré des Frères musulmans, sont totalement absents. Ce que les Arabes veulent aujourd'hui du Maroc jusqu'en Irak, c'est un forum démocratique et le droit à l'autodétermination afin de décider eux-mêmes de leur avenir. Même si ces révolutions peuvent aboutir à des déceptions, nous n'avons d'autre choix que de soutenir de manière conséquente les aspirations démocratiques des peuples arabes qui font face quotidiennement à la répression exercée par des autocrates dont la date de validité est dépassée depuis longtemps.

Les peuples arabes ne forment bien entendu pas une masse monolithique ayant un but unique et bien précis ou ayant les mêmes intérêts. Tant qu'ils sont unis contre un autocrate, un dictateur ou un système politique, les oppositions et les intérêts internes passent généralement à l'arrière-plan. Comme nous avons pu le constater en Tunisie et en Égypte, ce n'est qu'après le départ de Ben Ali et de Moubarak, respectivement, que le jeu démocratique de mise en balance des intérêts a pu commencer. Il ne faut nullement s'étonner si les nouveaux systèmes politiques ne forment pas d'ensemble harmonieux. La démocratie signifie la coexistence de différents intérêts, parfois fort divergents.

La révolution arabe est portée dans pratiquement tous les pays par les mêmes groupes sociologiques. Toutefois, leur poids politique et les rapports de force entre les différents acteurs du pouvoir (armée, parti, clan, ouvriers, syndicats, société civile, organisations de la société civile,...) diffèrent évidemment d'un pays à l'autre. Bien que la révolte soit soutenue par de larges catégories de la population, ce sont surtout les jeunes, tant les hommes que les femmes, et les ouvriers qui jouent un rôle déterminant. La très grande proportion de « jeunes » (sociologiquement, il s'agit de la tranche d'âge allant de plus ou moins 18 ans à plus ou moins 40 ans) dans la pyramide des âges des pays arabes explique leur présence massive dans les manifestations. Du point de vue sociologique, ils représentent les enfants nés après l'explosion démographique arabe, des enfants qui grandissent de plus en plus dans des familles nucléaires, qui sont scolarisés mais qui, en même temps, sont confrontés à la marginalisation sociale, à un manque de liberté et de perspectives d'avenir en raison d'un taux de chômage extrêmement élevé. Ce manque de libertés et de droits de l'homme a progressivement suscité l'incompréhension chez les jeunes qui, d'abord par les chaînes satellites (Al-Jazeera), puis via internet (blogs et courriels) et finalement les réseaux sociaux (*Facebook*, *Netlog* et *Twitter*) ont vu s'élargir leur fenêtre sur le monde. Il s'en est suivi une (première) révolution silencieuse qui est pratiquement passée

krachten het hoofd te bieden — spelen naast liberalen, nationalisten en socialisten zeker een rol in de protesten maar domineren deze helemaal niet. Gewelddadige groepen zoals Al-Qaida — overigens de aartsvijand van de Moslimbroeders — zijn compleet afwezig. Wat Arabieren van Marokko tot Irak vandaag willen, is een democratische arena en zelfbeschikingsrecht om over hun toekomst te beslissen. Ook al kunnen deze revoluties uitdraaien op ontgoochelingen, we hebben geen andere keuze dan consequent de democratische aspiraties te steunen van de Arabische volkeren die elke dag oog in oog staan met de repressie van autocraten waarvan hun houdbaarheidsdatum al lang overschreden is.

De Arabische volkeren vormen uiteraard geen monolithische massa met één welbepaald doel of met dezelfde belangen. Zolang ze verenigd zijn tegen een autocraat, dictator of een politiek systeem blijven de interne tegenstellingen en belangen meestal op de achtergrond. Het is pas, zoals we in Tunesië en Egypte hebben kunnen vaststellen, dat na het vertrek van respectievelijk Ben Ali en Moebarak, het democratische spel van belangenafweging is kunnen beginnen. We moeten geenszins verrast zijn dat de nieuwe politieke systemen geen harmonieus geheel zullen vormen. Democratie betekent het omgaan met verschillende belangen en deze kunnen soms ver uiteen liggen.

De Arabische omwenteling wordt in bijna alle landen door dezelfde sociologische groepen gedragen maar hun politiek gewicht en de machtsverhoudingen tussen de verschillende machtsfactoren (leger, partij, clan, arbeiders, vakbonden, organisaties van het middenveld,...) verschillen uiteraard van land tot land. Ook al wordt de revolte gedragen door brede lagen van de bevolkingen, toch zijn het voornamelijk de jonge mannen en vrouwen en arbeiders die een centrale rol spelen. Het zeer grote aandeel van de « jongeren » (sociologisch gaat dit dan over een leeftijdsgroep van ongeveer 18 tot ongeveer 40 jaar) in de leeftijdspiramide van de Arabische landen verklaart hun massale aanwezigheid in de protesten. Sociologisch zijn zij de kinderen van na de Arabische demografische explosie, kinderen die steeds meer opgroeien in kerngezinnen, onderwijs genoten maar die tegelijkertijd door een torenhoge werkloosheid geconfronteerd worden met sociale marginalisering, een gebrek aan vrijheid en toekomstperspectieven. Dit gebrek aan vrijheden en mensenrechten botste steeds meer op onbegrip bij jongeren die eerst via de satellietzenders (Al-Jazeera), daarna via het internet (*blogs* en *email*) en uiteindelijk via de sociale netwerken (*Facebook*, *Netlog* en *Twitter*) een groter venster op de wereld kregen. Dit bracht een stille (eerste) revolutie in gang die maar weinig zagen. Terwijl we ons verkeken op de factor islam, waren jongeren overall bezig zich een nieuwe, eigen, toe-

inaperçue. Alors que nous étions obnubilés par le facteur « islam », les jeunes étaient partout occupés à rêver d'un avenir nouveau pour eux. Ils revendiquent la démocratie et la liberté comme des valeurs universelles et ne les considèrent pas comme la « propriété » exclusive de l'Occident. C'est la raison pour laquelle ils ne veulent pas simplement singer l'Occident dans leur quête de nouvelles formules politiques légitimes mais bien trouver leur propre voie. La belle assurance qu'ils affichent explique aussi en passant pourquoi l'Irak « libéré » est lui aussi en train de se libérer aujourd'hui, à l'instar des pays voisins. La démocratie de façade imposée et importée sert actuellement nombre d'intérêts mais pas prioritairement ceux de la population irakienne.

Le noyau de la révolution arabe est finalement composé de deux courants qui tantôt font double emploi, tantôt se complètent, mais il arrive aussi qu'ils aient des intérêts opposés. Le courant civil démocratique revendique surtout des libertés civiles, tandis que l'aile ouvrière sociale revendique en outre des changements économiques très profonds en termes de justice (1).

La dynamique sous-jacente : les révolutions ont une histoire

Quel est le facteur déclencheur de la révolution arabe ? Le suicide par immolation Mohammed Bouazizi ? Le réseau social *Facebook* ? L'enrichissement par trop ostentatoire de l'élite dominante ? La crise économique ? Ou encore l'augmentation du prix des denrées alimentaires ?

En réalité, tous ces éléments ont joué un rôle dans le déclenchement des événements. *Facebook*, *Twitter* ou d'autres réseaux sociaux n'ont évidemment pas suffi à eux seuls à provoquer un changement politique, mais il est certain qu'en Tunisie et en Égypte, leur utilisation a quand même été décisive. Un grand nombre de citoyens qui ont pris part au mouvement de protestation se sont servis de ces réseaux sociaux comme moyens d'information et de mobilisation, mais c'est surtout le fait que les régimes tunisien et égyptien aient essayé de désactiver ces médias assez élitaires et politiquement peu efficaces qui fut le signal montrant au monde que ces régimes prenaient peur. Il n'est pas

(1) En Tunisie, le désaccord entre ces deux courants devint clair dès le lendemain du départ de Ben Ali. Tandis que de nombreuses personnes continuaient à manifester sur la place de la Kasbah, devant le logement de fonction du premier ministre, d'autres se rassemblaient ailleurs dans la ville pour soutenir le gouvernement. Alors que les premiers voulaient de profonds changements permettant de mettre en place des réformes économiques et des formes de répartition (régionale, ville/campagne, riche/pauvre), les classes moyennes estimaient que l'ancien système économique pouvait être maintenu à condition d'en extraire les éléments excessivement néolibéraux, d'une part, et d'en finir avec la corruption et le nepotisme, d'autre part.

komst te verbeelden. Ze claimen democratie en vrijheid als universele waarden en zien het niet als exclusief « eigendom » van het Westen. Vandaar dat ze in de zoektocht naar nieuwe legitieme politieke formules niet zomaar het Westen willen na-apen maar hun eigen weg vinden. Deze zelfzekere houding verklaart en passant ook waarom het « bevrijdde » Irak zich vandaag, net zoals in de buurlanden, ook aan het bevrijden is. De opgelegde en geïmporteerde schijndemocratie dient vandaag vele belangen maar niet in de eerste plaats deze van de Iraakse bevolking.

Ultiem bestaat de kern van de Arabische omwenteling uit twee stromingen die elkaar soms overlappen, soms aanvullen maar ook soms tegengestelde belangen kunnen hebben. De civiel-democratische stroming eist vooral burgerlijke vrijheden, terwijl de sociale arbeidersvleugel naast vrijheden ook zeer verregerende economische veranderingen eist in termen van rechtvaardigheid (1).

De achterliggende dynamiek : revoluties hebben een geschiedenis

Wat zette de Arabische omwenteling in gang ? Was het de zelfdoding door verbranding van Mohammed Bouazizi ? Was het *Facebook* ? Was het de al te ostentatieve verrijking van de heersende elite ? De economische crisis ? Of de stijgende voedselprijzen ?

Al deze factoren hebben uiteraard een aandeel in de ontplooiing van de gebeurtenissen. *Facebook*, *Twitter* of andere sociale media volstonden uiteraard niet om politieke verandering te krijgen maar het gebruik ervan bleek toch beslissend te zijn in Tunesië en Egypte. Vele deelnemers aan het protest gebruikten het als een informatie- en mobilisatiekanaal maar het is vooral het feit dat de Tunesische en Egyptische regimes dit al bij al elitaire en weinig politiek efficiënte medium probeerden stil te leggen dat net het signaal de wereld instuurde dat deze regimes bang waren. Het is niet onmogelijk dat net het uitschakelen van internet vele mensen aanzette om hun virtueel

(1) In Tunesië werd de verdeeldheid tussen deze twee stromingen vanaf de dag na Ben Ali's vertrek duidelijk. Terwijl velen bleven betogen op het plein van de Kasba, aan de ambtswoning van de premier, kwamen anderen elders in de stad bijeen om de regering te steunen. Terwijl de eersten verregerende concessies wilden voor economische hervormingen en vormen van herverdeling (regionaal, stad/platteland, rijk/arm), vonden de middenklassen eerder dat het oude economische systeem, enigszins ontdaan van haar al te neoliberale elementen enerzijds en de corruptie en het nepotisme anderzijds, mocht blijven verder bestaan.

impossible que ce soit précisément la désactivation d'internet qui ait convaincu un grand nombre de personnes de faire en sorte que l'indignation qu'elles avaient exprimée sur le réseau ne demeure pas virtuelle, mais qu'elle se transforme en un véritable mouvement actif de protestation politique.

La cause et la dynamique des révolutions en Égypte et en Tunisie et, plus généralement, des soulèvements qui se produisent dans l'ensemble du monde arabe, sont indissociablement liées à la nature du capitalisme contemporain dans la région. La crise économique qui touche les pays arabes est l'une des conséquences de la politique économique mise en œuvre au cours des dernières décennies et soulève aussi la question de savoir quels intérêts servent les autocrates arabes et de quelle manière ils contribuent au maintien de la domination économique des États-Unis (et, dans une moindre mesure, de l'Europe). C'est ce qui explique que la lutte contre le despotisme dans la région a toujours été une lutte de classes teintée d'anti-impérialisme. Il ne faut pas y voir une haine à l'encontre de l'Occident. Il s'agit plutôt de savoir quels intérêts les États arabes servent au juste.

Depuis 2006, le monde arabe dans son ensemble connaît une vague de protestation. Ainsi, en Jordanie, différents groupes sociaux descendent régulièrement dans la rue; en Algérie, plus de 9 000 manifestations ont eu lieu en 2010; au Maroc, des manifestations de mécontentement et des troubles ont lieu régulièrement un peu partout dans le pays et ils ont même connu leur point culminant en 2008, lorsqu'ils ont dégénéré en une véritable bataille entre la population de la ville de Sidi Ifni et l'armée. Au cours de cette même année, en Tunisie, c'est la région de Gafsa qui fut pendant des mois le théâtre d'affrontements entre, d'un côté, les responsables politiques et, de l'autre, la population engagée dans un vaste mouvement de protestation sociale.

La mise en œuvre durant plusieurs décennies des modèles de développement néolibéraux a eu pour conséquence d'intégrer les économies des pays arabes dans le capitalisme global, mais cette intégration se caractérise par de profondes inégalités. Avec son lot de privatisations et de dérégulations fiscales et le démantèlement de l'État-providence, le néolibéralisme a rendu les économies arabes sensiblement plus vulnérables face à la crise économique. Les louanges en faveur du «miracle tunisien» ou de la «durabilité économique égyptienne», telles que formulées par le FMI en février 2010, s'appuyaient sur la conviction que la croissance du PNB serait synonyme de progrès pour l'ensemble de la population. Le néolibéralisme a certes permis d'enregistrer une croissance exceptionnelle, mais c'est sans compter avec la politique de classe qu'elle a contribué à mettre en place (1). Dans chaque pays, il y avait une élite qui s'enrichissait avec ostentation et dont les

online protest om te buigen in een actieve, klassieke, politieke mobilisatie.

De oorzaak en de dynamiek van de opstanden doorheen de hele Arabische wereld, en niet alleen de revoluties in Egypte en Tunesië, zijn onlosmakelijk verbonden met de aard van het hedendaags kapitalisme in de regio. De economische crisis die de Arabische landen treft, weerspiegelt de gevolgen van de economische politiek van de laatste decennia en stelt eveneens de vraag naar welke belangen de Arabische autocraten dienen en hoe zij de economische dominantie van de VS (en in minder mate Europa) helpen in stand te houden. Daarom is de strijd tegen het despotisme in de regio ook altijd een klassenstrijd met anti-imperialistische ondertoon. Dit heeft niks te maken met «haat tegen het Westen» maar met de vraag wiens belangen de Arabische staten eigenlijk dienen.

Sinds 2006 kent de hele Arabische wereld een golf van protest: in Jordanië komen regelmatig verschillende sociale groepen op straat, in Algerije vonden er in 2010 meer dan 9 000 betogingen plaats, in Marokko zijn er regelmatig onlusten en relletjes doorheen het hele land. Dit culmineerde zelfs in een regelrechte veldslag tussen de bevolking van de stad Sidi Ifni en het leger in 2008. In Tunesië was de regio van Gafsa, in datzelfde jaar, maandenlang het theater van een confrontatie tussen de politiek en een grote sociale protestbeweging.

Enkele decennia van neoliberale ontwikkelingsmodellen hebben de Arabische economieën op een zeer ongelijke manier in het globale kapitalisme geïntegreerd. Het neoliberalisme heeft met haar privatiseringen, fiscale dereguleringen en afbraak van de welvaartsvoorzieningen de Arabische economieën veel kwetsbaarder gemaakt voor de economische crisis. De lofuitingen voor het «Tunesische mirakel» of voor de «Egyptische economische duurzaamheid», zoals het IMF nog stelde in februari 2010 (1), was gebaseerd op het simpele geloof dat groei van het BNP gelijk stond met vooruitgang voor de hele bevolking. Het neoliberalisme leverde inderdaad indrukwekkende groeicijfers op, maar dit verborg de inherente klassenpolitiek die ermee gepaard ging. In elk land verrijkte een elite zich op een ostentatieve manier, onlosmakelijk verbonden met de belangen van Westerse bedrijven en Staten (wapenhandel en olie),

(1) Le rapport s'ouvre sur cette phrase: «L'économie égyptienne résiste à la crise».

(1) De openingszin van het rapport leest: «De Egyptische economie is bestand tegen de crisis».

intérêts étaient indissolublement liés à ceux d'entreprises et d'États occidentaux (commerce des armes et pétrole) alors que de larges franges de la population étaient en proie à des difficultés croissantes. La corruption des dictateurs et de leur entourage est une raison souvent invoquée pour expliquer les soulèvements. Mais, en fait, cet argument masque la réalité plus qu'il ne l'explique. L'enrichissement d'une petite élite et de ses alliés occidentaux ainsi que l'appauvrissement concomitant des classes sociales moyenne et inférieure ne sont pas tant le fait d'individus « malfaisants » qui « ont volé l'argent » de la population, mais plutôt une conséquence logique de l'exploitation néolibérale et inhérente à celle-ci. Il va sans dire que Ben Ali et Moubarak se sont enrichis sur le dos de leur population mais, en agissant de la sorte, ils ne font qu'incarner une classe politique spécifique qui a contribué à maintenir au pouvoir les coalitions en place (fort différentes d'un pays à l'autre). Cela signifie, en d'autres termes, que la situation économique qui a conduit au mouvement massif de protestation à travers le monde arabe est une fonction normale de l'accumulation capitaliste néolibérale. Dans presque tous les pays de la région, les classes dominantes sont parvenues à s'emparer des dividendes du changement économique tout en achetant la loyauté de la population par une politique de subsides en faveur des produits de base. Les États devaient, par la politique de répression qui les caractérise, écraser dans l'oeuf le mécontentement social résultant de l'appauvrissement. C'est aussi la raison pour laquelle la protestation sociale doit toujours être dirigée contre le caractère autoritaire de l'État.

Les révoltes et les révolutions qui se produisent dans la région ont également une dimension régionale très importante. Si les États-Unis parviennent à maintenir leur hégémonie sur le plan économique mondial, c'est avant tout parce qu'ils exercent un contrôle direct ou indirect sur les réserves de pétrole et qu'ils sont soutenus en cela par les autocraties du Golfe qui veillent à ce que le contrôle de ces réserves échappe à la volonté démocratique des peuples. L'alliance entre les États-Unis et Israël s'inscrit dans le cadre de cette politique, les États-Unis voyant en Israël un partenaire idéal susceptible de les aider à maintenir leur hégémonie. C'est ce qui explique aussi que les intérêts d'Israël coïncident avec ceux des dictateurs et autocrates arabes et non avec ceux des peuples arabes. La zone de libre-échange à caractère néolibéral que les États-Unis souhaiteraient créer depuis Rabat jusqu'à Bagdad en passant par Tel Aviv, constituerait pour eux une avancée majeure dans le cadre du maintien de cette hégémonie (1).

(1) C'est ce qui explique aussi que dans les pays du Golfe, l'essentiel du travail soit réalisé par des immigrés qui n'ont généralement aucun droit civil et qui peuvent être qualifiés d'esclaves des temps modernes !

terwijl de grootste delen van de bevolking steeds meer in moeilijkheden kwamen. Als verklaring voor de opstanden wordt vaak de corruptie van de dictators en hun entourage gebruikt. Dit verhaal verdoezelt echter meer dan het verklaart. De verrijking van een kleine elite en hun Westerse evenknieën en de gelijktijdige verarming van de midden- en lagere klassen is niet zozeer het gevolg van « foute » individuen die het « geld stalen » van de mensen maar is een logisch en inherent gevolg van de neoliberale uitbuiting zelf. Uiteraard hebben Ben Ali en Moebarak zichzelf verrijkt op de rug van hun bevolking maar zij zijn daarmee enkel de verpersoonlijking van een specifieke klassenpolitiek die de regerende coalities (sterk verschillend van land tot land) in stand hielden. De economische situatie die naar het massale protest leidde doorheen de Arabische wereld, is, met andere woorden, een normale functie van neoliberale kapitalistische accumulatie. In bijna alle landen van de regio zijn de heersende klassen erin geslaagd de dividenden van de economische verandering naar zich toe te trekken, terwijl door een subsidiepolitiek van de basisproducten de loyaliteit van de bevolking werd afgekocht. Het repressieve karakter van de Staten moest ervoor zorgen dat het ongenoegen als gevolg van de verarming in de kiem werd gesmoord. Dit verklaart ook waarom het sociaal protest zich ook altijd moet keren tegen het autoritaire karakter van de staat.

De opstanden en revoluties in de regio hebben eveneens een zeer belangrijke regionale dimensie. De overheersing van de VS in de wereldeconomie wordt in de eerste plaats in stand gehouden door haar controle, direct of niet, over de olievoorraden. Deze politiek wordt ondersteund door de autocratieën in de Golf door de controle over de olie niet te laten afhangen van de democratische wil van volkeren (1). De alliantie tussen de VS en Israël is een onderdeel van deze politiek, want de VS ziet in Israël een ideale partner die de Amerikaanse hegemonie helpt te bestendigen. Vandaar ook dat Israëls belangen samenvallen met deze van de Arabische dictators en autocraten en niet deze van de Arabische volkeren. De Amerikaanse betrachting om een vrijhandelszone op neoliberale basis van Rabat over Tel-Aviv tot Bagdad te creëren, is een belangrijk bouwsteen om de Amerikaanse hegemonie te bestendigen.

(1) Dit verklaart ook waarom het grootste deel van de arbeid in de Golf uitgevoerd worden door migranten die vaak elk burgerrecht ontberen en die beschouwd kunnen worden als moderne slaven !

Non seulement les dirigeants arabes ont maintenu ce statu quo politico-économique, mais ils ont aussi, lorsque cela s'avérait nécessaire, exécuté pour nous les sales besognes (nous n'allions quand même pas aller jusqu'à infliger nous-mêmes des tortures). Le soutien des autocrates arabes était donc une pierre angulaire de la politique américaine et européenne.

Où sont les islamistes ?

Il est frappant de constater à quel point la révolution égyptienne est comparée, à tort, à la révolution islamique iranienne de 1979. C'est comme si, par-delà le gouffre qui sépare les deux pays, le temps s'était arrêté de 1979 à nos jours et qu'il n'y avait eu aucune révolution. Certes, la population aspire à la liberté, mais l'Islam (les ayatollahs en Iran et les Frères musulmans en Égypte) en décidera autrement. Le fait que les Frères musulmans aient donné l'impression pendant longtemps de courir derrière les événements a apporté de l'eau au moulin des défenseurs de la théorie du complot islamiste. « Vous verrez bien », semblaient-ils dire, « maintenant, ils se tiennent tranquilles mais c'est pour mieux s'emparer du pouvoir par la suite. ». Durant la révolution, les Frères musulmans se sont montrés très prévisibles et rationnels et ont en fin de compte joué un rôle plutôt banal au plan politique. Comme d'habitude, ils ont soufflé le chaud et le froid, hésitant entre l'espoir de voir Moubarak chassé du pouvoir et la peur face au pouvoir et à la voix du peuple. Par définition, les conservateurs ne sont pas très portés sur les révolutions, et les Frères musulmans ne font pas exception à la règle. L'obsession des pays occidentaux pour tout ce qui a trait à l'islam depuis les attentats du 11 septembre nous empêche de déterminer avec exactitude le rôle de l'islam dans les événements actuels et de prendre pleinement conscience des changements cruciaux qui s'opèrent dans le monde arabe.

Les mots d'ordre des manifestants tunisiens et égyptiens étaient concrets et pragmatiques : « Ben Ali, dégage ! », « *Irhal Mubarak* » et « À bas le système » (*an-nidham*). Le mot « *huriyya* » (liberté) résonnait de toutes parts. Les revendications, séculières, pouvaient se résumer en deux mots : liberté et démocratie ! Les jeunes qui sont descendus dans la rue n'étaient pas aiguillés par l'Iran ou l'Arabie saoudite et n'étaient mûs par aucune fascination pour les régimes en place dans ces pays. Les jeunes qui ont occupé la place Tahrir sont, sociologiquement parlant, les mêmes que ceux qui ont protesté contre la réélection d'Ahmedinejad en Iran en 2009 (et aujourd'hui encore) (1). Un grand nombre de ces jeunes sont sans

(1) Si le guide spirituel iranien, Khamenei, a salué la révolution égyptienne et l'a comparée à la révolution islamique de 1979, c'est, bien entendu, pour des raisons de propagande. Quelques jours plus tard, en effet, il réclamait l'exécution de deux représentants de l'opposition iranienne, Karroubi et Moussavi.

De Arabische leiders hielden deze politiek-economische *status quo* niet alleen in stand maar, indien nodig, « wasten ze onze vuile was » (folteringen die « wij » uiteraard niet willen uitvoeren). Het ondersteunen van Arabische autocraten was dus een hoeksteen van de Amerikaanse en Europese politiek.

Waar zijn de islamisten ?

Het is opvallend hoezeer de Egyptische revolutie gelezen wordt doorheen de zeer verouderde bril van de Iraanse islamitische revolutie van 1979. Het is alsof, naast de immense tegenstellingen en verschillen tussen de twee landen, de klok tussen 1979 en 2011 stil heeft gestaan en dat er geen enkele evolutie plaats vond. Mensen willen misschien vrijheid maar « de » islam (de ayatollahs in Iran en de Moslimbroeders in Egypte) zal anders beschikken. Het feit dat de Moslimbroeders gedurende lange tijd achter de feiten aan liepen op het Tahrir-plein was koren op de molen van de aanhangers van de « islamitische complottheorie ». « Zie je wel », leken ze te stellen, « nu zijn ze stil om straks de macht naar zich toe te trekken ». De Moslimbroeders bleken tijdens de revolutie net zeer voorspelbaar, rationeel en ... al bij al politiek banaal. Zoals gewoonlijk bliezen ze warm en koud, twijfelend tussen een hoop op het verdwijnen van Moebarak en angst voor de macht en de stem van het volk. Conservatieven doen, per definitie, niet graag mee aan revoluties en het Moslimbroederschap vormt daar geen uitzondering op. De Westerse obsessie met de islam sinds 9/11 verhindert ons om de factor « islam » in de huidige gebeurtenissen beter te kaderen en vooral om cruciale veranderingen in de Arabische wereld te zien !

De ordewoorden van de Tunesische en Egyptische betogers waren concreet en pragmatisch : « Dégage Ben Ali », « *Irhal Mubarak* » en « Weg met het systeem » (*an-nidham*). Overall weerklonk het woord « *huriyya* » (vrijheid). De eisen waren seculier : vrijheid en democratie ! Deze jongeren zijn op geen enkele manier geïnspireerd of gefascineerd door Iran of door Saoedi-Arabië. Zij die in Egypte het Tahrir-plein bezet hielden, zijn sociologisch dezelfde die in Iran in 2009 (en nu opnieuw) tegen Ahmedinejad's herverkiezing demonstreerden (1). Veel van deze jongeren zijn misschien gelovig maar scheiden dit van hun politieke eisen. Religieuze praktijken en overtuigingen worden steeds meer een persoonlijke

(1) Het was uiteraard om redenen van propaganda dat spirituele leider Khamenei de Egyptische revolutie verwelkomde en vergeleek met de islamitische revolutie van 1979. Enkele dagen later riep hij op tot executie van zijn « eigen betogers » Karroubi en Moussavi.

doute croyants, mais ils dissocient leurs convictions religieuses de leurs revendications politiques. Les pratiques et convictions religieuses relèvent de plus en plus d'un choix personnel, ce qui témoigne d'une sécularisation de la société. Les centaines de milliers de personnes qui sont descendues dans la rue n'ont pas attendu pour cela de recevoir un ordre ou un conseil du clergé, des Frères musulmans ou d'autres groupes religieux (1). Le Cheik Ahmed al-Tayyib, qui dirige l'une des plus prestigieuses institutions sunnites au monde, à savoir l'Université al-Azhar, a tardé longtemps à prendre position. Pour la première fois, il a refusé d'apporter un soutien indéfectible à Moubarak mais n'a pas pris d'autre initiative que celle de lancer un appel au calme et au dialogue.

Le Grand Mufti de la république s'est même efforcé de conférer une assise religieuse aux actions de Moubarak et a essayé de faire en sorte que les mosquées restent fermées le vendredi 4 février 2011, baptisé « le jour du départ » (2).

Cela vaut d'ailleurs aussi pour les chrétiens égyptiens, les Coptes. L'Église copte, par la voix de son pape, Chenouda III, s'est rangée directement du côté de Moubarak et a interdit aux Coptes de participer aux manifestations. La bureaucratie ecclésiastique copte était, du point de vue de son influence sociale, indissolublement liée à Moubarak et dépendante de lui. Parmi les Coptes, ce sont les jeunes surtout qui refusèrent d'écouter. Ils souhaitent participer à la vie politique publique extérieure à l'église et ce, en tant que citoyen et non en premier lieu en tant que Copte. La participation massive des Coptes aux manifestations peut donc être considérée comme une révolte contre la hiérarchie ecclésiastique et l'on peut à cet égard établir un parallèle avec les jeunes musulmans qui prennent leurs distances par rapport à l'establishment religieux islamique.

Ainsi qu'il a déjà été souligné, les Frères musulmans ont réagi avec pragmatisme, évitant toute confrontation directe. Les Frères musulmans étaient présents sur la place Tahrir mais ont participé aussi aux négociations avec le vice-président Omar Suleiman. Ils protégeaient les manifestants contre les troupes d'assaut de Moubarak tout en dissuadant ceux-ci d'assiéger les bâtiments de la télévision et de la radio.

Il en est allé autrement des Salafistes, un courant fondamentaliste radical contemporain au sein de l'islam qui prône un retour aux pratiques de Mahomet et des premières générations et qui souhaite s'appro-

cheuze wat wijst op secularisering. De honderdduizenden op straat hebben op geen enkele manier gewacht op leiding of advies van de clerus, de Moslimbroeders of andere religieuze groepen (1). Sheikh Ahmed al-Tayyib, hoofd van één van de meest prestigieuze instellingen van de sunnitische islam, de al-Azhar universiteit, wachtte lang vooraleer een standpunt in te nemen. Voor één keer stond hij niet 100% achter Moebarak maar kwam niet veel verder dan een oproep tot kalmte en dialoog.

De grootmoefiti van de republiek probeerde zelfs de acties van Moebarak een religieuze grondslag te geven en trachtte op vrijdag 4 februari 2011, de zogenaamde « dag van het vertrek », moskeeën dicht te houden (2).

Hetzelfde geldt overigens voor de Egyptische christenen, de Kopten. De Koptische Kerk, bij monde van haar paus, Chenouda III, ging regelrecht achter Mubarak staan en verbood Kopten om deel te nemen aan de betogingen. De Koptische kerkelijke bureaucratie was voor haar maatschappelijke invloed onlosmakelijk verbonden met en afhankelijk van Moebarak. De voornamelijk jonge Kopten luisterden niet. Ze willen participeren in het publieke politieke leven buiten de kerk, als burger en niet, in de eerste plaats als Kopt. De massale deelname van Kopten aan de betogingen zijn dan ook een revolte tegen de kerkelijke omkadering ... net zoals de moslimjongeren zich losmaken van het islamitische religieuze establishment.

Zoals reeds aangehaald, reageerde het Moslimbroederschap pragmatisch, elke directe confrontatie uit de weg gaand. De Moslimbroeders stonden op het Tahrirplein maar deden tegelijkertijd mee aan de onderhandeling met vice-president Omar Suleiman. Ze beschermden de betogers tegen de knokploegen van Moebarak, maar weerhielden de betogers ervan om de gebouwen van de televisie en radio te bestormen.

Anders was het voor de Salafisten, een hedendaagse radicaal-fundamentalistische stroming binnen de islam die in de tijd waarin de profeet Mohammed en de eerste generaties moslims leefden, de hefbomen wil

(1) On peut en dire autant pour l'attitude à l'égard des personnes qui se sont immolées par le feu. Cette forme de suicide (interdite par l'islam) est considérée par les personnes elles-mêmes comme un martyr, indépendamment de toute discussion théologique.

(2) Plusieurs personnes ont évidemment fait exception. Ainsi, le porte-parole de l'université al-Azhar, al-Tahtawi, a démissionné et est passé dans le camp du peuple. Plusieurs cheiks et imams moins connus se sont aussi déplacés jusqu'à la place Tahrir.

(1) Dit is eveneens het geval in de houding ten aanzien van de doden ten gevolge van zelfverbranding. Deze vorm van zelfmoord (verboden binnen de islam) wordt door de mensen zelf gezien als een martelaarschap, los van elke theologische discussie.

(2) Er waren uiteraard enkele uitzonderingen. De woordvoerder van de al-Azhar universiteit, al-Tahtawi, nam ontslag en koos de kant van het volk. Ook enkele minder bekende sheiks en imams kwamen op het Tahrir-plein.

prier les leviers du pouvoir afin d'organiser le présent. Ce courant très conservateur vise à subordonner la vie en société (dans ses dimensions politique, économique, culturelle et sociale) aux préceptes et aux interdits religieux. Les Salafistes, redoutant comme toujours la discorde et les divisions internes, ont appelé à mettre un terme à la révolution. Aussi ont-ils soutenu de fait Moubarak, qui en a d'ailleurs usé largement. Alors que, récemment encore, il accusait les Salafistes d'attiser les sentiments sectaires, leur reprochant d'avoir perpétré l'attentat contre l'Église copte le 31 décembre 2010 et interdisant dans la foulée plusieurs chaînes satellites salafistes, le régime fit subitement appel aux cheiks salafistes pour contrer la révolution. Tel était le paradoxe. Cela signifie que, jusqu'au dernier jour, Moubarak était prêt à collaborer avec la frange la plus radicale du mouvement de protestation islamiste pour rester au pouvoir (1). En se livrant à cette manoeuvre déplorable, Moubarak ne faisait en réalité que poursuivre la stratégie qu'il avait peaufinée ces trente dernières années et qui consistait à diviser pour régner.

Les islamistes qui voient dans l'islam une idéologie politique susceptible de résoudre tous les problèmes de la société, de même que les organisations politiques comme les Frères musulmans en Égypte ou le PJD au Maroc, ne manqueront pas de jouer un rôle dans les constellations politiques futures, mais ils ne seront pas les seuls acteurs de la scène politique. Les révolutions en cours ont ouvert le champ politique de manière telle que l'opposition entre le sécularisme et l'islam(isme) perdra en importance. Les libéraux, les islamistes, les sociaux-démocrates, les communistes et les écologistes seront également présents dans l'espace politique. La jeune génération désireuse de rompre avec le statu quo imposé jouera un rôle crucial à cet égard. Dans tous les pays, les rapports de force sont différents. Il n'existe donc pas de scénario unique prédéterminé.

Les groupes violents qui se sont inspirés de l'idéologie d'Al-Qaïda ou de Ben Laden ont été totalement passifs dans le cadre de ces révoltes arabes. Ces groupes — les spécialistes le savent de longue date — sont dépourvus de base sociale et de projet politique et, en cela, ils se dissocient totalement des mouvements politiques plus importants. Les sympathisants d'Al-Qaïda ont leurs bases dans la zone transfrontalière entre le Pakistan et l'Afghanistan, dans la région du Sahara située au sud de l'Algérie et même à Londres, mais ils n'étaient pas présents dans l'avenue Bourguiba ni sur la place Tahrir. Aujourd'hui, après trente ans de combat politique et l'assassinat de milliers de personnes, ils sont plus proches des

(1) Ils défendent l'idée selon laquelle la révolution serait un complot américano-sioniste pour affaiblir et diviser l'Égypte. Il existerait des indices sérieux montrant que l'attentat contre l'Église copte serait l'œuvre des services de sécurité de l'ancien premier ministre et bras droit de Moubarak, al-Adli.

vinden om het heden te organiseren. Deze zeer conservatieve strekking wil het maatschappelijk leven (politiek, economisch, cultureel en sociaal) ondergeschikt maken aan de geboden en verboden van de religie. De Salafisten, zoals altijd bevreesd voor « fitna » of « interne verdeeldheid », riepen op om de revolutie te beëindigen. Daardoor ondersteunden zij *de facto* Moebarak die er ook gretig gebruik van maakte. De paradox was dat het regime, dat onlangs nog de Salafisten beschuldigde van het aanwakkeren van sektarische gevoelens en betichte van het plegen van de aanslag op de Koptische Kerk op Nieuwjaar 2011 en daardoor enkele Salafistische satellietzenders verbood, ineens gebruik maakte van Salafistische sjeiks om de revolutie te counteren (1). Dit betekent dat Mubarak in zijn laatste dagen bereid was om samen te werken met de meest fundamentalistische franje van de islamitische mobilisatie om zichzelf aan zijn presidentiële troon vast te klampen. Dit wansmakelijk spel, is eigenlijk een verder zetten van een strategie van verdeel en heers die hij de laatste 30 jaar perfectioneerde.

De islamisten die in de islam een politieke ideologie zien die alle maatschappelijke problemen kan oplossen, politieke organisaties zoals de Moslimbroeders in Egypte of de PJD in Marokko, zullen zeker en vast een rol spelen in de toekomstige politiek constellaties maar zij zullen niet de enigen zijn. De huidige revoltes hebben een politieke ruimte geopend waarbinnen de tweedeling secularisme versus islam(isme) minder belangrijk zal zijn. Liberalen, islamisten, sociaaldemocraten, communisten en groenen zullen daar een rol in spelen. De jonge generatie die wil breken met het opgelegde *status quo* heeft daarin een cruciale rol te vervullen. De krachtsverhoudingen liggen in alle landen anders waardoor er zeker geen eenduidig scenario vastligt.

De gewelddadige groepen die zich inspireerden op de ideologie van Al-Qaïda of Bin Laden zijn in deze Arabische revoltes compleet passief gebleken. Zoals specialisten al geruime tijd wisten, hebben deze gewelddadige groepen geen sociale basis, geen politiek project en zijn dus totaal losgekoppeld van de grotere politieke bewegingen. Al-Qaïda acolieten zwerven waarschijnlijk rond in het gebied tussen Pakistan en Afghanistan, in de Sahara ten zuiden van Algerije en zelfs in London, maar stonden niet op de Avenue Bourguiba of op het Tahrir-plein. Dertig jaar van gewelddadige strijd, moord op duizenden mensen hebben hen alleen dichterbij gebracht bij de Westerse islambashers en de neoconservatieven dan bij de

(1) Van hen komt het idee dat de revolutie een Amerikaans-Zionistisch complot zou zijn om Egypte te verzwakken en verdelen. Er lijken ernstige aanwijzingen te zijn dat de aanslag op de Koptische Kerk het werk zou zijn van de veiligheidsmensen rond de voormalige eerste minister en rechterhand van Moebarak, al-Adli.

pourfendeurs occidentaux de l'islam et des néoconservateurs que des peuples arabes et de leurs revendications. Ce n'est pas sans amertume qu'ils ont dû constater que ce qu'ils avaient espéré pendant des décennies était devenu réalité après dix-huit jours de protestation pacifique mais résolue. Al-Qaïda, qui se profile dans le monde islamiste comme un mouvement d'avant-garde dans la lutte contre l'Occident, se trouve plutôt empêtré dans un combat d'arrière-garde qui n'a plus de sens que pour lui-même et ... les pourfendeurs de l'islam et les néoconservateurs (1).

Intervention : quel rôle pour l'Occident ? Et pour les pouvoirs locaux ?

Indépendamment de l'opération militaire en Libye, l'Occident — et en particulier les États-Unis — est omniprésent dans la région depuis des décennies. Savoir ce que peut ou ne peut pas faire l'Occident n'est pas la meilleure question à se poser, surtout depuis le début de l'intervention en Libye. L'occupation de l'Irak, la présence de dizaines de bases militaires américaines dans toute la région, les forces spéciales opérant dans le sud du Maroc, dans le sud de l'Algérie, au Yémen, etc. depuis le début de la guerre contre le terrorisme, sont autant de signes de « notre » présence de longue date dans la région.

En mars 2011, des tanks et des blindés saoudiens ont fait irruption dans le petit État du Bahreïn, tout comme les Américains avaient naguère déferlé sur Bagdad. Depuis le 19 mars 2011, une pluie de bombes s'abat aussi sur Tripoli et d'autres villes libyennes. D'un point de vue rhétorique, ces trois interventions ont ou avaient des objectifs très différents : libérer l'Irak du dictateur Saddam Hussein, maintenir la stabilité et la sécurité au Bahreïn, et mettre en place une zone d'interdiction aérienne afin de soutenir la population civile libyenne. Dans les deux derniers cas, c'est en pratique une coalition de pays volontaires (*coalition of the willing*) qui s'est engagée dans une intervention qui, comme on peut d'ores et déjà le prévoir, va tourner à la catastrophe. Lorsque des troupes étrangères sont engagées dans les airs (Libye) ou au sol (Bahreïn), les beaux concepts que sont la liberté, la démocratie ou la stabilité deviennent, qu'on le veuille ou non, synonymes de violence, chaos et répression.

Les guerres qui ont été menées en Irak et en Afghanistan sous la bannière du « Programme pour la liberté » de George W. Bush, n'ont fait qu'accroître l'instabilité et la révolte. Selon les néo-conservateurs, il fallait libérer les Arabes et les musulmans en leur apportant la démocratie, fût-ce au prix d'une pluie de

verzuchtingen van de Arabische volkeren. Ze moesten met lede ogen aanzien hoe 18 dagen van vreedzaam maar standvastig protest verwezenlijkte waar zij al decennia van dromen. Al-Qaida dat zichzelf wil tonen als een voorhoede van de islamitische wereld in haar strijd tegen het Westen, is eerder verwickeld in een achterhoedegevecht die enkel nog zin heeft voor zichzelf en ... de *islambashers* en *neocons* (1).

Interventie : welke rol voor het Westen ? En voor de lokale machten ?

Het Westen, en dan vooral de VS, is, los van de militaire operatie in Libië, al decennia alomtegenwoordig in de regio. De vraag wat het Westen kan doen of niet, is — zeker sinds de start van het Libische avontuur — niet de beste vraag. De bezetting van Irak, de tientallen Amerikaanse legerbasissen doorheen de hele regio, de *special forces* die sinds de *War on Terror* opereren in Zuid-Marokko, Zuid-Algerije en Jemen, ... tonen aan dat « wij » er al lang midden in zitten.

Saoedische tanks en pantserwagens denderden in maart 2011 het kleine Bahrein binnen, net zoals de Amerikaanse troepen Bagdad binnenrolden. Sinds 19 maart 2011 regent het eveneens bommen op Tripoli en andere Libische steden. Retorisch gezien lagen/liggen de doelstellingen van deze drie interventies ver uiteen : Irak bevrijden van de dictator Saddam Hussein, Bahrein stabiel en veilig houden, en de installatie van een *no-fly* zone om de Libische burgerbevolking te steunen. In de laatste twee gevallen gaat het in de praktijk om een Coalitie van de Willenden (*coalition of the willing*) waarvan we nu al kunnen voorspellen dat deze in een ramp zullen eindigen. Wanneer buitenlandse troepen vanuit de lucht (Libië) of op het land (Bahrein) worden ingezet, worden mooie concepten zoals vrijheid, democratie of stabiliteit, wars van elke intentie, synoniemen van geweld, chaos en repressie.

De oorlogen in Irak en Afghanistan die onder Bush's « *Freedom Agenda* » werden gevoerd leverden enkel meer instabiliteit op en verzet. Arabieren en moslims moesten bevrijd worden, zo vonden de neoconservatieven, door hen via een « *shock and awe* » bommentapijt van het Amerikaanse leger de

(1) Pour plus d'informations sur l'islam politique, voir : Zemni, Sami (2009), *Het islamdebat*, Berchem : EPO & Zemni, Sami (2006), *Politieke islam, 9/11 en jihad*, Louvain : Acco.

(1) Voor meer informatie over de politieke islam zie : Zemni, Sami (2009), *Het islamdebat*, Berchem : EPO & Zemni, Sami (2006), *Politieke islam, 9/11 en jihad*, Leuven : Acco.

bombes lancée par l'armée américaine dans le cadre d'une stratégie « choc et effroi ». Cette stratégie a abouti à un résultat lamentable : une crise humanitaire sans précédent en Irak et un nouveau système politique démocratique en apparence, mais qui, dans les faits, constitue un retour en arrière et privilégie les appartenances sectaires au détriment d'une citoyenneté universelle et inclusive (1).

Du point de vue de l'Arabie saoudite, l'intervention au Bahreïn est logique. Car l'instabilité politique de ce Royaume voisin peu étendu mais néanmoins très important sur les plans stratégique et économique, où une minorité sunnite domine politiquement et économiquement une majorité chiite (70 % de la population), risquerait de gagner l'Arabie saoudite. Si les États-Unis ou l'Union européenne voulaient vraiment la démocratie dans le Golfe, ils auraient dû mettre le Bahreïn bien davantage sous pression avant le déclenchement de la répression impitoyable (2), mais ils auraient également dû choisir le camp des manifestants saoudiens (3). La question reste évidemment de savoir si Robert Gates, le secrétaire américain à la Défense, en visite dans la région, pensait sincèrement qu'il fallait engager un dialogue avec l'opposition. En d'autres termes, l'on se demande encore si l'intervention saoudienne est une initiative personnelle marquant le déclin de la puissance américaine dans la région ou si, à l'inverse, les beaux discours sur la démocratie entendus de tout temps dans la région font place à la réalpolitik dictée par les intérêts pétroliers, auquel cas M. Gates aurait lui-même donné le feu vert à l'intervention de Riyad lors de sa visite dans la capitale du royaume.

Un motif important qui est souvent invoqué (y compris par les journalistes occidentaux) pour justifier l'intervention est que les manifestations au Bahreïn sont de nature sectaire. Pourtant, le fait que la majorité des manifestants soit de confession chiite n'est évidemment que le reflet d'une réalité démographique et politique. Beaucoup de sunnites ont également participé aux manifestations, et nombre d'entre eux y ont même joué un rôle de premier plan. La mobilisation s'est déroulée dans le même esprit universel que celui qui animait les Irakiens et les Libanais lorsqu'ils

(1) Toutefois, il y a de l'espoir aussi en Irak. Comme cela se passe au Bahreïn, les Irakiens descendent aujourd'hui dans la rue pour protester contre le système sectaire et réclamer une démocratie universelle et inclusive. Même au Liban, de plus en plus de jeunes — qu'ils soient sunnites, chiites, maronites, druzes ou non croyants — rejettent le système confessionnel.

(2) La répression est violente parce qu'elle est menée par des troupes étrangères importées, et non par des Bahreïnais. Outre les soldats saoudiens, il y a également des policiers des Émirats qui sont assistés par des contingents en provenance du Pakistan et du Bangladesh.

(3) Des manifestants qu'on dissuade, à coup d'anathèmes, de défendre leurs droits. Les cheiks wahhabites ont ainsi affirmé que les manifestations étaient contraires à l'islam et que l'on pouvait donc arrêter les manifestants.

democratie te brengen. Het resultaat is lamentabel: een humanitaire crisis zonder weerga in Irak, een nieuw politiek systeem dat in vorm democratisch lijkt maar dat in de werkelijkheid de klok terugdraait en waarin sektarische affiliaties belangrijker worden dan een inclusief universeel burgerschap (1).

Vanuit Saoedi-Arabische invalshoek is de inval in Bahrein logisch. De politieke onrust in Bahrein, een klein maar strategisch en economisch zeer belangrijk naburig landje waar een soennitische minderheid een sjiitische meerderheid (70 % van de bevolking) politiek en economisch overheerst, zou ook kunnen overslaan naar Saoedi-Arabië. Als de VS of de EU echt democratie willen in de Golf, dan hadden ze Bahrein veel meer onder druk moeten zetten vooraleer een meedogenloze repressie werd ingezet (2), maar evenzeer de kant moeten kiezen van de Saoedi-Arabische betogers (3). De vraag blijft natuurlijk of Robert Gates, de Amerikaanse minister van Defensie, op bezoek in de regio echt meende dat er een dialoog moest komen met de oppositie. Met andere woorden, de vraag blijft of de Saoedische inval een eigen initiatief is dat aantoonde dat de macht van de VS in de regio tanende is, of, net omgekeerd, dat de lippen dienst aan democratie zoals van oudsher in de regio plaats maakt voor de realpolitiek van de oliebelangen en dat Gates zelf het licht op groen zette voor de interventie van Riyadh tijdens zijn doortocht in de hoofdstad van het koninkrijk.

Een belangrijke reden voor interventie die vaak wordt ingeroepen (inclusief door Westerse journalisten) is dat de betogingen in Bahrein van sektarische aard zijn. Het feit dat de meerderheid van de betogers sjiit is, is uiteraard alleen maar de weerspiegeling van een demografische en politieke feitelijkheid. Vele soennieten namen ook deel aan de betogingen en velen onder hen speelden zelfs een voortrekkersrol. De mobilisatie gebeurde onder dezelfde universele termen als waarin de Irakezen en Libanezen op straat kwamen de afgelopen maanden: tegen het sektarische karakter

(1) Maar ook daar is er hoop. Net zoals in Bahrein, komen de Irakezen vandaag op straat om zich tegen het sektarisch systeem uit te spreken en te pleiten voor een inclusieve, universele democratie. Zelfs in Libanon verwerpen steeds meer jongeren, Soenniet, Sjiit, Maroniet, Druze of ongelovig, het confessioneel systeem.

(2) De repressie is hard omdat deze gebeurt door buitenlandse, geïmporteerde troepen en niet door Bahreïnais. Naast de Saoedische soldaten zijn er eveneens Emirati politieagenten die worden bijgestaan door contingenten uit Pakistan en Bangladesh.

(3) Betogers die met religieuze banbliksems worden afgeschrikt om voor hun rechten op te komen. Zo stelden Wahhabi sjeiks dat betogen tegen de islam was en dat daardoor betogers mochten gestopt worden.

sont descendus dans la rue ces derniers mois, à savoir une volonté de lutter contre le sectarisme de l'ordre politique en place. Une véritable révolution démocratique au Bahreïn implique, exactement comme en Afrique du Sud, de transférer massivement le pouvoir économique et politique de la minorité vers la majorité, ce qui ne pourra se faire qu'en optant clairement pour une citoyenneté démocratique universelle. Tel était d'ailleurs précisément le mot d'ordre des manifestants !

Considérer les chiïtes arabes comme une « cinquième colonne de l'Irak » (comme c'est le cas en Irak) sur la base de leur confession, revient à utiliser un cadre d'analyse qui a fait son temps. La fracture entre chiïtes et sunnites est parfois pertinente, mais l'on constate de plus en plus clairement, à la lumière de la révolution arabe, qu'elle procède d'une analyse erronée. Tout comme les Américains en prennent progressivement conscience en Irak, nous devons nous garder de prendre nos rêves sectaires pour des réalités.

L'issue de l'intervention en Libye est on ne peut plus incertaine. La confusion quant à l'objectif ultime (la protection de la population ou le départ de Kadhafi ?), le manque de clarté qui caractérise la structure de commandement, les doutes sur la nature et les objectifs de l'action des « rebelles » et l'incertitude qui plane sur la durée des opérations militaires, sont autant d'éléments qui doivent absolument nous inciter à une certaine retenue. L'impérialisme humanitaire, qui prône souvent l'interventionnisme en invoquant des principes nobles mais abstraits, n'a pas toujours eu un passé reluisant. L'intervention en Irak ou les bombardements en Serbie ne constituent pas vraiment des références convaincantes à cet égard.

Une issue ouverte

Le caractère antidémocratique de nombreux pays arabes n'est pas seulement le fait de « méchants dictateurs » qui se plaisent à opprimer leur peuple; il n'est pas non plus le fruit du hasard, pas plus que « l'islam » n'en est la principale explication. Il faut plutôt y voir la forme politique que prend aujourd'hui le capitalisme néolibéral dans des pays où les inégalités s'accroissent fortement, et ce dans une région dont l'importance géopolitique est cruciale pour le monde entier. L'aspiration à davantage de démocratie dans le monde arabe cache donc aussi un problème de classes que l'on ne résoudra pas en chassant les dictateurs. Voilà pourquoi il y a encore chaque jour des manifestations, des grèves et des sit-in.

On ne peut plus réduire la politique arabe au dilemme « stabilité ou fondamentalisme », même si l'on ignore de quoi l'avenir sera fait. Ce que la population veut aujourd'hui, du Maroc jusqu'en Irak,

van de politieke ordening. Een echte democratische verschuiving in Bahrein zal, net zoals in Zuid-Afrika, gepaard moeten gaan met een massale politieke en economische machtsverschuiving van de minderheid naar de meerderheid. Dit kan enkel slagen wanneer duidelijk gekozen wordt voor een universeel democratisch burgerschap. Dat was net het ordewoord van de betogers !

De Arabische sjiïten op basis van hun geloof aanzien als een « vijfde colonne van Iran » is (net zoals blijkt voor Irak) een analysekader dat zijn tijd voor een stuk heeft gehad. De breuklijn sjiïet-soenniet is soms pertinent maar wordt, in het kielzog van de Arabische omwenteling, steeds duidelijker een foutieve lezing. Net zoals de Amerikanen in Irak stilaan bewust worden, moeten we onze eigen sektarische wensdromen niet voor werkelijkheid aanzien.

Waar de Libische interventie zal eindigen is allesbehalve duidelijk. De verwarring over het einddoel (de bescherming van de bevolking of het vertrek van Kadhafi ?), de onduidelijkheid over de commandostructuur, de twijfel over de aard en het doel van de zogenaamde « rebellen », de onzekerheid over de duur van de militaire operaties, nopen ons zeker tot enige reserve. Het humanitair imperialisme dat vaak vanuit nobele maar abstracte principes interventie aanbeveelt heeft geen rooskleurig verleden. De inval in Irak of de bombardementen op Servië zijn niet echt overtuigende referenties om voor te leggen.

Een open besluit

Het anti-democratische karakter van vele van de Arabische staten is niet alleen gevolg van « slechte dictators » die hun volk graag onderdrukken, noch is het een toeval en evenmin is « de islam » de belangrijkste verklaringsfactor. Het is eerder de politieke vorm die het neoliberaal kapitalisme vandaag aanneemt in landen waar de ongelijkheid sterk groeit en dit in een regio die van geopolitiek cruciaal belang is voor de hele wereld. Daarom houdt de eis voor meer democratie in de Arabische wereld eveneens een klassenvraagstuk in dat niet opgelost is door het vertrek van de dictator. Vandaar ook dat er dagelijks betogingen, stakingen en sit-ins blijven plaats vinden.

De Arabische politiek kan niet langer gereduceerd worden tot het dilemma « stabiliteit of fundamentalisme » maar wat de toekomst zal brengen blijft onzeker. Wat mensen van Marokko tot Irak willen, is

c'est un espace démocratique et le droit à l'autodétermination afin de pouvoir décider de son avenir. Les rapports de force politiques sont différents d'un pays à l'autre, et l'issue des épreuves de force nationales et internationales ne peut s'appréhender en un seul scénario. Libéraux, islamistes, sociaux-démocrates, communistes et écologistes : tous auront un rôle à jouer dans ce contexte. Dans ce cadre, la jeune génération soucieuse de mettre fin au statu quo imposé et aux petits jeux géopolitiques qui la réduisent à un simple objet de pouvoir depuis des décennies, est investie d'une mission essentielle. Le manifeste du mouvement « *Free Gaza Youth* » est peut-être ce qui exprime le mieux le ras-le-bol de cette génération. Il commence par le cri suivant :

«Merde au Hamas. Merde à Israël. Merde au Fatah. Merde à l'ONU et à l'Unrwa. Merde à l'Amérique! Nous, les jeunes de Gaza, on en a marre d'Israël, du Hamas, de l'occupation, des violations permanentes des droits de l'homme et de l'indifférence de la communauté internationale. Nous voulons crier, percer le mur du silence, de l'injustice et de l'apathie, de même que les F16 israéliens pètent le mur du son au-dessus de nos têtes.»

Et tandis que les caméras des médias internationaux vont de pays en pays pour obtenir les derniers scoops et les dernières images, la lutte se poursuit. Les populations tunisienne, égyptienne, algérienne, marocaine et irakienne continuent à réclamer le changement, à faire la grève et à manifester. Le mur de la peur a été brisé. Il y aura évidemment des avancées et des revers, mais ce qui s'est passé est irréversible. Les vers écrits par le poète tunisien al-Chebbi en 1933 sont plus que jamais d'actualité :

«Lorsqu'un jour le peuple veut vivre, Force est pour le destin de répondre, Force est pour les ténèbres de se dissiper, Force est pour les chaînes de se briser.»

D. Échange de vues

M. Vanlouwe fait tout d'abord remarquer qu'ayant été déposée avant l'adoption de la résolution 1973 par le Conseil de sécurité des Nations unies, la proposition de résolution à l'examen ne pouvait pas y faire référence. Il sera certainement tenu compte de la proposition du professeur David de référer à la résolution 1973.

Mme Arena ajoute que les exposés des intervenants permettront à la commission de compléter la proposition à l'examen.

Nous ne pouvons pas nier les intérêts occidentaux au Moyen-Orient en matière d'énergie, d'immigration, de politique de voisinage et de stabilité. Plus le conflit armé en Libye durera, plus l'image de l'Occident sera

een democratische arena en zelfbeschikkingsrecht om over hun eigen toekomst te beslissen. De politieke machtsverhoudingen liggen in alle landen anders en de uitkomst van de nationale en internationale krachtmetingen laten zich niet vatten in één scenario. Liberalen, islamisten, sociaal-democraten, communisten en groenen zullen daar een rol in spelen. De jonge generatie die wil breken met het opgelegde *status quo* en met de geopolitieke spelletjes die hen al decennia reduceren tot objecten van macht, heeft daarin een cruciale rol te vervullen. De *raz-le-bol* van deze generatie werd misschien nog het best verwoord door het pamflet van de *Free Gaza Youth*. Dit opende met de volgende schreeuw :

«Fuck Israël. Fuck Hamas. Fuck Fatah. Fuck de VN. Fuck UNRWA, Fuck USA! Wij, de jongeren van Gaza, zijn Israël, Hamas, Fatah, de bezetting, de schendingen van de mensenrechten en de onverschilligheid van de internationale gemeenschap beu! We willen schreeuwen en door deze muur van stilte, onrecht en onverschilligheid breken, zoals een Israëlische F16 door de muur van het geluid breekt.»

En terwijl de camera's van de internationale media van land naar land hopen om de laatste *scoops* en *shots* te verzamelen, blijft de strijd verder duren. In Tunesië, Egypte, Algerije, Marokko en Irak blijven de mensen verandering eisen, blijven ze staken en betogen. De muur van de angst is doorbroken. Het is duidelijk dat er vooruitgang en tegenslagen zullen zijn maar wat gebeurd is, is nu onomkeerbaar. De woorden die de Tunesische dichter al-Chebbi in 1933 schreef, klinken actueler dan ooit :

«Lorsqu'un jour le peuple veut vivre, Force est pour le destin de répondre, Force est pour les ténèbres de se dissiper, Force est pour les chaînes de se briser.»

D. Gedachtewisseling

De heer Vanlouwe merkt vooreerst op dat dit voorstel van resolutie werd ingediend voor de VN-Veiligheidsraad resolutie 1973 had aangenomen en bijgevolg kon er in de tekst ook niet naar verwezen worden. De opmerking van professor David om de verwijzing naar deze resolutie 1973 in de tekst op te nemen, zal zeker gevolgd worden.

Mevrouw Arena voegt er aan toe dat ook de uiteenzettingen van de sprekers de commissie zullen toelaten het voorliggende voorstel te vervolledigen.

We kunnen de Westerse belangen inzake energie, migratie, nabuurschapbeleid en stabiliteit in het Midden-Oosten niet ontkennen. Hoe langer het gewapend conflict in Libië duurt, hoe meer het imago

ternie. Il faut dès lors s'atteler au plus vite à une stratégie de sortie et à la reconstruction du pays.

Mme Arena ne partage pas l'idée répandue selon laquelle il ne s'agirait que de « révolutions Facebook ». Les nouveaux moyens de télécommunication ont incontestablement joué un rôle dans la mobilisation de la population et les grands rassemblements de masse (comme sur la place Tahrir au Caire), mais une société civile prête au changement avait entre-temps également émergé. Sans une société civile organisée, les révolutions n'auraient pas pu se dérouler comme elles l'ont fait.

L'intervenante se réfère à ce sujet à une conversation qu'elle a tenue, le 3 avril 2011, avec des membres de la société civile tunisienne, égyptienne et marocaine. Ils ont insisté sur le fait que des revendications sociales se faisaient désormais également entendre au Maroc et en Algérie, face à des gouvernements qui y ont apporté jusqu'à présent une réponse plutôt hésitante. Ces pays connaîtront eux aussi la révolution, car les revendications sociales sont loin d'être des velléités. Toutefois, l'élément fondamental à retenir du témoignage de ces personnes est le fait que la société civile, qui s'organise depuis plus de dix ans, a préparé la population à la révolution. Les grèves de 2004 en Égypte, par exemple, ont été un élément important pour inciter les opposants au régime à prendre les choses en main. Elles ont également sensibilisé la population.

Par conséquent, il est crucial que l'Occident continue de soutenir politiquement la société civile dans la région et qu'il la défende. En Tunisie, les droits de l'homme ne sont toujours pas respectés après la révolution: des arrestations arbitraires ont toujours lieu et des personnes sont torturées en prison. L'Occident ne peut pas se cantonner dans des actions militaires mais doit continuer de rappeler que les régimes qui violent les droits de l'homme n'ont pas droit d'être. Cela apportera un véritable soutien à la population et ne sera pas considéré comme une immixtion dans les affaires intérieures.

L'Occident doit également raisonner selon de nouveaux paradigmes: les solutions actuelles à la crise économique sont en fait d'anciennes recettes que l'on ressort, par exemple des plans d'austérité visant à moins d'État et plus de dérégulation. L'UE prône également les mêmes solutions ailleurs. Toutefois, si celles-ci ne peuvent pas être réalisées au sein même de l'UE, comment le pourraient-elles en dehors? On peut citer l'exemple de l'Égypte, où le mouvement libéral éprouve des difficultés à concilier la liberté économique avec les aspirations sociales de la population, et où on voit ensuite apparaître des mouvements religieux qui proposent une série de solutions sociales et d'aides à la population. La prudence est donc de mise.

van het Westen aangetast zal worden. Daarom moet zo vlug als mogelijk werk gemaakt worden van een exitstrategie en van heropbouw van het land.

Mevrouw Arena deelt niet de gangbare opvatting dat het slechts om « facebook »-revoluties zou gaan. De nieuwe telecommunicatiemiddelen hebben zeker een rol gespeeld bij de mobilisatie van de bevolking en de grote massabijeenkomsten (zoals op het Tahrirplein in Cairo), maar er was ondertussen ook een maatschappelijk middenveld gegroeid dat klaar was voor de verandering. Zonder georganiseerd middenveld hadden de revoluties niet kunnen plaatsvinden op de wijze waarop dit nu is gebeurd.

Spreekster verwijst hierbij naar een onderhoud dat zij op 3 april 2011 heeft gehad met mensen uit het middenveld uit Tunesië, Egypte en Marokko. Zij benadrukten dat ondertussen ook in Marokko en in Algerije sociale eisen worden geformuleerd, waarop de regeringen tot nu toe eerder aarzelend antwoorden. Ook daar zal de revolutie volgen, want de sociale eisen zijn sterk. Fundamenteel in hun getuigenis was echter dat het middenveld, dat zich sinds meer dan 10 jaar organiseert, de bevolking heeft voorbereid op de revolutie. Zo waren in Egypte de stakingen van 2004 belangrijk voor de tegenstanders van het regime om de teugels in handen te nemen en hebben ze geleid tot sensibilisering van de bevolking.

Het is dus cruciaal dat het Westen het maatschappelijk middenveld in de regio politiek blijft steunen en haar verdediging opneemt. In Tunesië worden na de revolutie de mensenrechten nog altijd niet gerespecteerd; er zijn nog steeds willekeurige arrestaties en mensen worden gefolterd in de gevangenis. Het Westen mag niet alleen oog hebben voor militaire acties, maar moet blijven herhalen dat regimes die de mensenrechten schenden, niet kunnen. Dat is echte steun aan de bevolking en zal niet overkomen als inmenging in binnenlandse aangelegenheden.

Verder moet het Westen ook zijn paradigma's wijzigen: de huidige oplossingen voor de economische crisis zijn eigenlijk oude recepten die opnieuw worden voorgesteld, zoals plannen voor bezuinigingen, voor minder staat en meer deregulering. De EU promoot ook elders dezelfde oplossingen. Als echter niet binnen de EU kunnen worden gerealiseerd, hoe zal dat dan lukken buiten de EU? Een voorbeeld is Egypte, waar de liberale beweging moeilijkheden ervaart om economische vrijheid te verzoenen met de sociale verzuchtingen van de bevolking, waarna religieuze bewegingen verschijnen die een aantal sociale oplossingen en hulp voorstellen aan de bevolking. Voorzichtigheid is dus geboden.

Il ne faut pas combattre l'intégrisme par des dictatures, mais il ne faut pas non plus le faire en proposant des modèles ultralibéraux. Pour lutter contre l'intégrisme, nous devons soutenir les démarches sociales visant à une véritable répartition de la richesse.

Mme Arena se demande enfin comment notre politique de voisinage au niveau européen pourrait être améliorée et comment les moyens disponibles pourraient être mieux utilisés pour répondre aux besoins de la population.

Mme Temmerman rejoint entièrement l'analyse du professeur Zemni.

Tout le monde s'accorde manifestement à dire que l'intervention militaire en Libye doit être de courte durée. Comment la stratégie militaire y afférente peut-elle être formulée ?

Serait-il possible d'obtenir de plus amples informations sur des organisations telles que Al-Qaida et Al-Shabaab, et sur leur rôle dans les pays arabes, plus particulièrement dans les régions du Golfe d'Aden et du Canal de Suez ? Leur influence est-elle renforcée par les événements actuels ?

Quel est le rôle des femmes dans les révolutions arabes ? Que peut faire l'Occident pour les soutenir ?

M. De Bruyn souligne que les exposés des trois intervenants le confortent dans sa conviction qu'il est préférable de mener un débat brossant un tableau plus large de la région plutôt que de se concentrer sur un seul pays.

En quoi les événements en Libye, et en particulier l'incertitude qui pèse sur l'avenir, sont-ils importants pour les processus de démocratisation dans la région ? Ces processus risquent-ils de s'enliser ? Aujourd'hui encore, certains régimes continuent à opérer dans l'ombre, soit en faisant des semblants de concessions, soit en menant une répression brutale. La marche vers la démocratisation n'est-elle que temporaire ou est-elle irréversible ?

En ce qui concerne l'Arabie saoudite, M. De Bruyn affirme que le droit à l'autodétermination, c'est-à-dire l'idée selon laquelle un peuple doit pouvoir décider de son évolution en toute autonomie, est un principe important. M. Lambrecht estime que les conséquences pourraient être dangereuses. Pourrait-il apporter des précisions à cet égard ?

Les jeunes (entre 18 et 40 ans) ont joué un rôle particulièrement important. Leur attitude envers la religion, qui semble être fondamentalement différente de celle de leurs parents et de leurs grands-parents, est particulièrement intéressante. Dans quelle mesure auront-ils la latitude de faire évoluer leurs idéaux ? Comment la religion et le régime politique, l'attitude

Het integrisme moet niet bestreden worden door dictaturen maar ook niet door ultraliberale modellen voor te stellen. Om het integrisme te bestrijden moeten we de sociale demarches ondersteunen om tot een echte verdeling van de rijkdom te komen.

Tot slot vraagt mevrouw Arena zich af hoe ons nabuurschapbeleid op Europees niveau kan worden verbeterd en hoe de beschikbare middelen beter gebruikt kunnen worden om te antwoorden op de noden van de bevolking.

Mevrouw Temmerman kan zich volledig aansluiten bij de analyse van professor Zemni.

Iedereen is het blijkbaar eens met de stelling dat de militaire interventie in Libië kort moet zijn. Hoe kan deze militaire strategie dan geformuleerd worden ?

Kan er meer uitleg gegeven worden over organisaties als Al-Qaida en Al-Shabaab en hun rol in de Arabische landen, meer specifiek in de Golf van Aden en het Suezkanaal ? Wordt hun invloed versterkt door de huidige gebeurtenissen ?

Wat is de rol van de vrouwen in de Arabische revoluties ? Wat kan het Westen doen om hen te steunen ?

Volgens de heer De Bruyn sterken de uiteenzettingen van de drie sprekers hem in de overtuiging dat een debat dat een breder beeld schets van de regio te verkiezen is boven de focus op één land.

Wat is het belang van de gebeurtenissen in Libië, en vooral de onduidelijkheid over de toekomst, voor de democratiseringsprocessen in de regio ? Bestaat het gevaar dat het proces tot stilstand komt ? Bepaalde regimes blijven nu nog in de schaduw opereren, ofwel door schijntoegevingen te doen ofwel door brutale repressie. Is dit slechts tijdelijk of is de democratiseringsbeweging toch niet te stoppen ?

Wat betreft Saoedi-Arabië stelt de heer De Bruyn dat zelfbeschikkingsrecht, de idee dat een volk autonoom over zijn ontwikkeling moet kunnen beslissen, een belangrijk principe is. Volgens de heer Lambrecht zouden de consequenties gevaarlijk kunnen zijn. Kan de heer Lambrecht hier meer uitleg over geven ?

De jongeren (tussen 18 jaar en 40 jaar) hebben een bijzonder belangrijke rol gespeeld. Vooral hun omgang met religie, die fundamenteel anders lijkt te zijn dan die van hun ouders en grootouders, is interessant. In welke mate zullen ze de ruimte krijgen om hun idealen verder te ontwikkelen ? In welke manier gaan religie en staatsvorm, omgaan met macht, democrati-

envers le pouvoir, la démocratisation, les libertés et les droits des femmes, des holebis, ... vont-ils coexister? Comment leur religion s'en accommodera-t-elle?

Les médias ont joué un rôle très important dès le début du processus global. Que faut-il pour faire durer ce rôle joué par les médias? L'Occident peut-il apporter son soutien?

Mme Piryns remercie elle aussi les intervenants pour leur présentation synoptique des événements.

Comme le professeur Zemni l'a dit, l'Occident doit éviter tout excès d'ingérence. Un processus de démocratisation ne peut aboutir que s'il prend forme à partir de la base. Il n'appartient pas à l'Occident d'imposer un modèle au monde arabe. La démocratie est un concept global; il y a encore différentes manières d'organiser une société. Mais on observe aussi en Occident une propension à vouloir soutenir les processus dans le monde arabe. Comment faire pour y parvenir au mieux?

L'opération en Libye a été rapidement décidée, vu la nécessité de protéger les civils lorsque les troupes de Kadhafi étaient aux portes de Benghazi. Entre-temps, le but de l'opération est devenu de plus en plus confus: s'agit-il de protéger les civils ou d'amener le colonel Kadhafi à quitter le pays? Quoi qu'il en soit, l'opération ne peut plus s'éterniser. A-t-on déjà prévu une stratégie de sortie?

Comment pouvons-nous soutenir la démocratie et des élections libres?

Quelle stratégie l'UE doit-elle élaborer à long terme? Mme Piryns craint que l'on ne commette la même erreur qu'en Afghanistan, où les moyens prévus pour l'intervention militaire sont plusieurs fois supérieurs à ceux destinés à stimuler l'économie.

Le fait qu'autant d'armes aient été fournies dans le passé aux régimes de la région constitue une incroyable hypocrisie. Dans la proposition de résolution à l'examen, il faut plaider sans détour pour un embargo sur les armes à destination de tous les pays du Moyen-Orient.

L'Arabie saoudite est l'une des dictatures les plus terribles au monde, mais ce pays ne peut manifestement pas être condamné sévèrement car il joue un rôle important au sein de la Ligue arabe, dont le soutien est indispensable à l'opération menée en Libye. Voilà une autre hypocrisie.

Selon M. Anciaux, le conflit en Libye doit être résolu rapidement. Toutefois, l'intervenant déduit des plans de la communauté internationale que l'on appliquera plutôt un délai de trois périodes de trois mois.

sering, vrijheden en rechten van vrouwen, holebi's ... samen? Hoe zal hun religie daarmee omgaan?

De media heeft een bijzonder belangrijke input gegeven bij de aanvang van het hele proces. Wat is nodig om die rol van de media te bestendigen? Kan het Westen ondersteuning bieden?

Ook mevrouw Piryns dankt de sprekers voor het meer overkoepelend zicht op de gebeurtenissen.

Zoals professor Zemni heeft gezegd, moet het Westen zich hoeden voor al te veel inmenging. Een democratiseringsproces kan alleen slagen als het van onderuit verder vorm krijgt. Het is niet aan het Westen om een model op te leggen aan de Arabische wereld. Democratie is een koepelbegrip; er blijven verschillende manieren om een maatschappij te organiseren. Toch leeft in het Westen ook de drang om de processen in de Arabische wereld te ondersteunen. Op welke wijze kan dit het best?

De operatie in Libië werd snel beslist gezien de nood aan bescherming van de burgers toen de troepen van Kadhafi aan de poorten van Benghazi stonden. Ondertussen is het doel van de operatie steeds onduidelijker geworden: burgers beschermen of zorgen dat kolonel Kadhafi het land verlaat? De operatie mag in ieder geval niet te lang meer duren. Is er al een exitstrategie?

Hoe kunnen we de democratie en vrije verkiezingen ondersteunen?

Welke strategie moet de EU op lange termijn uitwerken? Mevrouw Piryns vreest dat hier opnieuw dezelfde fout als in Afghanistan zal worden gemaakt waar de voorziene middelen voor de militaire interventie vele malen de middelen voor economische stimulansen overtreffen.

Het is ongelooflijk hypocriet dat in het verleden zo veel wapens werden geleverd aan de regimes in de regio. In het voorliggende voorstel van resolutie moet duidelijk gepleit worden voor een wapenembargo naar alle landen van het Midden-Oosten.

Saoedi-Arabië is één van de vreselijkste dictaturen ter wereld, maar blijkbaar kan dat land niet streng veroordeeld worden omdat hun rol belangrijk is binnen de Arabische Liga en de steun van de Arabische Liga nodig is voor de operatie in Libië. Ook dat is hypocriet.

Volgens de heer Anciaux moet het conflict in Libië snel opgelost worden, maar uit de plannen van de internationale gemeenschap leidt spreker af dat het eerder om een termijn van drie keer drie maanden zal gaan.

Si M. Lambrecht estime que les rebelles libyens sont probablement liés à Al-Qaïda, pourquoi ne le dit-on pas publiquement? On avait toujours prétendu que le colonel Kadhafi soutenait Al-Qaïda. Où le bât a-t-il blessé? Qui sont vraiment ces rebelles?

L'image de l'Occident dans le monde arabe est à nouveau écornée par cette politique de «deux poids, deux mesures». Pourquoi l'Occident intervient-il en Libye et pas au Yémen ou en Arabie saoudite? La jeune génération, qui veut mettre fin au statu quo imposé et aux petits jeux géopolitiques qui la réduisent à un objet de pouvoir depuis des décennies, n'est évidemment pas dupe de l'hypocrisie de l'Occident.

La Palestine est-elle le prétexte rêvé ou la cause principale de nombreuses frustrations et du terrorisme international? Le terrorisme perdurera aussi longtemps que le problème palestinien n'aura pas été résolu sérieusement. Dès qu'Israël et la Palestine seront reconnus comme deux États à part entière, le terreau propice au développement de la haine et de l'extrémisme disparaîtra en grande partie.

Quoi qu'il en soit, l'intervention militaire doit absolument s'accompagner d'un plan Marshall d'aide humanitaire et économique. Selon le premier ministre, la Libye est un pays qui peut produire beaucoup de richesse pour sa population, mais d'autres pays ont besoin d'un soutien considérable car leur situation socioéconomique laisse à désirer.

Réponses du professeur David

Il faut le plus rapidement possible mettre fin à cette intervention de l'Occident en Libye dès lors que ses objectifs — assurer la protection des civils — auront été atteints. Qu'on le veuille ou non, une intervention armée, même contre des militaires, affecte la vie humaine. Il s'agit donc de privilégier la négociation et de faire pression sur le gouvernement pour que le conflit se termine rapidement sans effusion de sang.

Cette intervention ne soulève pas de difficultés sur le plan juridique, en dehors du problème d'interprétation évoqué plus tôt. Cette intervention est autorisée par le Conseil de sécurité de l'ONU en vertu de la résolution 1973, prise sur la base du chapitre VII de la Charte des Nations unies. Il convient cependant de respecter au maximum le droit international humanitaire. Les pilotes belges doivent rester attentifs au fait que la protection des civils n'implique pas des atteintes aux civils. Il faut renoncer à des opérations qui risqueraient de mettre gravement en péril les civils en raison des dommages collatéraux.

La résolution 1973 du Conseil de sécurité va assez loin parce que c'est une des premières fois qu'on

Als de heer Lambrecht van oordeel is dat de rebellen in Libië mogelijk gelinkt zijn aan al-Qaïda, waarom wordt daar dan geen ruchtbaarheid aan gegeven? Er werd ons steeds voorgehouden dat kolonel Kadhafi Al-Qaïda ondersteunde. Wat is er dan fout gelopen? Wie zijn die rebellen echt?

Het imago van het Westen in de Arabische wereld wordt opnieuw beschadigd door de politiek van twee maten en twee gewichten. Waarom komt het Westen tussen in Libië en niet in Jemen of Saoedi-Arabië?. Uiteraard voelt de jonge generatie, die wil breken met het opgelegde *status quo* en met de geopolitieke spelletjes die hen al decennia reduceren tot objecten van macht, de hypocrisie van het Westen.

Is Palestina het gedroomde excuus of de hoofdoorzaak van veel frustratie en internationaal terrorisme? Zolang het Palestijnse probleem niet ernstig wordt opgelost, zal er terrorisme blijven. Erken twee staten, Israël en Palestina, en de voedingsbodem voor de meeste haat en extremisme is weg.

In ieder geval, buiten het militaire optreden blijft de nood aan een Marshallplan voor humanitaire en economische ondersteuning. Volgens de Eerste minister is Libië een rijk land dat veel geld kan opbrengen voor zijn bevolking, maar andere landen hebben nood aan forse ondersteuning voor een noodzakelijk verbetering op sociaal-economisch vlak.

Antwoorden van professor David

Het optreden van het Westen in Libië moet zo spoedig mogelijk worden stopgezet zodra de doelstelling — het beschermen van de burgers — bereikt is. Of men het wil of niet, een gewapende interventie, zelfs tegen militairen, heeft gevolgen voor de burgers. Er moet dus de voorkeur worden gegeven aan onderhandelingen en aan druk op de regering om het conflict zo snel mogelijk en zonder bloedvergieten te beëindigen.

Naast het voormelde interpretatieprobleem roept deze interventie geen juridische problemen op. Zij is gedekt door resolutie 1973 van de VN-Veiligheidsraad, op grond van hoofdstuk VII van het Handvest van de Verenigde Naties. Het internationaal humanitair recht moet echter zoveel mogelijk in acht worden genomen. De Belgische piloten moeten goed beseffen dat de bescherming van de burgerbevolking iedere aanslag op burgers uitsluit. Er mogen geen operaties worden uitgevoerd die burgers door collaterale schade ernstig in gevaar kunnen brengen.

Resolutie 1973 is vrij verregaand: het is de eerste maal dat Staten de toestemming krijgen om met

autorise les États à employer la force armée pour mettre un terme à des violations graves du droit international humanitaire et, plus spécifiquement, à des attaques contre les civils. Ce type de mandat avait déjà été conféré, dans le passé, à des opérations de maintien de la paix: la FORPRONU (en Bosnie-Herzégovine), l'ONUSOM (en Somalie) et l'ONUCI (en Côte d'Ivoire) avaient été autorisées à utiliser la force pour protéger les civils. Même en 1993, la MINUAR (au Rwanda) avait été mandatée pour protéger les civils, mais c'est une des premières fois que les États se voient conférer un tel pouvoir à l'égard d'un autre État. Une résolution du Sénat devrait attirer l'attention du gouvernement sur l'obligation des États intervenants de respecter le droit international humanitaire.

Par ailleurs, une vente d'armes au Président d'un pays qui viole les droits de l'homme constitue une forme d'assistance à ces violations.

Réponses de M. Lambrecht

On peut difficilement rendre les soldats responsables de l'exécution d'ordres auxquels ils ne peuvent se soustraire.

Il est difficile de dire quand les opérations seront terminées. Peut-être eût-il été préférable de ne pas les lancer et de ne pas adopter la résolution 1973 du Conseil de sécurité des Nations unies.

Au Moyen-Orient, on a le sentiment que l'Occident mène une politique de «deux poids, deux mesures». L'on se demande ainsi, à juste titre, pourquoi on n'intervient qu'en Libye, et pas dans les autres pays de la région. Si nous n'intervenons pas au Bahreïn, c'est parce que des intérêts pétroliers sont en jeu et que la cinquième flotte américaine est présente dans la région; en Arabie Saoudite aussi, des intérêts pétroliers nous retiennent d'intervenir; au Yémen, nous sommes préoccupés par la chute du régime. Nous n'intervenons donc que pour protéger nos propres intérêts.

Khadafi n'a jamais entretenu de liens étroits avec Al-Qaida; depuis le milieu des années '90, il est même en conflit avec l'organisation terroriste. Durant les années '80, le dirigeant libyen était le grand allié du terroriste Abou Nidal. Il disposait, dans les environs de Benghazi, d'un «centre révolutionnaire mondial» où il armait et entraînait toutes sortes d'organisations terroristes et révolutionnaires. Mais Khadafi est disposé à discuter avec tous ceux qui reconnaissent l'intégrité territoriale de la Libye, afin d'ouvrir une brèche dans l'opposition armée au nord-est du pays. Il n'est donc pas à exclure qu'il entame également un dialogue avec le groupe islamiste libyen.

militaire middelen een einde te maken aan ernstige schendingen van het internationaal humanitair recht, inzonderheid aan aanvallen tegen burgers. Dit soort mandaat werd in het verleden wel al toegekend aan vredeshandhavingsmisies, zoals de UNPROFOR (in Bosnië-Herzegovina), de UNOSOM (in Somalië), en de UNOCI (Ivoorkust), die geweld mochten gebruiken om burgers te beschermen. Zelfs de UNAMIR in Rwanda had het mandaat om burgers te beschermen, maar het is de eerste maal dat Staten een dergelijke bevoegdheid krijgen ten opzichte van een andere Staat. Een resolutie van de Senaat zou de aandacht van de regering moeten vestigen op de verplichting van de deelnemende Staten om het internationaal humanitair recht na te leven.

Bovendien is de wapenverkoop aan de president van een land dat de mensenrechten schendt een vorm van steun voor deze schendingen.

Antwoorden van de heer Lambrecht

Men kan de soldaten moeilijk aansprakelijk stellen voor het uitvoeren van bevelen waaraan ze zich niet kunnen onttrekken.

Het is moeilijk te zeggen wanneer de operatie zal beëindigd zijn. Men was er misschien beter niet mee begonnen en resolutie 1973 van de VN-Veiligheidsraad beter niet aangenomen.

In het Midden-Oosten werkt het Westen de perceptie in de hand twee maten en twee gewichten te hanteren. Terecht wordt de vraag gesteld waarom enkel in Libië wordt geïntervenieerd en niet in de andere landen van de regio. In Bahrein komen we niet tussen wegens oliebelangen en de aanwezigheid van de Amerikaanse vijfde vloot; in Saoedi-Arabië niet wegens oliebelangen; in Jemen zijn we bezorgd voor de val van het regime. We treden dus alleen op om onze eigen belangen te beschermen.

Khadafi heeft nooit nauwe banden onderhouden met Al-Qaida en sedert het midden van jaren negentig is er zelfs een conflict ontstaan tussen beiden. In de jaren tachtig was Khadafi de grote bondgenoot van de terrorist Abu Nidal. In buurt van Benghazi had Khadafi zijn «wereldrevolutionair centrum» waar hij allerlei terreur- en revolutionaire organisaties bewapende en trainde. Khadafi wil echter praten met iedereen die de territoriale integriteit van Libië erkent om zo een wig te drijven binnen het gewapend verzet in het noordoosten van het land. Het is dus niet uit te sluiten dat hij ook met de Libisch-Islamitische groep zal praten.

Les conséquences du séparatisme en Arabie Saoudite, qui possède un quart des réserves pétrolières mondiales, sont considérables. La Maison de Saoud vit en mauvaise entente avec certaines autres tribus et s'accroche au pouvoir. Durant la crise du régime Moubarak en Égypte, le Roi Abdullah a décidé de promettre 20 milliards de dollars à des jeunes mariés, afin de leur permettre de bâtir une maison et de lancer leur propre affaire, pour s'attirer ainsi leurs faveurs. Malgré cela, des émeutes ont éclaté, faisant plusieurs morts et risquant d'hypothéquer, à terme, l'approvisionnement pétrolier. Si la grogne devait éclater au sein de la minorité chiite, sur la côte sud du Golfe persique, en plein cœur d'un des plus riches champs pétrolifères au monde, et si un vent de révolte devait souffler parmi les travailleurs migrants victimes de discriminations, l'approvisionnement international en pétrole pourrait bien être menacé.

Les médias occidentaux installés autour de la Place Tahrir au Caire ont pu littéralement suivre la révolution minute par minute. Al-Jazeera joue un rôle très important dans le déclenchement et l'exportation de la révolution d'un pays à l'autre. Cette chaîne de télévision est aussi un acteur majeur sur l'échiquier politique. C'est ainsi que le prêche du frère musulman Youssef al-Qardaoui, chef de la faculté théologique du Qatar, programmé chaque semaine en direct par Al-Jazeera, a été diffusé la semaine dernière par une chaîne de divertissement des Émirats arabes unis parce que le Qatar ne souhaitait pas compromettre ses bonnes relations avec la Syrie. Youssef al-Qardaoui assimilait en effet le président syrien à Moubarak et à Khadafi, ce qui indique évidemment qu'Al-Jazeera avait été informée d'avance du contenu de ce prêche.

Réponses du professeur Zemni

La révolution arabe est en marche et rien ne pourra plus l'arrêter car les peuples arabes ont franchi le mur de la peur.

En Égypte, le gouvernement de transition a interdit les manifestations afin de relancer la machine économique. Mais cette décision lui est reprochée par la population qui a manifesté en signe de protestation. La classe dirigeante en Égypte n'a lâché Moubarak que lorsqu'il a été clair que le régime lui survivrait, fût-ce avec des concessions à la clé. Pendant la révolution de la place Tahrir, l'armée a tracé les contours de ces concessions.

Dans les autres pays aussi, la révolution ne fera pas changer le régime en profondeur du jour au lendemain. La dynamique interne des différentes révolutions ne subira aucun impact direct de l'intervention en Libye. L'aile armée des rebelles libyens en avait fait la demande. L'aile démocratique civile de l'opposition,

De conséquences van het separatisme in Saoedi-Arabië dat beschikt over een kwart van alle olie-reserves ter wereld zijn aanzienlijk. Het huis van Saoed leeft in onvrede met sommige andere stammen en klampt zich vast aan de macht. Tijdens de crisis van het Moebarak-regime in Egypte, besliste Koning Abdullah om 20 miljard dollar te beloven aan jonggehuwden om een huis te bouwen en eigen zaak te beginnen om zo bij hen in de gunst te komen. Toch is er onrust uitgebroken die levens heeft gekost en op termijn de oliebevoorrading zou kunnen hypotheke-ren. Mogelijke onlusten binnen de sjietische minderheid aan zuidkust van de Perzische Golf, middenin één van de rijkste olievelden ter wereld, en een eventuele opstand van de migratoire gediscrimineerde werkrachten zouden de internationale oliebevoorrading wel eens in gevaar kunnen brengen.

De Westerse media opgesteld rond het Tharir-plein in Cairo konden de revolutie letterlijk filmen van minuut tot minuut. Al Jazeera speelt een zeer belangrijke rol in het ontketenen en het overbrengen van de revolutie van het ene land naar het andere. Het is ook een belangrijke politieke pion. Zo werd de preek van moslimbroeder Yusuf al-Qaradawi, hoofd van de theologische faculteit van Qatar, die elke week rechtstreeks door Al Jazeera wordt geprogrammeerd, vorige week uitgezonden door een amusementszender uit de Emiraten, omdat Qatar zijn goede betrekkingen met Syrië niet op het spel wilde zetten. Yusuf al-Qaradawi zette immers de president van Syrië op één lijn met Moebarak en Khadafi. Dit wijst er natuurlijk op dat Al Jazeera vooraf wist wat er in deze preek zou gezegd worden.

Antwoorden van professor Zemni

De Arabische revolutie kan niet meer worden teruggedraaid want de muur van angst is doorbroken door de Arabische volkeren.

In Egypte heeft de overgangsregering betogingen verboden om de economie terug op gang te brengen. Dit is echter niet in dank afgenomen door de bevolking die hiertegen geprotesteerd heeft. De leidende klasse in Egypte heeft Moebarak maar losgelaten toen duidelijk werd dat het regime ook zonder hem zou kunnen blijven bestaan, mits toegevingen. Tijdens de Tahrir revolutie heeft het leger dan de krijtlijnen uitgezet voor deze toegevingen.

Ook in de andere landen zal de revolutie het regime niet van vandaag op morgen grondig veranderen. De interne dynamiek van de verschillende revoluties zal geen directe weerslag ondervinden van de interventie in Libië. De gewapende vleugel van de rebellen in Libië hadden hier om gevraagd. De civiel-democra-

cible éventuelle de Kadhafi, était contre une intervention.

L'intervenant ne croit pas vraiment en une intervention humanitaire. La résolution 1973 des Nations unies a donné une base juridique à l'intervention, ce qui ne la légitime pas pour autant. Il y a certes une « responsabilité de protéger », mais nous ne savons en réalité pas très bien ce que nous sommes en train de protéger. En fait, nous sommes en quelque sorte la Force aérienne des rebelles, un pouvoir que nous ne connaissons pas très bien.

Contrairement à ce qui s'est passé dans d'autres pays, la protestation pacifique en Libye a été réprimée de manière fort violente dès le début. Le 14 janvier 2011, jour du départ du président tunisien Ben Ali, des manifestations ont eu lieu en Libye. Ces manifestations ont été réprimées très durement. Lorsqu'il fut clair que des éléments du régime de Kadhafi, tels que le ministre de la Défense et ses troupes, avaient fait sécession, l'armée fut bien obligée d'intervenir dans le conflit. Contrairement à ce qui s'est passé en Tunisie, l'armée n'a pas servi de tampon entre la population et les services de police. Il aurait été préférable qu'un seul pays prenne ses responsabilités en dehors du cadre des Nations unies pour prévenir le bain de sang à Benghazi. L'on assiste à présent à une guerre d'usure dont on n'est pas prêt de voir l'issue.

Kadhafi est un phénomène, tant sur le plan politique que dans le domaine religieux. Il a développé son propre système politique, la « *Jamahiriyah* » — néologisme arabe formé par la contraction des mots *Joumhouriya* (République) et *Jamahir* (masse populaire). Kadhafi a aussi instauré un calendrier qui commence à la mort du prophète Mahomet en 632. Ces initiatives très personnelles ont le don d'irriter les musulmans plus orthodoxes.

Le mouvement révolutionnaire a été pris en otage par une logique de violence. Le conseil de transition, qui est *de facto* le nouveau gouvernement libyen, regroupe d'anciens partisans de Kadhafi, des opposants à son régime, des jeunes, des organisations civiles, ... le tout placé sous l'égide de l'ancien ministre de la Défense qui ne jouit pas de beaucoup de prestige dans le monde arabe.

Dès le début des révolutions arabes, les yeux de nombreux observateurs se sont tournés vers l'Arabie saoudite dont le régime ultra-conservateur a une influence inhibante sur les révolutions au sein du monde arabe. Le salafisme, qui a gagné beaucoup de terrain ces 20 à 30 dernières années, est prédominant en Arabie saoudite. Il freine l'émancipation politique et économique de la population dans la région du Golfe parce que cette région pétrolifère « ne peut pas être la proie de la démocratie ». Mais la révolution couve et les dirigeants saoudiens sont en fait assis sur un volcan. Il est préférable que l'Occident s'abstienne

tische vleugel van het verzet, mogelijk doelwit van Khadafi, was tegen een interventie.

Spreeker gelooft niet echt in een humanitaire interventie. VN-resolutie 1973 heeft een juridische basis gegeven aan de interventie maar deze is daarom nog niet legitiem. Er is weliswaar « *responsibility to protect* » maar eigenlijk weten we niet goed wat we eigenlijk aan het beschermen zijn. In feite zijn we een beetje de luchtmacht van de rebellen, een macht die we niet zo goed kennen.

In tegenstelling tot andere landen is in Libië het vreedzame protest vanaf het begin zeer hardhandig aangepakt. Op 14 januari 2011, dag van het vertrek van de Tunesische president Ben Ali, werd er betoogd in Libië. Daartegen werd zeer hard opgetreden. Toen duidelijk werd dat delen van het Khadafi-regime zich hadden afgescheurd, zoals de minister van Defensie met zijn troepen, moest het leger wel tussenkomen in het conflict. Het leger was niet zoals in Tunesië een buffer tussen de bevolking en de politiediensten. Het zou beter zijn geweest dat er één land buiten het VN-kader zijn verantwoordelijkheid had genomen om het bloedbad in Benghazi te voorkomen. Nu is er een uitputtingsslag bezig waarvan het einde nog niet in zich is.

Khadafi is een buitenbeentje, zowel op politiek als op religieus vlak. Hij heeft een eigen politiek systeem ontwikkeld, de « *Jamahiriyah* » — Arabisch neologisme, een samentrekking van *Jomhoeriyya* (Republiek) en *Jamahir* (populaire massa). Khadafi heeft ook een kalender ingevoerd die begint met de dood van de profeet Mohammed in 632. Dit eigengereid optreden is zeer tegen de zin van meer orthodoxe moslims.

De revolutionaire beweging is gekaapt door de logica van het geweld. De transitieraad, de *de facto* nieuwe regering van Libië, is een samenraapsel van voormalige Khadafi-aanhangers, tegenstanders van het regime van Kadhafi, jongeren, civiele organisaties, ... onder leiding van de voormalige minister van Defensie, die niet veel prestige heeft in de Arabische wereld.

Vanaf het begin van de Arabische revoluties hebben vele observatoren naar Saoedi-Arabië gekeken. Het gaat hier om een oerconservatief regime dat een remmende invloed heeft op revoluties in de Arabische wereld. Het salafisme, dat zeer veel terrein heeft gewonnen in de voorbije 20 à 30 jaar, komt in de eerste plaats van Saoedi-Arabië. Het remt de politieke en economische emancipatie van de bevolking in het Golfgebied af omdat dit olierijk gebied niet « ten prooi mag vallen aan democratie ». Maar de revolutie borrelt en in feite zitten de Saoedische machthebbers op een vulkaan. Het is daarom beter dat het Westen deze

de toute manipulation excessive sous peine d'obtenir l'effet contraire.

Les chiïtes d'Arabie saoudite ont évolué ces 20 dernières années, passant d'une approche sectaire de la politique au rôle de fer de lance de la révolution démocratique. Avec les sunnites, ils plaident pour une citoyenneté saoudienne démocratique moderne.

Pour ce qui est du soutien à la société civile en Afrique du Nord, nous devons nous demander si les islamistes en font partie. L'Union européenne accorde depuis très longtemps des aides considérables à une sélection de partenaires triés sur le volet. Il faut cependant aussi tenir compte de ces islamistes (tant qu'ils respectent les règles du jeu applicables en démocratie) dont les droits humains sont violés à grande échelle par les anciens dirigeants au gré et au su de l'Occident.

Les jeunes sont généralement encore croyants, mais il y a aussi un courant séculier. Toutefois, il existe aussi une tendance qui considère l'islam comme quelque chose de purement personnel, sans dimension politique spécifique.

En ce qui concerne l'émancipation de la femme et des minorités, on est encore loin du compte. C'est ainsi que les femmes sont descendues dans la rue à Tunis pour s'opposer à ce que l'on touche à leurs acquis de droit et de fait. En Égypte, la situation de la femme n'était guère favorable. Le système patriarcal propre aux sociétés méditerranéennes est encore très présent. Les femmes sont en train de s'organiser. Elle veulent couper les ponts avec les régimes qui les ont utilisés dans leur communication vers l'étranger. En Tunisie, le nouveau ministre des Affaires sociales et de la Femme se demande si les organisations de femmes n'étaient pas fortes uniquement parce qu'elles faisaient partie intégrante du régime de Ben Ali. Elle doivent recouvrer leur indépendance et devenir une force sociale présente au sein des différents partis. L'Union européenne peut jouer un rôle à cet égard.

La Palestine est un problème d'une importance capitale pour la région. Un renforcement de la démocratie dans le monde arabe pourrait contribuer à l'avènement d'une solution pour la Palestine. Si les régimes du Moyen-Orient doivent davantage rendre des comptes à l'opinion publique, la pression sera suffisante pour arriver à une solution satisfaisante du conflit israélo-palestinien. Les Palestiniens sont de plus en plus acquis à l'idée d'une solution sous la forme d'un État unitaire plutôt qu'un État bipolaire, ce que rejette Israël, craignant que le caractère israélien de cet État ne s'en trouve affecté.

Nombre de jeunes fuient la Tunisie ou la Libye en premier lieu parce qu'il est peu probable d'assister à une révolution économique à court terme, mais aussi

toestand niet te veel manipuleert om geen averechts effect te krijgen.

De sjiieten in Saoedi-Arabië zijn in de afgelopen 20 jaar geëvolueerd van een sectaire benadering van de politiek naar het speerpunt van de democratische omwenteling. Zij pleiten samen met de soennieten voor een modern democratisch Saoedisch burgerschap.

Bij het ondersteunen van de civiele maatschappij in Noord-Afrika moeten wij ons afvragen of de islamisten ervan deel uitmaken. De Europese Unie geeft hier al zeer lang zeer veel steun met een strenge selectie van de partners. We moeten echter ook rekening houden met deze islamisten (zolang zij de democratische spelregels respecteren) waarvan de mensenrechten op grote schaal worden geschonden door de vroegere machthebbers met medeweten en instemming van het Westen.

De jongeren zijn over het algemeen nog gelovig, maar er is ook een seculiere stroming. Er is echter ook de tendens die de islam beschouwt als louter persoonlijk zonder specifieke politieke dimensie.

De emancipatie van de vrouw en van de minderheden is nog verre van voltooid. Zo kwamen de vrouwen in Tunis op straat om ervoor te ijveren dat hun verworvenheden in rechte en *de facto* niet zouden worden teruggeschroefd. In Egypte was de situatie van de vrouw echter niet zo gunstig. Het patriarchale, eigen aan de samenlevingen rond de Middellandse Zee, is nog zeer sterk aanwezig. Vrouwen zijn zich aan het organiseren. Zij willen zich losmaken van de regimes die hen hebben gebruikt als onderdeel van hun communicatie tegenover het buitenland. In Tunesië vraagt de nieuwe minister van Sociale en Vrouwenzaken zich af of de vrouwenorganisaties niet enkel sterk stonden omdat zij een onderdeel waren van het regime van Ben Ali. Zij moeten hun onafhankelijkheid herwinnen en een maatschappelijke kracht worden die in de verschillende partijen kan aanwezig zijn. De Europese Unie kan hierin een rol spelen.

Palestina is een zeer belangrijk politiek probleem voor de regio. Meer democratie in de Arabische wereld kan mee aan de basis liggen van een oplossing voor Palestina. Als de regimes in het Midden-Oosten meer rekenschap zullen afleggen aan de publieke opinie zal de druk groter worden om tot een bevredigende oplossing te komen in het Israëlijs-Palestijns conflict. De Palestijnen zijn steeds meer gewonnen voor één staat dan wel een tweestatenoplossing, wat door Israël verworpen wordt omdat hierdoor het Israëlijs karakter van deze staat zou aangetast worden.

Veel jongeren ontvluchten Tunesië of Libië in de eerste plaats omdat het weinig waarschijnlijk is dat er op korte termijn een economische omwenteling komt

parce qu'ils n'ont pas l'impression d'y être chez eux. Ils n'ont pas le sentiment de faire partie de la société, ni sur le plan politique, ni du point de vue économique. C'est pourquoi cette migration se poursuivra encore pendant un certain temps.

III. DISCUSSION DE LA PROPOSITION DE RÉSOLUTION

A. Exposé introductif de M. De Bruyn, coauteur de la proposition de résolution

La proposition de résolution qui fait l'objet du présent rapport demande au gouvernement d'agir au niveau multilatéral et de plaider en faveur d'un dialogue entre les dirigeants du Maghreb et du Proche-Orient, d'une part, et les opposants qui veulent un changement structurel de régime, d'autre part. Elle insiste aussi pour que soient prises des sanctions économiques et diplomatiques tels que le gel des avoirs financiers et l'interdiction de visa aux anciens dirigeants qui refusent de collaborer au processus de démocratisation.

Notre pays participe, sur la base de la résolution 1973, à l'opération de l'OTAN en Libye, qui bénéficie du soutien du monde arabe. Le principe qui gouverne cette opération est celui de la « mission de protection ». L'intervention militaire n'est à l'évidence qu'une option ultime.

B. Discussion générale

M. Daems trouve que le texte de la proposition de résolution est formulé de manière très négative. Son centre de gravité tourne surtout autour des sanctions, telles que le gel des avoirs et la saisine de la Cour pénale internationale de La Haye. Il serait préférable de souligner la naissance du mouvement de démocratisation dans le monde méditerranéen. Nous devons soutenir la consolidation du processus de démocratisation dans le monde méditerranéen et faire preuve de fermeté envers tous les régimes antidémocratiques.

Mme Arena estime qu'il est très difficile d'élaborer une proposition de résolution qui couvre l'ensemble des révolutions au Maghreb et au Moyen Orient car elles revêtent tous un caractère très divers. De plus, les positions du monde occidental envers les différents pays varient de manière très forte. Une référence à la résolution 1973 lui paraît indiquée dans le contexte de la proposition de résolution puisqu'elle justifie l'intervention militaire en Libye.

La proposition de résolution devrait reprendre un nombre de positionnements. Il faut reconnaître tout d'abord que la Belgique et l'Union européenne ont

mais ook omdat zij niet de indruk hebben er thuis te horen. Zij voelen zich geen onderdeel van de samenleving, noch op politiek noch op economisch vlak. Daarom zal de migratie nog een tijdje blijven.

III. BESPREKING VAN HET VOORSTEL VAN RESOLUTIE

A. Inleidende uiteenzetting door de heer De Bruyn, medeindienaar van het voorstel van resolutie

In dit voorstel van resolutie wordt aan de regering gevraagd om op multilateraal vlak op te treden en te pleiten voor een dialoog tussen de machthebbers in de Maghreb en het Midden-Oosten, en de opposanten die een structurele wijziging van de regimes wensen. Er wordt ook aangedrongen om economische en diplomatieke sancties te nemen, waaronder het bevriezen van de financiële tegoeden en het uitvoeren van visarestricties tegenover ex-machthebbers die niet willen meewerken aan het democratiseringsproces.

Ons land draagt bij tot de NAVO-operatie in Libië op basis van resolutie 1973 die verloopt met steun van de Arabische wereld. In deze operatie wordt het principe van « de opdracht tot bescherming » toegepast. Militair ingrijpen is uiteraard slechts een ultieme optie.

B. Algemene bespreking

De heer Daems vindt dat de tekst van dit voorstel van resolutie zeer negatief is opgesteld. Het zwaartepunt ligt vooral op de sancties, zoals het bevriezen van de tegoeden en het inschakelen van het Internationaal Strafhof van Den Haag. Men kan beter het ontstaan van de democratiseringsbeweging in de mediterrane wereld benadrukken. We moeten de consolidering van het democratiseringsproces in de mediterrane wereld ondersteunen en hard zijn voor alle ondemocratische regimes, zonder uitzondering.

Mevrouw Arena meent dat het heel moeilijk is een voorstel van resolutie te maken voor alle revoluties in de Maghreb en het Midden-Oosten, want ze zijn heel divers. Bovendien verschillen de standpunten van de westerse wereld over de diverse landen heel sterk. Een verwijzing naar resolutie 1973 lijkt haar in de context van het voorstel van resolutie aangewezen, want ze rechtvaardigt de militaire interventie in Libië.

Het voorstel van resolutie moet een aantal standpunten bevatten. Eerst en vooral moet worden erkend dat België en de Europese Unie hun plicht niet zijn

failli à leur devoir d'inclure la condition du respect des droits de l'homme dans leurs partenariats avec les pays du Maghreb et du Moyen Orient. Une action humanitaire urgente devrait être engagée en faveur des populations locales. Il convient en conséquent de chercher un autre type de partenariat euro-méditerranéen qui tient compte des positionnements précités.

M. Van Rompuy trouve mal avisé de rendre la résolution 1973 du Conseil de sécurité des Nations unies applicable aussi à la Syrie. Ce pays est situé dans une zone géographique beaucoup plus sensible que la Libye et toute intervention militaire doit à tout le moins obtenir l'accord de la Ligue arabe, ce qui est peu probable dans le cas de la Syrie.

Le Partenariat euro-méditerranéen doit être adapté au nouveau contexte politique. Mais il ne faut pas pour autant considérer cette adaptation comme une première impulsion en vue de l'intégration des pays concernés dans l'Union européenne.

Selon M. De Decker, la chronologie est le seul élément qui lie les révolutions au Sud de la Méditerranée. Au Maroc et en Jordanie, les chefs de l'État ont joué un rôle stabilisateur. La révolution en Tunisie a été facilitée par le niveau d'enseignement de la population et par la culture politique des classes moyennes qui a favorisé les changements. L'Égypte est située au cœur du monde arabe au sein duquel elle joue un rôle historique exceptionnel. L'armée contrôle la révolution et prépare des changements suite au limogeage du président Mubarak. Il ne faut pas toutefois pas oublier que le président Mubarak a hérité du geste immensément courageux du président Sadat qui avait reconnu Israël en 1979. La Syrie, quant à elle, traîne avec soi l'héritage lourd et conservateur de l'ancien président Assad. Il faut donc être conscient de l'hétérogénéité des révolutions dans les différents pays.

L'orateur déplore d'ailleurs que l'Union européenne ait raté une occasion unique pour exprimer son soutien face à ces événements bouleversants.

Il faut éviter que les révolutions ne dérapent dans un sens réactionnaire par l'intervention des pouvoirs islamistes dans certains pays. Les conflits interreligieux revêtent un caractère essentiel dans ce cadre.

Le processus de Lisbonne était en soi une bonne chose mais sa mise en application n'était pas toujours efficace probablement parce que l'Union européenne négociait ses partenariats avec des dictateurs. Dès lors, une analyse politique de ce processus s'impose.

Selon Mme Khattabi, le caractère autocratique à des degrés divers, des régimes en place a donné lieu aux

nagekomen om de voorwaarde van de eerbiediging van de rechten van de mens op te nemen in hun partnerschappen met de landen van de Maghreb en het Midden-Oosten. Er moet dringend humanitaire actie worden ondernomen voor de plaatselijke bevolkingen. Het is bijgevolg raadzaam een ander soort euromediterraan partnerschap te zoeken, waarin rekening wordt gehouden met bovenvermelde standpuntbepaling.

De heer Van Rompuy vindt het onverstandig resolutie 1973 van de VN-Veiligheidsraad ook op Syrië toepasselijk maken. Dit land ligt op een geografisch veel gevoeliger plaats als Libië en daarenboven moet de Arabische Liga minstens akkoord zijn om militair in te grijpen, wat voor Syrië weinig waarschijnlijk lijkt.

Het Euro-Mediterraan Partnerschap moet aangepast worden aan de nieuwe politieke context. Men mag dit echter niet als een eerste aanzet beschouwen om deze landen in de Europese Unie op te nemen.

Volgens de heer De Decker is de chronologie het enige gegeven dat de revoluties ten zuiden van de Middellandse Zee bindt. In Marokko en Jordanië hebben de staatshoofden een stabiliserende rol gespeeld. De revolutie in Tunesië werd bevorderd door het onderwijsniveau van de bevolking en door de politieke cultuur van de middenklasse die de veranderingen aangemoedigd heeft. Egypte bevindt zich in het hart van de Arabische wereld, waarin het een uitzonderlijke historische rol speelt. Het leger controleert de revolutie en bereidt de veranderingen voor na de afzetting van president Moebarak. Men mag echter niet vergeten dat president Moebarak leeft met de erfenis van president Sadat, die in 1979 op buitengewoon moedige wijze Israël heeft erkend. Syrië sleept de zware en conservatieve erfenis van de vroegere president Assad met zich mee. Men moet zich dus bewust zijn van de heterogeniteit van de revoluties in de diverse landen.

Spreeker betreurt overigens dat de Europese Unie een unieke kans heeft laten liggen om haar steun te betuigen naar aanleiding van die aangrijpende gebeurtenissen.

Men moet voorkomen dat de revoluties in reactionaire richting ontsporen, door het optreden van de islamistische krachten in bepaalde landen. In die context zijn de interreligieuze conflicten van essentieel belang.

Op zich was het Lissabon-proces een goede zaak, maar de toepassing ervan was niet altijd efficiënt, waarschijnlijk omdat de Europese Unie met dictators over haar partnerschappen onderhandelde. Een politieke analyse van dat proces dringt zich derhalve op.

Volgens mevrouw Khattabi heeft het autocratische karakter in diverse graden van de heersende regimes

révolutions dans la région. Il faut rétablir un équilibre dans le texte et remettre chacune des parties devant ses responsabilités. Il faut bien admettre que l'Union européenne a contribué à la pérennisation de ces régimes. Lors des négociations des partenariats, elle n'a pas voulu prendre en considération les revendications des acteurs de terrain. Il faut prévoir la mise sur pied dans le nouveau partenariat, d'un système qui garantit le soutien de l'Union européenne aux organisations démocratiques. De cette manière, les pays méditerranéens pourront s'appuyer sur des bases solides pour construire leurs institutions démocratiques.

Il convient avant tout de s'assurer que la volonté du peuple soit bien respectée. L'oratrice a l'impression que la poursuite de l'objectif de la sécularisation dans ces États constitue une forme d'ingérence non souhaitée.

Mme Matz se demande si la proposition de résolution tend à se focaliser plutôt sur la Libye ou si elle s'inscrit dans un cadre plus général qui comprend l'ensemble des différents contextes politiques des pays concernés. L'oratrice penche plutôt pour la deuxième option.

M. Anciaux estime que la situation politique des différents pays n'est pas comparable, même s'il y a clairement un courant sous-jacent.

Il convient de mettre un terme à l'attitude de non-intervention de notre pays et de l'Union européenne par rapport au partenariat euro-méditerranéen en insérant, dans un nouveau partenariat et dans les accords bilatéraux, des sanctions en cas de non-respect des droits de l'homme.

L'intervenant peut souscrire aux objectifs de la proposition de résolution, mais il considère que l'on se limite un peu trop aux pays où la révolution a déjà eu lieu. L'on pourrait éventuellement aussi prendre attitude en ce qui concerne les pays qui n'ont pas encore connu semblable révolution.

L'intervenant a déjà posé une série de questions au gouvernement concernant les sanctions concrètes qui sont prises à l'encontre des anciens dictateurs. Plusieurs éléments des réponses fournies par le gouvernement pourraient être repris dans le texte de la proposition de résolution. L'Union européenne pourrait aussi envisager d'imposer des sanctions comme le gel des avoirs.

M. Anciaux se réfère à cet égard au règlement n 204 du 2 mars 2011 concernant des mesures restrictives en raison de la situation en Libye, qui prévoit le gel des avoirs de Kadhafi.

Pour M. Daems, l'Union européenne doit, à l'initiative de la Belgique, saisir l'occasion pour

aanleiding gegeven tot de revoluties in de regio. Men moet een evenwicht herstellen in de tekst en elke partij voor haar verantwoordelijkheid plaatsen. Men moet nu eenmaal toegeven dat de Europese Unie heeft bijgedragen tot het voortbestaan van die regimes. Toen over de partnerschappen onderhandeld werd, heeft ze geen oog willen hebben voor de eisen van de spelers in het veld. Bij het nieuwe partnerschap moet worden voorzien in het tot stand brengen van een systeem dat de steun van de Europese Unie aan de democratische organisaties garandeert. Op die manier kunnen de mediterrane landen op stevige grondvesten steunen om hun democratische instellingen op te bouwen.

Voor alles is het raadzaam zich ervan te vergewissen dat de wil van het volk geëerbiedigd wordt. Spreekster heeft de indruk dat het nastreven van secularisering in die staten een ongewenste vorm van inmenging is.

Mevrouw Matz vraagt zich af of het voorstel van resolutie strekt om veeleer op Libië te focussen, dan wel of het in een algemenere context past, die het geheel van de politieke contexten van de betrokken landen omvat. Spreekster helt veeleer naar die tweede mogelijkheid over.

De heer Anciaux vindt dat de politieke toestand van de verschillende landen niet te vergelijken is met elkaar, alhoewel er een duidelijke onderstroom aanwezig is.

Aan de vrijblijvende houding van ons land en van de Europese Unie inzake het Euro-Mediterraan Partnerschap moet een einde komen door concrete sancties inzake de eerbiediging van de mensenrechten op te nemen in een nieuw partnerschap en in de bilaterale akkoorden.

Spreekster kan de doelstellingen van het voorstel van resolutie onderschrijven maar is van mening dat men zich iets te veel beperkt tot die landen waar de revolutie reeds heeft plaatsgehad. Men zou eventueel ook een standpunt kunnen innemen inzake de landen waar dit nog niet het geval is.

Spreekster heeft reeds een aantal vragen gesteld aan de regering over de concrete sancties die tegen de ex-dictators worden genomen. Een aantal elementen uit de antwoorden van de regering zouden in het voorstel van resolutie kunnen opgenomen worden. Binnen de Europese Unie kan ook overwogen worden om sancties op te leggen, zoals bijvoorbeeld het bevriezen van goederen.

De heer Anciaux verwijst hierbij naar de verordening nr. 1204 van 2 maart 2011 betreffende beperkende maatregelen in verband met de situatie in Libië over de bevrozing van de goederen van Kadhafi.

Volgens de heer Daems moet de Europese Unie, met België als voortrekker, de kans grijpen om een

développer une stratégie dans cette région. Cela doit ressortir clairement du texte de la proposition de résolution. En soutenant le processus de démocratisation naissant, l'Union européenne peut, avec notre pays, pérenniser le développement politique et économique ainsi que la sécularisation de cette région. Cette dernière pourra ensuite recevoir une aide conditionnelle.

C. Discussion des amendements

Considérants

Point *Cbis* (nouveau)

Mme de Bethune et M. Van Rompuy déposent l'amendement n° 25 visant à insérer dans les considérants un point *Cbis* qui évoque les manifestants au Bahreïn, en Syrie et au Yémen, qui ont réclamé des réformes politiques, économiques et sociales.

Selon Mme de Bethune, cet amendement est une actualisation du texte.

Point *Cter* (nouveau)

Mme de Bethune et M. Van Rompuy déposent ensuite l'amendement n° 26 qui vise à insérer un point *Cter* selon lequel la violence excessive opposée par les forces de l'ordre aux manifestants du Bahreïn, de la Syrie et du Yémen, qui a entraîné de nombreux morts et blessés et qui a eu pour conséquence que de nombreuses personnes ont été emprisonnées, constitue une violation du Pacte international relatif aux droits civils et politiques.

Cet amendement vise lui aussi à actualiser le texte.

Point *Ebis* (nouveau)

M. Anciaux dépose l'amendement n° 12 visant à insérer un point *Ebis* qui fait référence à la répression violente à laquelle les régimes ont recours pour réprimer les aspirations légitimes de la population. Selon M. Anciaux, la répression et la violence vont crescendo. Les régimes sous pression réagissent de manière de plus en plus virulente. C'est une donnée importante, dont il convient de tenir compte si on veut appeler à l'action.

Point F

M. De Decker dépose l'amendement n° 16 qui vise à remplacer le point F par un nouveau texte, libellé

stratégie te ontwikkelen in deze regio. Dit moet duidelijk blijken uit de tekst van het voorstel van resolutie. Door het ontluikend democratiseringsproces te steunen, kan de Europese Unie, samen met ons land, de politieke en economische ontwikkeling, alsook de secularisatie van deze regio, bestendigen en vervolgens hulp verlenen onder bepaalde voorwaarden.

C. Bespreking van de amendementen

Considerans

Punt *Cbis* (nieuw)

Mevrouw de Bethune en de heer Van Rompuy dienen het amendement nr. 25 in dat ertoe strekt een punt nieuw punt *Cbis* in de considerans in te voegen dat verwijst naar de demonstranten in Bahrein, Syrië en Jemen die politieke, economische en sociale hervormingen vragen.

Volgens mevrouw de Bethune is dit amendement een actualisering van de tekst.

Punt *Cter* (nieuw)

Mevrouw de Bethune en de heer Van Rompuy dienen vervolgens het amendement nr. 26 in om een nieuw punt *Cter* in te voegen, waarbij verwezen wordt naar het buitensporig geweld van de ordehandhavers tegen de demonstranten in Bahrein, Syrië en Jemen. Dit geweld leidde tot een groot aantal doden, gewonden en gevangenen en vormt een schending van het Internationaal Verdrag inzake burgerrechten en politieke rechten.

Ook dit amendement beoogt een actualisering van de tekst.

Punt *Ebis* (nieuw)

De heer Anciaux dient het amendement nr. 12 in ten einde een nieuw punt *Ebis* in te voegen, om ook te wijzen op de gewelddadige repressie van de regimes tegenover de rechtmatige aspiraties en verzuchtingen van de bevolking. Volgens de heer Anciaux nemen de repressie en het geweld nog steeds toe. De onder druk staande regimes gaan steeds driester te werk. Dit is geen onbelangrijk feit als men om actie roept.

Punt F

De heer De Decker dient amendement nr. 16 in, dat strekt om punt F te vervangen door een nieuwe tekst,

comme suit: «considérant que l'Union européenne doit poursuivre la réévaluation de ces relations avec les pays du sud de la Méditerranée à la suite des mouvements de démocratisation actuelle;».

Point *Fbis* (nouveau)

Mme de Bethune et M. Van Rompuy déposent l'amendement n° 27 tendant à insérer un point *Fbis* faisant référence à l'accord d'association entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la République arabe de Syrie, d'autre part, qui reste encore à signer en raison de la demande faite par la Syrie depuis octobre 2009 de reporter la signature. Le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales représente un volet majeur de cet accord.

Selon Mme de Bethune, cet amendement vise à renforcer le texte.

Point *Gbis* (nouveau)

M. De Decker dépose l'amendement n° 17 afin d'introduire un nouveau point *Gbis* qui renvoie à la résolution du Parlement européen du 7 avril 2011 sur la révision de la politique européenne de voisinage — dimension méridionale.

Point *Gter* (nouveau)

M. De Decker dépose ensuite l'amendement n° 18 afin d'introduire un nouveau point *Gter* afin de renvoyer à la communication (COM (2011) 200) du 8 mars 2011: «Un partenariat pour la démocratie et une prospérité partagée avec le sud de la Méditerranée».

Point *Gquater* (nouveau)

M. De Decker dépose enfin l'amendement n° 19 qui vise à introduire un nouveau point *Gquater*, libellé comme suit:

«*Gquater*. considérant les conclusions du Conseil européen du 25 mars 2011, dont les points suivant: «le plafond applicable aux opérations de la BEI en faveur des pays méditerranéens qui entreprennent des réformes politiques devrait être relevé d'un milliard d'euros, sans réduire les opérations menées dans le voisinage oriental de l'UE; les actionnaires de la BERD devraient étudier la possibilité d'étendre les activités de la banque aux pays du voisinage méridional»;».

luidende: «overwegende dat de Europese Unie de herevaluatie van haar betrekkingen met de landen uit het zuidelijke Middellandse Zeegebied moet voortzetten naar aanleiding van de huidige democratiseringsbewegingen;».

Punt *Fbis* (nieuw)

Mevrouw de Bethune en de heer Van Rompuy dienen het amendement nr. 27 dat ertoe strekt in een nieuw punt *Fbis* te verwijzen naar de Associatieovereenkomst tussen de Europese Gemeenschap en haar lidstaten, enerzijds, en de Arabische Republiek Syrië, anderzijds, die nog moet ondertekend worden omdat deze ondertekening op verzoek van Syrië sinds oktober 2009 is uitgesteld. De eerbiediging van de mensenrechten en fundamentele vrijheden is een wezenlijk deel van deze overeenkomst.

Volgens mevrouw de Bethune is dit amendement een versterking van de tekst.

Punt *Gbis* (nieuw)

De heer De Decker dient amendement nr. 17 in, om een nieuw punt *Gbis* in te voegen, dat naar de resolutie van 7 april 2011 van het Europees Parlement verwijst, over de herziening van het Europees nabuurschapsbeleid — de zuidelijke dimensie.

Punt *Gter* (nieuw)

Vervolgens dient de heer De Decker amendement nr. 18 in, om te verwijzen naar de mededeling (COM (2011) 200) van 8 maart 2011: «Een partnerschap voor democratie en gedeelde welvaart met het zuidelijke Middellandse Zeegebied».

Punt *Gquater* (nieuw)

De heer De Decker dient nog amendement nr. 19 in, dat strekt om een nieuw punt *Gquater* in te voegen luidende:

«*Gquater*. gelet op de conclusies van de Europese Raad van 25 maart, waaronder de volgende punten: «het maximumbedrag voor verrichtingen van de EIB ten behoeve van Middellandse Zeelanden die politieke hervormingen nastreven, dient met een miljard euro te worden verhoogd, zonder dat er geraakt wordt aan de acties in de oostelijke buurlanden van de EU; de aandeelhouders van de EBWO dienen te onderzoeken of de Bank haar activiteiten kan uitbreiden tot de zuidelijke buurlanden»;».

Point H

Mme Arena dépose l'amendement n° 11 afin de compléter le point H par un nouveau f, rédigé comme suit :

«f. renvoyant à la résolution 1973 du Conseil de sécurité des Nations unies (21 mars 2011) laquelle a prévu une zone d'exclusion aérienne, une opération militaire multinationale sous l'égide de l'Organisation des Nations unies;».

Point I (nouveau)

M. Anciaux dépose l'amendement n° 11, qui vise à insérer un point I faisant référence à la résolution 1973 (2011) du Conseil de sécurité des Nations unies, dans laquelle celui-ci :

a) exige la cessation totale des violences et de toutes les attaques et exactions contre la population civile;

b) autorise les États membres à prendre toutes mesures nécessaires pour protéger les populations civiles et les zones habitées menacées d'attaques en Libye, tout en excluant le déploiement d'une force d'occupation;

c) décide d'instaurer une zone d'exclusion aérienne dans l'espace aérien libyen;

d) décide de renforcer l'embargo sur les armes et les mesures contre les mercenaires;

e) confirme et étend l'interdiction de voyager et le gel des avoirs financiers décrétés dans la résolution 1970 (2011) des Nations unies.

Pour M. Anciaux, la résolution 1973 (2011) du Conseil de sécurité des Nations unies est plus actuelle et plus pertinente que la résolution 1970.

Point J (nouveau)

M. Anciaux dépose ensuite l'amendement n° 34, qui vise à insérer un point J renvoyant au règlement 204/2011 du Conseil de l'Union européenne du 2 mars 2011 concernant des mesures restrictives en raison de la situation en Libye, visant au gel des fonds de Kadhafi, des membres de sa famille et d'autres entités.

Cet amendement doit être lu en corrélation avec l'amendement n° 35, dans lequel les auteurs demandent au gouvernement d'insister auprès du Conseil de l'UE pour qu'il procède également au gel des fonds appartenant à d'autres régimes sous pression.

Punt H

Mevrouw Arena dient amendement nr. 1 in, om punt H aan te vullen met een nieuw f, luidende :

«f. naar de resolutie van de VN-Veiligheidsraad verwijst van 1973 (21 maart 2011) die voorziet in een vliegverbod, een multinationale militaire operatie onder de vlag van de Verenigde Naties;».

Punt I (nieuw)

De heer Anciaux dient het amendement nr. 11 in om in een nieuw punt I te verwijzen naar de VN-resolutie 1973/2011 waarin de VN-Veiligheidsraad :

a) een volledige stopzetting van het geweld en alle aanvallen tegen en misbruik van burgers eist;

b) de lidstaten machtigt alle noodzakelijke maatregelen te nemen om met aanvallen bedreigde burgers en bevolkte gebieden in Libië te beschermen, met uitsluiting van een bezettingsmacht;

c) een *No Fly*-zone afkondigt in het Libische luchtruim;

d) een versterking van het wapenembargo en van de maatregelen tegen huurlingen afkondigt;

e) het reisverbod en de bevrozing van financiële middelen in VN-resolutie 1970/2011 bevestigt en uitbreidt.

Volgens de heer Anciaux is de VN-resolutie 1973/2011 actueler en relevanter dan de VN-resolutie 1970.

Punt J (nieuw)

De heer Anciaux dient vervolgens het amendement nr. 34 in om een nieuw punt J in te voegen dat verwijst naar de verordening 204/2011 van de Raad van de Europese Unie van 2 maart 2011 betreffende maatregelen met betrekking tot de bevrozing van de tegoeden van Kadhafi, zijn verwanten en van andere entiteiten.

Dit amendement hangt samen met het amendement nr. 35 bij punt IV, 5 van het dispositief waarin aan de regering gevraagd wordt om er bij de Raad van de EU op aan te dringen om ook de tegoeden te bevrozen van de andere onder druk staande regimes.

*Dispositif**Dispositif I*

Point 1 (nouveau)

Mme de Bethune et M. Van Rompuy déposent l'amendement n° 28 visant à faire précéder le point 1 existant par un nouveau point 1 qui condamne vivement la violente répression exercée par les forces de sécurité à l'encontre de manifestants pacifiques, qui exprime sa solidarité avec la population et qui soutient fermement les aspirations démocratiques légitimes de cette dernière.

Selon Mme de Bethune, cet amendement vise à renforcer le texte. En sa qualité d'institution parlementaire et démocratique, le Sénat peut lui aussi manifester son soutien aux revendications démocratiques de la population du Maghreb et du Moyen-Orient.

Point 1

Mme Arena dépose l'amendement n° 12 afin de compléter le point 1 existant afin de plaider auprès du Conseil de sécurité pour une stratégie de sortie de crise en ce qui concerne l'intervention en Libye. L'auteur se demande s'il ne faudrait-il pas faire une résolution spécifique à l'intervention militaire en Libye ?

Point 3

Mme de Bethune et M. Van Rompuy déposent l'amendement n° 29 visant à plaider auprès des institutions internationales appropriées en faveur du recours à des embargos commerciaux en cas de répression de manifestations citoyennes pacifiques.

Selon les auteurs, les embargos commerciaux n'ont guère de sens au niveau bilatéral. Ils doivent être envisagés au niveau de l'UE ou des Nations unies. Notre pays peut naturellement aborder cette question auprès de ces institutions.

M. De Decker dépose l'amendement n° 20 afin d'insérer les mots « et d'autres sanctions ciblées » entre les mots « à des embargos commerciaux » et les mots « en cas de répression » insérer les mots « et d'autres sanctions ciblées ».

Point 4

M. Anciaux dépose l'amendement n° 13 qui vise à prévoir aussi le gel des avoirs.

*Dispositief**Dispositief I*

Punt 1 (nieuw)

Mevrouw de Bethune en de heer Van Rompuy dienen het amendement nr. 28 in om het punt 1 te doen voorafgaan door een nieuw punt 1 dat een veroordeling inhoudt van de gewelddadige onderdrukking van vreedzame demonstraties door veiligheidstroepen, zijn solidariteit met de bevolking betuigt en hun legitieme democratische aspiraties met volle overtuiging steunt.

Volgens mevrouw de Bethune beoogt dit amendement een versterking van de tekst. Ook de Senaat, als parlementaire en democratische instelling, kan haar steun aan de democratische eisen van de bevolking in de Maghreb en het Midden-Oosten betuigen.

Punt 1

Mevrouw Arena dient amendement nr. 2 in, om het bestaande punt 1 aan te vullen, ten einde bij de Veiligheidsraad aan te dringen opdat er zo snel mogelijk een strategie wordt vastgelegd die de crisis inzake de interventie in Libië bezweert. De indiener vraagt zich eveneens af of er geen specifieke resolutie dient te worden opgesteld over de militaire interventie in Libië.

Punt 3

Mevrouw de Bethune en de heer Van Rompuy dienen het amendement nr. 29 in om het gebruik van handelsembargo's te bepleiten bij de geëigende instellingen in geval van onderdrukking van het vreedzaam burgerprotest.

Volgens de auteurs hebben handelsembargo's bilateraal weinig zin. Deze moeten op niveau van de EU of VN overwogen worden. Uiteraard kan ons land dit aankaarten bij die instellingen.

De heer De Decker dient amendement nr. 20 in, teneinde tussen de woorden « van handelsembargo's » en de woorden « in geval van », de woorden « en andere gerichte sancties » in te voegen.

Punt 4

De heer Anciaux dient het amendement nr. 13 in om ook te voorzien in de bevrozing van de tegoeden.

Mme de Bethune et M. Van Rompuy déposent l'amendement n° 30 visant à remplacer le mot « déchus » par le mot « contestés ».

Mme de Bethune estime qu'il serait quelque peu douteux que le gouvernement n'envisage de mener une enquête qu'une fois que les dirigeants qui se sont attiré la vindicte populaire ont été déchus. Chaque pays devrait enquêter sur les avoirs des dirigeants et de leur famille dès l'instant où ceux-ci sont accusés de fraude et d'enrichissement sur le dos de la collectivité. En réalité, une enquête est déjà en cours sur les avoirs du dirigeant libyen Kadhafi, comme le prévoit la résolution 1970 des Nations unies.

Point 5 (nouveau)

Mme Arena dépose l'amendement n° 3 afin d'ajouter un nouveau point qui vise à mettre en place un système permettant la mise en œuvre d'une clause de droits de l'homme dans le cadre d'octroi de prêts accordés aux pays tiers.

Point 6 (nouveau)

M. De Decker dépose l'amendement n° 21 afin de demander dans un nouveau point 6 de développer des relations approfondies avec les sociétés civiles du sud de la Méditerranée.

Dispositif II

Point 2

Mme Matz dépose l'amendement n° 19 afin de insérer le mot « notamment » entre les mots « de garantir » et les mots « les quatre libertés ». En effet, les droits de l'homme ne se limitent pas aux quatre libertés mentionnées.

Ensuite, Mme de Bethune et M. Van Rompuy déposent l'amendement n° 31 visant à compléter le point 2 par les mots « , conformément à leurs obligations internationales en matière de droits de l'homme et de libertés fondamentales ».

Mme de Bethune estime que, comme la plupart des pays concernés ont signé et ratifié les différentes conventions internationales en matière de droits de l'homme, ils sont tenus de les respecter en vertu du droit international.

Mevrouw de Bethune en de heer Van Rompuy dienen het amendement nr. 30 in om de woorden « afgezette leiders » te vervangen door « gecontesteerde leiders ».

Volgens mevrouw de Bethune is het een beetje dubieus dat de regering slechts zou overwegen een onderzoek in te stellen eenmaal de leiders die door hun bevolking in vraag zijn gesteld, afgezet zijn. Elk land zou een onderzoek moeten verrichten naar de bezittingen van leiders en hun familie wanneer deze beschuldigd worden van fraude en verrijking ten koste van de gemeenschap. In de realiteit wordt er thans al een onderzoek verricht naar de tegoeden van de Libische leider Kadhafi, zoals voorzien in VN resolutie 1970.

Punt 5 (nieuw)

Mevrouw Arena dient amendement nr. 3 in, teneinde een nieuw punt in te voegen om in een systeem te voorzien waarmee een clausule over de mensenrechten kan worden opgesteld in het kader van de toekenning van leningen aan derde landen.

Point 6 (nieuw)

De heer De Decker dient amendement nr. 21 in, teneinde in een nieuw punt 6 te vragen om nauwere betrekkingen aan te knopen met het middenveld van de zuidelijke Middellandse Zeelanden.

Dispositief II

Punt 2

Mevrouw Matz dient amendement nr. 9 in teneinde tussen de woorden « respecteren en » en de woorden « de vier vrijheden » de woorden « meer bepaald » in te voegen. De indiener herhaalt dat de rechten van de mens zich niet beperken tot de vier genoemde vrijheden.

Vervolgens dienen mevrouw de Bethune en de heer Van Rompuy het amendement nr. 31 in om het punt 2 aan te vullen met de woorden « conform aan hun internationale verplichtingen op het vlak van mensenrechten en fundamentele vrijheden ».

Mevrouw de Bethune is van oordeel dat, aangezien de meeste van deze landen de verschillende internationale verdragen ondertekend en geratificeerd hebben, ze volgens dit internationaal recht gehouden zijn deze te respecteren.

Dispositif III

Point 3

Mme Matz dépose l'amendement n° 10 afin de remplacer les mots «de même que» par les mots «et notamment». L'auteur explique à nouveau que les droits de l'homme ne se limitent pas aux quatre libertés mentionnées.

Dispositif IV

Point 1

Mme Arena dépose l'amendement n° 4 qui tend à compléter le point 1 par une demande de s'informer de manière objective et approfondie quant à la situation actuelle dans le monde arabe.

Mme de Bethune et M. Van Rompuy déposent ensuite l'amendement n° 32 visant à compléter le point 1 en demandant que l'ensemble de la population ne puisse en aucun cas être lésé par une telle révision des relations bilatérales et que l'on veille à ce que les États membres respectent le code de conduite de l'UE sur les exportations d'armes.

Mme de Bethune explique qu'en cas d'imposition d'embargos commerciaux ou de suspension d'accords de coopération, il convient de veiller à ce que la population n'en pâtisse surtout pas. Par ailleurs, il est également important que l'UE et ses États membres respectent le code de conduite sur l'exportation des armes afin que des armes européennes ne puissent pas être utilisées pour réprimer brutalement la protestation pacifique d'une population civile.

Point 2

Mme Arena dépose l'amendement n° 15 qui vise à compléter le point 2 par ce les mots «et de mettre rapidement en place une action à orientation humanitaire pour aider les populations civiles dans les pays où elles sont en danger».

Mme de Bethune et M. Van Rompuy déposent l'amendement n° 33 visant à insérer les mots « , l'instrument de financement pour la promotion de la démocratie et des droits de l'homme, » entre le mot «(EuroMed)» et les mots «et de la Politique».

Selon Mme de Bethune, l'instrument financier en question, qui remplace la précédente Initiative européenne pour la démocratie et les droits de l'homme (IEDDH), vise à promouvoir la démocratie et les droits de l'homme dans des pays tiers où ils sont le plus menacés. Cette aide s'additionne à celle fournie

Dispositief III

Punt 3

Mevrouw Matz dient amendement nr. 10 in, ten einde de woorden «net als» te vervangen door de woorden «en meer bepaald». Spreekster herhaalt dat de rechten van de mens zich niet beperken tot de vier genoemde vrijheden.

Dispositief IV

Punt 1

Mevrouw Arena dient amendement nr. 4 in, dat punt 1 wil aanvullen met het verzoek om op een objectieve en diepgaande manier te informeren naar de huidige situatie in de Arabische wereld.

Vervolgens dienen mevrouw de Bethune en de heer Van Rompuy het amendement nr. 32 in om het punt 1 verder aan te vullen met de vraag dat de bevolking als geheel nooit nadeel zou mogen ondervinden van een herziening van de bilaterale betrekkingen, en om erover te waken dat de lidstaten de EU-gedragscode voor de wapenuitvoer zouden naleven.

Mevrouw de Bethune legt uit dat inzake handels-embargo's of het opschorten van samenwerkingsakkoorden, men erover moet waken dat vooral de bevolking niet het slachtoffer wordt. Bovendien is het ook belangrijk dat de EU en haar lidstaten de gedragscode betreffende wapenuitvoer naleven zodat Europese wapens niet kunnen ingezet worden om het vreedzaam protest van een burgerbevolking gewelddadig te onderdrukken.

Point 2

Mevrouw Arena dient amendement nr. 5 in, dat punt 2 wil aanvullen met de woorden «en snel een humanitaire actie op touw te zetten om de burgerbevolking te helpen in de landen waar zij in gevaar is;».

Mevrouw de Bethune en de heer Van Rompuy dienen het amendement nr. 33 in om tussen de woorden het Euro-Mediterraans Partnerschap (EURO-MED)» en de woorden «en het Europees Nabuurschapsbeleid», de woorden «het Financieringsinstrument voor de bevordering van democratie en mensenrechten» in te voegen.

Volgens mevrouw de Bethune is dit financieel instrument, dat het voormalig Europees initiatief voor democratie en mensenrechten (EIDI) vervangt, gericht op de bevordering van de democratie en de mensenrechten in derde landen waar deze het meest bedreigd zijn. Deze steun vormt een aanvulling op de steun die

dans le cadre des instruments communautaires d'aide extérieure. L'instrument est doté d'un budget de 1,104 milliard d'euros pour la période 2007-2013. Cet amendement renforce dès lors le dispositif actuel.

Point *2bis* (nouveau)

M. De Decker dépose l'amendement n° 22 afin d'introduire un nouveau point *2bis* afin de veiller à ce que ces nouveaux instruments permettent d'accompagner au mieux le processus de transition démocratique, en accordant une attention particulière au respect des libertés fondamentales, à la bonne gouvernance, à l'indépendance de la justice et à la lutte contre la corruption.

Point *2ter* (nouveau)

M. De Decker dépose ensuite l'amendement n° 23 afin d'insérer un nouveau point *2ter* qui a pour but de veiller à ce que ces nouveaux instruments permettent de dynamiser les relations politiques, socioéconomiques et interpersonnelles entre les pays du Sud de la Méditerranée.

Point *3bis* (nouveau)

M. Anciaux dépose l'amendement n° 14 visant à insérer un point *3bis* en vue de faire immédiatement assumer, dans les relations bilatérales avec l'UE, les conséquences de leurs actes aux États qui recourent à la violence envers leur propre population.

Point 5

M. Anciaux dépose l'amendement n° 35 tendant à insérer, après les mots « dirigeants déchus », les mots « et sous pression ».

Pour M. Anciaux, la mesure proposée doit frapper non seulement les dirigeants déchus, mais tous les dirigeants qui usent de violence et refusent de respecter les aspirations de leur peuple. Il relève en outre que le règlement européen 204/2011 vise Kadhafi et ses acolytes, bien que le guide suprême n'ait pas encore été destitué.

M. De Decker dépose l'amendement n° 24 qui vise à compléter le point 5 afin de veiller à ce que ces avoirs financiers soient rapatriés dans les banques centrales des pays concernés à la suite d'une transition démocratique.

wordt geleverd uit hoofde van de communautaire instrumenten voor buitenlandse hulpverlening. Het instrument beschikt over een begroting van 1,104 miljard euro voor de periode van 2007 tot 2013. Bijgevolg is dit amendement een versterking van het huidige dispositief.

Punt *2bis* (nieuw)

De heer De Decker dient amendement nr. 22 in, teneinde een nieuw punt *2bis* in te voegen, dat vraagt om er op toe te zien dat deze nieuwe instrumenten het democratisch overgangsproces zo goed mogelijk begeleiden, door bijzondere aandacht te besteden aan de eerbiediging van de fundamentele vrijheden, aan goed bestuur, aan een onafhankelijke justitie en aan corruptiebestrijding.

Punt *2ter* (nieuw)

De heer De Decker dient amendement nr. 23 in, teneinde een nieuw punt *2ter* in te voegen, dat vraagt erop toe te zien dat deze nieuwe instrumenten de politieke, sociaaleconomische en persoonlijke betrekkingen tussen de zuidelijke Middellandse Zeelanden nieuw leven inblazen.

Punt *3bis* (nieuw)

De heer Anciaux dient het amendement nr. 14 in om een nieuw punt *3bis* in te voegen opdat Staten, die geweld gebruiken tegen de eigen bevolking, hiervoor onmiddellijk de gevolgen zouden dragen in hun bilaterale relaties met de EU.

Punt 5

De heer Anciaux dient het amendement nr. 35 in om de woorden « de onder druk staande » in te voegen tussen de woorden « de afgezette » en de woorden « leiders ».

Volgens de heer Anciaux moeten niet alleen afgezette leiders, maar alle leiders die geweld gebruiken en de wensen van hun volk negeren, onder deze maatregel te vallen. Verder merkt spreker op dat de Europese verordening 204/2011 Kadhafi en zijn trawanten viseert, nochtans is hij nog niet afgezet.

De heer De Decker dient amendement nr. 24 in, dat punt 5 wil aanvullen met het verzoek om er op toe te zien dat deze financiële middelen na de democratische overgang terugbezorgd worden aan de centrale banken van de betrokken landen.

Point 7 (nouveau)

Mme Arena dépose l'amendement n° 6 afin d'ajouter un nouveau point 7, rédigé comme suit : « dans le cadre de ce nouveau partenariat euro-méditerranéen, de mettre sur pied un système garantissant le soutien, par l'Union européenne, d'organisations plurielles et démocratiques ».

Point 8 (nouveau)

Mme Arena dépose l'amendement n° 7 afin d'introduire un nouveau point 8 qui vise à mettre en place un système permettant la mise en œuvre d'une clause de droits de l'homme dans le cadre d'octroi de prêts accordés aux pays tiers.

Point 9 (nouveau)

Mme Arena dépose ensuite l'amendement n° 8 qui vise à introduire un nouveau point 9 afin de prévoir un embargo européen sur les armes et le matériel militaire vers les pays qui répondent aux contestations de la population par la répression.

Point 10 (nouveau)

M. De Bruyn et consorts déposent l'amendement n°15, qui vise à insérer un point 10 ayant pour objet de collaborer avec la Cour pénale internationale de La Haye afin de dépister, d'arrêter et de livrer les dirigeants inculpés, et de plaider en ce sens auprès de nos partenaires et dans les forums internationaux.

Selon M. De Bruyn, une référence explicite à la Cour pénale internationale est tout à fait indiquée dans la proposition de résolution à l'examen. Lorsque le Conseil de sécurité des Nations unies procède à un renvoi devant ladite Cour, les États liés par cette décision sont non seulement les États parties au Traité de Rome, mais aussi tous les pays membres des Nations unies.

*
* *

Après cette discussion, M. De Bruyn et consorts déposent l'amendement n° 36 qui remplace l'intégralité du texte des considérants et du dispositif.

M. De Bruyn explique que cet amendement est le résultat d'une concertation entre les divers groupes politiques et du consensus qui a pu se dégager sur les amendements déposés précédemment, ainsi que des préoccupations exprimées verbalement.

Punt 7 (nieuw)

Mevrouw Arena dient amendement nr. 6 in, ten einde een nieuw punt 7 in te voegen, luidende : « in het kader van dit nieuwe Euro-Mediterraan Partnerschap een systeem in te voeren waarmee de steun, door de Europese Unie, voor pluralistische en democratische organisaties wordt gewaarborgd; ».

Punt 8 (nieuw)

Mevrouw Arena dient amendement nr. 7 in, ten einde een nieuw punt 8 in te voegen dat vraagt om in een systeem te voorzien waarmee een mensenrechten-clausule kan worden opgesteld in het kader van de toekenning van leningen aan derde landen.

Punt 9 (nieuw)

Mevrouw Arena dient vervolgens amendement nr. 8 in, teneinde een nieuw punt 8 in te voegen dat vraagt om een Europees embargo op te leggen voor wapens en militair materieel aan landen die met repressie op het protest van de bevolking reageren.

Punt 10 (nieuw)

De heer De Bruyn c.s. dienen het amendement nr. 15 in om een nieuw punt 10 in te voegen dat de samenwerking met het Internationaal Strafhof in Den Haag beoogt, teneinde aangeklaagde machthebbers op te sporen, te arresteren en uit te leveren, en dit ook te bepleiten met onze partners en op internationale fora.

Volgens de heer De Bruyn hoort een uitdrukkelijke verwijzing naar het Internationaal Strafhof zeker in dit voorstel van resolutie. Niet alleen de partijen bij het Verdrag van Rome, maar alle VN-lidstaten zijn hiertoe gebonden indien het om een verwijzing gaat door de VN-Veiligheidsraad.

*
* *

Na deze bespreking dienen de heer De Bruyn c.s. het amendement nr. 36 in dat de tekst van de consideransen en van het dispositief in zijn geheel vervangt.

De heer De Bruyn legt uit dat dit amendement het resultaat is van overleg tussen verschillende fracties en van de overeenstemming die kon gevonden worden over eerder ingediende amendementen en ook over bekommernissen die mondeling werden geuit.

En fait, le texte de la proposition de résolution initiale a été complété par trois nouveaux points, à savoir :

— l'actualisation du texte par une référence aux résolutions des Nations unies et à d'autres initiatives telles que les directives européennes qui ont été approuvées ou adaptées depuis lors;

— l'accent mis sur le rôle des femmes dans le mouvement de démocratisation, dans l'esprit de la résolution 1325 des Nations unies;

— l'accent mis sur la mise en valeur du partenariat entre l'UE et les pays méditerranéens du Sud, avec un plaidoyer pour une intégration économique accrue de ces pays ainsi qu'avec l'UE.

M. De Bruyn ajoute que nombre d'amendements discutés précédemment (voir *supra*) sont repris dans le texte de l'amendement n° 36, mais pas tous.

IV. DISCUSSION DES SOUS-AMENDEMENTS À L'AMENDEMENT N° 35

Considérants

Point Lbis (nouveau)

Mmes Khattabi et Arena déposent l'amendement n° 40 qui vise à compléter les considérants proposés par une référence à la communication conjointe de la Commission et la Haute Représentante de l'UE pour les affaires étrangères et la politique de sécurité sur « Une stratégie nouvelle à l'égard d'un voisinage en mutation » du 25 mai 2011 parce que cette communication est un premier pas dans la bonne direction.

L'amendement est adopté à l'unanimité des 9 membres présents.

Point Q (nouveau)

Mmes Khattabi et Arena déposent l'amendement n° 41 qui vise également à compléter les considérants proposés par un point Q (nouveau), libellé comme suit : « considérant que le nombre de personnes déplacées à cause des conflits violents est plus important dans les pays limitrophes et que ceux-ci se montrent plus solidaires à leur égard que l'Union européenne ».

L'amendement est adopté à l'unanimité des 9 membres présents.

In feite werd de tekst van het oorspronkelijk ingediende voorstel van resolutie aangevuld met drie nieuwe punten, te weten :

— de actualisering van de tekst met verwijzing naar de VN-resoluties en naar andere initiatieven, onder meer Europese richtlijnen die sindsdien zijn goedgekeurd dan wel aangepast;

— de focus op de rol van vrouwen in de democratiseringsbeweging, in de geest van VN-resolutie 1325;

— de klemtoon op de opwaardering van het partnerschap tussen de EU en de zuidelijke Middellandse Zeelanden, met een pleidooi voor een sterkere economische integratie van deze landen en met de EU.

De heer De Bruyn voegt er aan toe dat heel wat eerder besproken amendementen (zie *supra*) opgenomen zijn in de tekst van het amendement nr. 36, maar wel niet allemaal.

IV. BESPREKING VAN DE SUBAMENDEMENTEN OP HET AMENDEMENT NR. 35

Consideransen

Punt Lbis (nieuw)

De dames Khattabi en Arena dienen amendement nr. 40 in, dat ertoe strekt de voorgestelde consideransen aan te vullen met een verwijzing naar de gezamenlijke verklaring van de Commissie en de Hoge Vertegenwoordigster van de Europese Unie voor Buitenlandse Zaken en Veiligheidsbeleid over de hervorming van het buurlandenbeleid van 25 mei 2011, aangezien die mededeling een eerste stap in de goede richting is.

Het amendement wordt eenparig aangenomen door de 9 aanwezige leden.

Punt Q (nieuw)

De dames Khattabi en Arena dienen amendement nr. 41 in, dat er eveneens toe strekt de voorgestelde consideransen aan te vullen met een punt Q, luidende : « overwegende dat het aantal ontheemden door geweldadige conflicten veel omvangrijker is in de aangrenzende landen en dat die landen zich tegenover hen solidairder opstellen dan de Europese Unie ».

Het amendement wordt eenparig aangenomen door de 9 aanwezige leden.

Dispositif

Point 2

Mme Arena dépose l'amendement n° 39 tendant à insérer au point 2 proposé du dispositif un nouveau point *d*) rédigé comme suit :

« de plaider auprès des Nations unies afin que soit définie le plus rapidement possible une stratégie de sortie de crise en Libye et afin que les soulèvements actuellement en cours dans d'autres pays comme la Syrie, le Maroc, le Bahreïn ou encore le Yémen puissent trouver, dès que possible, une issue pacifique et respectueuse des droits de l'homme ».

La commissaire explique que cet amendement est moins virulent que l'amendement initial sur la sortie de crise en Libye. Il vise à plaider pour un dialogue politique préalable et pour un recours maximal aux moyens diplomatiques.

M. De Bruyn n'a aucune objection à l'encontre de cet amendement, ni à l'encontre du fait que les Nations unies soient à la recherche d'une stratégie, mais il souligne que cela ne peut altérer l'engagement de la Belgique à mettre en œuvre loyalement les résolutions 1970 et 1973 des Nations unies.

L'amendement n° 39 est adopté à l'unanimité des 9 membres présents.

Point 5, *abis* (nouveau)

M. Anciaux dépose l'amendement n° 37 visant à insérer au point 5 proposé un nouveau point *a.bis* rédigé comme suit : « de faire en sorte que les États qui appliquent une répression violente à l'encontre de leur propre population civile en assumant directement les conséquences dans le cadre de leurs relations bilatérales avec l'Union européenne ». La protection de la population civile formait la base des résolutions 1970 et 1973 des Nations unies parce que la Libye menaçait alors de commettre des violences à l'égard de sa propre population.

Mme Zrihen demande quelles conséquences M. Anciaux envisage précisément. S'agit-il de conséquences diplomatiques ou économiques ? M. Anciaux vise-t-il par cet amendement à suspendre les accords de coopération avec l'UE ?

M. Anciaux explique que le choix des mesures est laissé au pouvoir exécutif, c'est-à-dire tant le gouvernement fédéral que le Conseil de l'UE et la Haute Représentante de l'Union européenne pour les Affaires étrangères. Pour pouvoir être effectives, ces conséquences devront absolument revêtir la forme de sanctions. Cet amendement fait spécifiquement réfère

Dispositief

Punt 2

Mevrouw Arena dient het amendement nr. 39 in dat in het voorgestelde punt 2 van het dispositief een nieuw punt *d*) wil toevoegen, luidende :

« er bij de Verenigde Naties op aan te dringen dat er zo snel mogelijk een strategie wordt vastgesteld om uit de crisis in Libië te raken en dat er voor de huidige opstanden in landen als Syrië, Marokko, Bahrein of Jemen, zo snel mogelijk een vreedzame oplossing wordt gevonden waarbij de mensenrechten in acht worden genomen ».

Het commissielid legt uit dat dit amendement minder scherp is dan het oorspronkelijk amendement over de uitweg uit de crisis in Libië. Nu beoogt het amendement een pleidooi voor een voorafgaandelijke politieke dialoog en de inzet van zo veel mogelijk diplomatieke middelen.

De heer De Bruyn heeft geen bezwaar tegen dit amendement, noch tegen het feit dat er binnen de VN wordt gezocht naar een strategie, maar onderstreept dat dit geen afbreuk mag doen aan het engagement van België om de VN-resoluties 1970 en 1973 loyaal uit te voeren.

Het amendement nr. 39 wordt eenparig aangenomen door de 9 aanwezige leden.

Punt 5, *abis* (nieuw)

De heer Anciaux dient het amendement nr. 37 in om in het voorgestelde punt 5, een nieuw punt *a.bis* in te voegen, luidende : « om de Staten die gewelddadige repressie aanwenden tegen de eigen burgerbevolking hiervoor direct de gevolgen te laten dragen in hun bilaterale relaties met de Europese Unie ». De bescherming van de burgerbevolking vormde de basis van de VN-resoluties 1970 en 1973 omdat Libië toen dreigde de eigen bevolking met geweld aan te vallen.

Mevrouw Zrihen vraagt welke gevolgen de heer Anciaux precies voor ogen heeft. Gaat het om diplomatieke dan wel economische gevolgen ? Beoogt de heer Anciaux met dit amendement dat de samenwerkingsakkoorden met de EU worden opgeschort ?

De heer Anciaux legt uit dat de keuze van de maatregelen wordt overgelaten aan de uitvoerende macht, dit wil zeggen zowel de federale regering, als de Raad van de EU en de Hoge Vertegenwoordigster voor Buitenlandse Zaken. Daadwerkelijke gevolgen kunnen wel alleen maar in de vorm van sancties. In dit amendement wordt specifiek verwezen naar de bila-

rence aux relations bilatérales parce que la plupart des traités et conventions prévoient déjà des sanctions, mais elles ne sont jamais appliquées. L'UE doit rattacher des conséquences au fait que la Libye réprime sa propre population de manière violente.

M. De Bruyn peut adhérer à cet amendement qui est une incitation à ne pas se limiter à un jugement ou une condamnation verbale, mais à rattacher des conséquences directes aux actes d'agression d'un pays contre sa propre population. La réponse directe, y compris dans les relations bilatérales avec l'UE, est un principe défendable.

Mme Arena relève que la Libye assume déjà les conséquences de la résolution 1973 des Nations unies.

Selon M. Anciaux, les pays qui agressent leur propre population ne doivent pas seulement subir les mesures. L'amendement vise aussi à faire en sorte que l'UE prenne effectivement des mesures.

Mme Zrihen propose de prévoir dans l'amendement qu'il faut faire en sorte que les états qui appliquent une répression violente à l'encontre de leur propre population, soient les premiers à en assumer les conséquences dans le cadre de leur relations avec les EU.

Mme Zrihen relève par ailleurs que ce ne sont en fait pas les États qui posent problème, mais bien les dirigeants.

M. Vanlouwe propose de remplacer le mot « États » par les mots « autorités responsables des États ».

Le texte de l'amendement n° 37 serait alors rédigé comme suit :

« de faire en sorte que les autorités responsables des États qui appliquent une répression violente à l'encontre de leur propre population civile en subissent directement les sanctions appropriées dans le cadre de leurs relations bilatérales avec l'Union européenne ».

Le sous-amendement n° 37, ainsi corrigé, est adopté à l'unanimité des 9 membres présents.

Point 5 l) (nouveau)

Mme Arena dépose l'amendement n° 38 tendant à insérer au point 5 proposé du dispositif un nouveau point l) rédigé comme suit :

« de prévoir les mesures nécessaires et appropriées concernant la question des armes et du matériel militaire vers les pays qui répondent aux contestations de la population par la répression ».

La commissaire explique que le texte est formulé de manière moins virulente que l'amendement déposé

terale relaties omdat in de meeste verdragen steeds sancties zijn vermeld, maar die worden nooit toegepast. De EU moet consequenties verbinden aan het feit dat Libië zijn eigen bevolking gewelddadig onderdrukt.

De heer De Bruyn kan instemmen met dit amendement dat een aansporing is om niet enkel verbaal te oordelen of veroordelen, maar ook om directe gevolgen te verbinden aan daden van agressie tegen eigen bevolking. Het element van een directe respons, ook op het vlak van de bilaterale relaties met de EU, is een verdedigbaar principe.

Mevrouw Arena merkt op dat Libië nu toch al de gevolgen draagt van VN-resolutie 1973.

Volgens de heer Anciaux moeten de landen die agressie tegen hun eigen bevolking gebruiken de maatregelen niet louter ondergaan, maar beoogt het amendement dat de EU effectief maatregelen zou nemen.

Mevrouw Zrihen stelt voor om in het amendement te bepalen dat Staten die gewelddadige repressie aanwenden tegen hun eigen bevolking, als eerste de gevolgen daarvan zullen dragen in het kader van hun relaties met de EU.

Verder merkt mevrouw Zrihen op dat het in feite niet de Staten zijn die het probleem vormen, maar wel de machthebbers.

De heer Vanlouwe stelt voor om het woord « Staten » te vervangen door de « verantwoordelijke autoriteiten van Staten ».

De tekst van het amendement nr. 37 zou dan als volgt luiden :

« om de verantwoordelijke autoriteiten van de Staten die gewelddadige repressie aanwenden tegen de eigen burgerbevolking hiervoor direct de geëigende straffen te laten ondergaan in hun bilaterale relaties met de Europese Unie ».

Het aldus verbeterde subamendement nr. 37 wordt eenparig aangenomen door de 9 aanwezige leden.

Punt 5 l) (nieuw)

Mevrouw Arena dient het amendement nr. 38 in dat in het voorgestelde punt 5 van het dispositief een nieuw punt l) wil invoegen, luidende :

« te voorzien in de nodige en gepaste maatregelen betreffende het probleem van wapens en militair materieel voor de landen die met repressie op het protest van de bevolking reageren ».

Het commissielid legt uit dat de redactie van minder scherp is gesteld dan de redactie van het eerder

antérieurement à propos des armes destinées aux pays qui répondent aux contestations de la population par la répression.

L'amendement est adopté à l'unanimité des 9 membres présents.

Point *m*) (nouveau)

Mmes Khattabi et Arena déposent l'amendement n° 42 qui vise à compléter le point 5 du dispositif par un nouveau point *m*, libellé comme suit :

« concernant la question des réfugiés et de l'aide humanitaire, de contribuer à l'évacuation des blessés ainsi que des réfugiés qui cherchent à fuir le territoire en raison de la violence; d'activer les mécanismes dont dispose l'Union européenne tels que l'accueil temporaire ainsi que la reconnaissance du statut des réfugiés (via l'UNHCR); de même, d'épauler les autorités des pays dans le sud, submergés par l'afflux des migrants ».

Mme Khattabi estime que ce sont effectivement les pays voisins qui doivent accueillir l'afflux le plus important de réfugiés. La moindre des choses que l'UE puisse faire pour les quelques dizaines qui arrivent jusque chez nous, c'est de mettre en œuvre les mécanismes d'aide existants.

L'amendement est adopté à l'unanimité des 9 membres présents.

V. VOTE FINAL

L'amendement n° 36 sous-amendé, qui remplace le texte de la proposition de résolution, est adopté à l'unanimité des 9 membres présents.

Confiance a été faite aux rapporteurs pour la rédaction du présent rapport.

Les rapporteurs,
Bert ANCIAUX.
Marie ARENA.

Le président,
Karl VANLOUWE.

*
* *

Texte adopté par la commission
(voir le doc. Sénat, n° 5-829/8 - 2010/2011).

ingediend amendement over de wapens voor landen waar met repressie op het protest van de bevolking wordt gereageerd.

Het amendement wordt eenparig aangenomen door de 9 aanwezige leden.

Punt *m*) (nieuw)

De dames Khattabi en Arena dienen amendement nr. 42 in dat ertoe strekt punt 5 van het dispositief aan te vullen met een nieuw punt *m*, luidende :

« betreffende het probleem van de vluchtelingen en de humanitaire hulp, bij te dragen tot de evacuatie van gewonden en vluchtelingen die het grondgebied proberen te ontvluchten vanwege het geweld; de mechanismen waarover de Europese Unie beschikt te activeren, zoals de tijdelijke opvang en de erkenning van de vluchtelingenstatus (via de UNHCR) en de overheden in de landen van het Zuiden, bij te staan die de toevloed van vluchtelingen te verwerken krijgen ».

Volgens mevrouw Khattabi zijn het inderdaad de buurlanden die de grootste toestroom van vluchtelingen moeten opvangen. Het minste dat de EU kan doen, voor de enkele tientallen die tot bij ons geraken, is de bestaande mechanismen voor ondersteuning in werking stellen.

Het amendement wordt eenparig aangenomen door de 9 aanwezige leden.

V. EINDSTEMMING

Het gesubamendeerde amendement nr. 36, dat het voorstel van resolutie vervangt, wordt eenparig aangenomen door de 9 aanwezige leden.

Vertrouwen wordt geschonken aan de rapporteurs voor het opstellen van dit verslag.

De rapporteurs,
Bert ANCIAUX.
Marie ARENA.

De voorzitter,
Karl VANLOUWE.

*
* *

Tekst aangenomen door de commissie
(zie stuk Senaat, nr. 5-829/8 - 2010/2011).